

En Irlande du Nord

La branche politique de l'IRA  
remporte un succès  
aux élections

LIRE PAGE 3

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3.50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;  
Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique,  
25 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 80 pes. ; États-Unis,  
60 c. ; France, 3,50 F ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 10 s. ;  
Italie, 1.000 L. ; Liban, 350 P. ; Luxembourg, 27 f. ;  
Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal,  
50 esc. ; Roumanie, 200 F R. ; Suède, 5,00 kr. ;  
Suisse, 1,40 f. ; Tchécoslovaquie, 200 Kčs ;  
Yugoslavie, 200 d. ;  
Tarif des abonnements page 2  
5, RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 246-72-23

Les États-Unis et la C.E.E.

## La baisse des taux d'intérêt

### La fin du conflit de l'acier

Les derniers obstacles, qui s'opposaient au côté des dix à la signature de l'accord d'autorisation des exportations d'acier vers les États-Unis ont été levés jeudi 21 octobre. Moyennant quelques aménagements, les Allemands ont abandonné leurs réserves. Dès lors, l'administration de Washington a fait savoir que les plaintes déposées par les sidérurgistes américains contre les européens avaient été retirées.

L'accord, conclu pour une période allant du 1<sup>er</sup> novembre 1982 au 31 décembre 1985, va pouvoir entrer en vigueur. Selon M. Davidson, vice-président de la Commission, chargé des affaires industrielles, il n'y aura pas d'exportations d'acier vers les États-Unis, par rapport aux résultats de 1981, une réduction de l'ordre de 9 % de leurs exportations. Les livraisons de tubes d'acier ne sont pas couvertes par l'accord. Mais un échange de lettres, à part, les place sous étroite surveillance : des consultations (dont l'objet ne pourrait être que de fixer un plafond aux ventes européennes) auront lieu dans le cas où les exportations communautaires dépasseraient 5,9 % du marché américain.

Comme l'a observé M. Davidson, l'accord ressemble beaucoup à ceux qu'a imposés la Communauté à ses propres fournisseurs extérieurs d'acier. Cependant, contrairement à Washington, le comité de l'acier américain qui ne tourne qu'à moins de 50 % de sa capacité de production et d'écrire des mesures d'urgence protectionnistes qui auraient accru les risques de guerre commerciale entre les Européens. Il illustre la tendance à la « contractualisation » du commerce international face à la crise, pour ne pas être à un protectionnisme discipliné.

Le soulagement prévient du côté européen. Certes, on ne parait pas à la C.E.E. continue à considérer qu'un regard des règles du G.A.T.T. sur les subventions, les plaintes déposées par les industriels américains n'ont pas été fondées. Un sacrifice inévitable est imposé aux sidérurgistes communautaires. Mais la situation aurait été bien pire pour ces mêmes industriels si un accord n'avait pas été conclu, si, comme ces plaintes déposées y auraient fait obstacle, des droits compensateurs avaient frappé à l'entrée aux États-Unis les importations d'acier européen. L'accord permet aux sidérurgistes de la Communauté de continuer à vendre dans de bonnes conditions de sécurité sur un marché rémunérateur.

Autre motif de satisfaction : les États de la C.E.E. ont accepté le partage des exportations établies par la Communauté. Celle-ci voit alors son rôle dans la gestion de la crise de la sidérurgie. Sans écartement de la C.E.E.A., qui provoquerait une crise majeure, cette situation de chef d'état-major va devenir plus évidente au cours des prochains mois lorsqu'il va falloir imposer, pour assurer l'adaptation de l'outil industriel à une demande en net recul, des fermetures d'usines allant bien au-delà de ce que prévoient les programmes conçus dans chacun des pays producteurs.

Enfin, comme l'a fait valoir M. Hafkamp, vice-président de la Commission, l'accord traduit la volonté des deux parties de régler par la négociation un ensemble de questions difficiles. Il pourrait être de nature à créer un meilleur climat au moment d'aborder les autres chapitres — gaspillage, agriculture — du contentieux transatlantique.

### continue en Europe

Après neuf mois de difficiles tractations, la C.E.E. et les États-Unis sont parvenus — le jeudi 21 octobre — à un accord limitant les exportations européennes d'acier vers les États-Unis.

L'accord, qui couvre la période du 1<sup>er</sup> novembre 1982 au 31 décembre 1985, se traduira par une baisse de 9 % des ventes communautaires par rapport à 1981. Bruxelles devrait demander aux pays tiers de réduire de 10 % leurs exportations sidérurgiques dans les pays de la C.E.E.

Sur le front monétaire, la baisse des taux d'intérêt en Europe, amorcée en août par la diminution des taux américains, se poursuit. La Bundesbank a annoncé, jeudi, l'abaissement d'un point de son taux de l'escompte, initialement à hauteur d'un demi-point seulement par la Belgique, les Pays-Bas et l'Autriche.

En abaissant d'un point son taux d'escompte et son taux d'avance sur titre (Lombard), le Bundesbank a ramené de 7 % à 6 % et de 8 % à 7 %, la Banque centrale d'Allemagne (Bundesbank) à un peu surpris les milieux financiers, qui attendaient seulement un demi-point de diminution.

Mais, « nous nous trouvons dans une situation économique si critique qu'un effort coordonné est nécessaire pour assurer la résilience », a indiqué M. Stoltenberg, ministre fédéral des Finances, indiquant les banques à respecter strictement la baisse dans leurs tarifs, ce qu'elles ont déjà commencé à faire depuis huit jours par anticipation.

(Lire la suite page 34.)

AU JOUR LE JOUR

### Vicimes

Le ministère de la Justice lance en libriste un « Guide des droits des victimes » préfacé par M. Badinter. Après tant de considérations sur les droits des coupables, l'initiative est heureuse.

D'« abandon de famille » à « vol » en passant par « meurtre », l'index de l'ouvrage compte cent douze mots, correspondant à autant d'horreurs.

Vicimes passées, actuelles ou potentielles, nous sommes tous embarqués. Les auteurs l'achèteront d'eux-mêmes. Pour les autres, ce serait un cadeau ambigu.

BRUNO FRAPPAT.

**LE PRIX MONDIAL CINO DEL DUCA**  
a été attribué à

**Yachar KEMAL**

pour l'ensemble de son œuvre

GALLIMARD *nrf*

Les tensions politiques et sociales

## ● ÉVÉNEMENTS D'ALGÉRIE

### Les socialistes infligent un revers au président de la République

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 22 octobre, le projet de loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie, mais les députés socialistes, dans leur grande majorité, ont voté contre l'avis du gouvernement, un amendement qui exalte les officiers généraux du champ d'application de la loi.

D'autre part, au lendemain du vœu exprimé par le bureau exécutif du P.S., la commission des finances de l'Assemblée nationale s'est opposée au remplacement, souhaité par le gouvernement, de l'impôt d'impôt.

### La parole donnée

Parce qu'elle a « les mains propres », la nouvelle génération de socialistes était seule capable de pardonner l'impardonnable. C'était, la semaine dernière, l'analyse d'une majorité de députés socialistes.

C'était aussi, sans doute, celle de M. François Mitterrand lorsqu'il commentait devant le conseil des ministres du 21 septembre le projet de loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie : « Il appartient à la nation, au bout de vingt ans, de pardonner. » La nation, par l'intermédiaire d'une majorité de ses représentants.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(Lire la suite page 3.)

## ● CRÉDITS MILITAIRES

### Après l'annulation de 13 milliards de francs de commandes des députés du P.S. demandent audience à M. Mauroy

Pour 1982, le gouvernement vient, par arrêté du ministre du budget, d'annuler 13,4 milliards de francs de commandes de matériel militaire et de réduire aux forces armées françaises une part de leurs moyens de paiement à concurrence de 3,2 milliards de francs. Des députés socialistes, membres du bureau et rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée, ont demandé à être reçus, la semaine prochaine, par le premier ministre pour attirer l'attention de M. Mauroy sur les conditions dans lesquelles cette décision a été prise et sur ses conséquences industrielles.

Concrètement, cette mesure de suppression des crédits militaires pour 1982 signifie que l'armée de l'air ne commandera pas les vingt-cinq avions de combat Mirage-2000 prévus, que l'armée de terre n'achètera pas quarante-sept chars AMX-10 RC, et vingt-six batteries de 155 millimètres, et que la marine retardera la livraison de son nouveau sous-marin de lutte anti-sous-marin Atlantique nouvelle génération (ou ANG).

D'autres ministères sont touchés par cette déci-

sion, dont M. Fabius précise qu'elle a été prise sur l'ordre du premier ministre. Par exemple, à l'Éducation nationale, sont supprimés 478 millions de francs d'autorisations (soit 10,5 % de son « enveloppe » initiale) et 252 millions de francs de crédits de paiement, à charge pour les préfets de région, dans le cadre de la déconcentration financière, de réorienter localement les dépenses. Mais l'essentiel des annulations concerne le ministère de la défense, puisque les suppressions dont il est l'objet représentent 60 % des commandes de l'État ainsi annulées et 45 % des crédits de paiement.

Au Palais-Bourbon, tant les députés de la majorité que ceux de l'opposition, membres de la commission de la défense, dénonçant le fait que cette décision est fondée sur l'ordonnance du 2 janvier 1959, justifiant l'annulation de tout crédit devenu sans objet en cours d'année. Le vice-président de la commission, M. Jacques Hugué des Elages, député socialiste de la Nièvre, estime que c'est au Parlement de décider, car il est exclu qu'on puisse s'en remettre à une ordonnance du général de Gaulle qui a institué la prééminence de l'exécutif sur le législatif.

### Les pénibles découvertes de la rigueur

par ALAIN VERNHOLES

général, un transfert des revenus des ménages vers les entreprises.

L'impôt levé dans l'opposition, mais aussi, d'une certaine façon, chez certains ministres de M. Mauroy par l'annulation d'une masse considérable de crédits budgétaires (1), illustre les réticences de certains à voir l'État réduire ses dépenses, d'autres à le faire sans l'approbation du Parlement.

Les tempêtes soulevées par la nouvelle politique économique du

gouvernement étaient prévisibles : on ne passe pas d'une stratégie de relance par la dépense publique à une stratégie de rééquilibrage des finances publiques (intérieures et extérieures) et privées sans créer quelques déceptions.

(Lire la suite page 34.)

### LE KENYA APRÈS L'ALERTE

(Lire page 4 le début de l'enquête de Jean-Pierre LANGELLIER.)

### « LA NUIT DE SAN LORENZO » DES FRÈRES TAVIANI

### Mémoire d'un exode

La lanterne de la chambre est ouverte sur un ciel bleu de nuit qui ressemble à une toile peinte, avec ses astres scintillant dans l'infini. Plan fixe, carte postale, scène de théâtre. Sur la brusque trajectoire d'une étoile filante, la voix douce d'une femme invisible s'élève. Cette voix va raconter à un être aimé, bercé dans la pénombre de la chambre — pendant la nuit de la San Lorenzo, en Toscane, où l'on dit que chaque étoile qui tombe c'est un vœu exaucé — les événements lointains du mois d'août 1944.

La narratrice, Cecilia, avait alors six ans. Elle habitait, avec sa mère, le village de San-Martino, quadrillé par les fascistes, miné par les Allemands. L'heure de la libé-

tion semblait proche : on attendait les Américains. Ce prélude du film de Paolo et Vittorio Taviani indique, d'emblée, que la réalité de l'été 1944 va être reconstruite par une mémoire subjective. Ce n'est pas un simple procédé narratif de « retour en arrière » ; c'est l'indication d'un style.

Même si la petite Cecilia n'a pas assisté à tous les faits évoqués par la mise en scène, elle a participé à une aventure collective : elle parle, devenue femme, avec sentiments, émotion, lyrisme, au nom de tous ceux, de toutes celles, qui furent pris dans l'horreur de la guerre, dans l'exode tragique d'un village toscan.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 22.)

5021 من الاموال



Le Monde

# idées

## Rire nerveux

par TAHAR BEN JELLOUN

ques cinématographiques qui orientent leur énergie sur le travail des ciné-clubs. Au Maroc, par exemple, les rares films de qualité qui sont montrés dans leur version originale le sont dans le circuit des ciné-clubs. Autrement, les quelques écrans qui ne sont pas occupés par les sous-produits sont voués aux médias égyptiens, aux comédies musicales indiennes (insipides) et aux productions exotiques Delon-Belmondo.

### Un public abîmé

Lorsqu'un cinéaste du pays arrive à surmonter les innombrables obstacles et fait un film, le plus difficile est de trouver une salle pour montrer son travail. Une fois ce handicap passé, de nouvelles difficultés surgissent : le public potentiel, le public naturel pour ce genre de film n'est plus disponible ; il a été depuis longtemps occupé par les sous-produits, entraînés dans la tourbillon d'un cinéma sans consistance et qui lui est tellement étranger, voire étrange, qu'il le dégoûte, le repousse et le détourne de sa réalité immédiate et de son univers. Ce public a été en quelque sorte abîmé, intoxiqué par des images qui le fascinent par leur exotisme et le vide dans lequel elles se succèdent. A la limite elles doivent avoir le pouvoir de le rassurer ou tout simplement de lui signifier que « la vie est ailleurs ».

Les dégâts que produit ce cinéma incalculable vont au-delà de la généralisation d'une sous-culture impériale, brutale et laide. Ils entraînent peu à peu le goût et le désir du goût. Ils contaminent un assez large public qui se trouve dérangé dans son confort face à d'autres expressions de l'imaginaire et surtout désespéré quand on lui montre sa propre réalité filmée, réinventée, rénovée à travers un travail de création. Face à ce miroir où le cinéma qu'il a cru jusqu'à présent réservé aux exploits d'un folklore lointain lui renvoie sa propre image, le surprenant dans une intimité qu'il ne s'expose pas et s'expose encore moins, le public résiste et se défend par des réactions violentes de travail de création. Face à ce miroir où le cinéma qu'il a cru jusqu'à présent réservé aux exploits d'un folklore lointain lui renvoie sa propre image, le surprenant dans une intimité qu'il ne s'expose pas et s'expose encore moins, le public résiste et se défend par des réactions violentes de travail de création.

Ce travail de sappe et de détournement est poursuivi à domicile par les télévisions. Ne parlons pas des feuilletons américains et français qui défilent sur les petits écrans comme des vapeurs. Ni sous-titrés ni doublés. Ce que se disent les personnages est né-

gligeable. On supprime le son et on regarde défiler les images. Il faut parler de ces séries arabes (parlent le dialecte égyptien ou l'arabe classique) faites dans des studios en Egypte, au Liban et parfois en Grèce. Ces séries reposent sur l'autre versant de la pseudo-culture : l'histoire glorieuse des ancêtres - des archives tronquées et orientées politiquement - ou la psychologie plate genre roman-photo. Effets riches chers : occuper un large public, le faire patienter jusqu'au journal télévisé, unique raison d'être de cette télévision.

Voilà comment le public maghrébin, pour ne citer que ce cas, est maintenu dans une culture d'images misérables. Depuis peu, les familles aisées, qui ne sont pas forcément cultivées, ont découvert les joies et les surprises de la vidéo. Un trafic plus ou moins toléré par l'Etat permet à des familles de se projeter les films de leur choix, en choix limité, certes et souvent honteux : casettes de films commerciaux égyptiens ; films français et américains de deuxième catégorie ; émissions enregistrées sur les chaînes françaises, etc...

### Le véritable héros

Ceux qui subissent de tous les côtés les méfaits de cet « impérialisme culturel » dont a parlé à juste titre le ministre français de la culture, M. Jack Lang, à Mexico, ce sont d'abord les publics démunis et sans voix du tiers-monde. Non seulement les écrans sont occupés - comme on le dit des territoires - mais ils sont totalement ou en partie fatigués, fissurés, incapables de recevoir les images du pays. Ainsi, il est plus facile de voir à Casablanca le dernier Delon que n'importe quel film maghrébin. Il en est de même à Tunis et à Alger. Sans les Journées cinématographiques de Carthage, organisées tous les deux ans, le public tunisien ne verrait peut-être jamais certains films africains et arabes.

Quel avenir alors pour un cinéma national dont le marché local est non seulement bouché, mais aussi insuffisant ? Faut-il qu'il passe par les structures de production gigantesques qu'impose aujourd'hui le nouveau Hollywood ? Espérons que non.

Le cinéaste maghrébin se trouve confronté à tellement de problèmes qu'on se demande où et comment il a la sérénité pour créer et continuer d'avoir la force de lutter. Il est à mort sans le véritable héros de ce cinéma qui ne cesse de naître.

## La chaussure seule

par GABRIEL MATZNEFF

DANS un avion qui les menait en Jordanie, Pierre Rosel, auteur d'une passionnante *histoire vraie des Arabes* (1), disait à un ami, à propos des spécialistes qui passent leur vie à scruter l'Orient sans jamais le comprendre : « On ne pénètre un secret que par son propre secret ».

De fait, le client qui a vécu en Algérie, en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Jordanie, en Egypte, en Syrie, au Liban ; qui a été, dans chacun de ces pays, de solides amis ; qui a lu l'arabe le Syrien (2) et Abd-NUWIS (3),

Darmenghem (4) et Massigron (5) ; qui est un familier des visages, des musiques, des parfums et des sites ; qui a publié un *Carpet arabe* (6) ; un tel client peut d'éventuels mieux découvrir les choses que les orientalistes, souvent prisonniers de leur bibliothèque et de leur érudition. Notre époque, qui se prend très au sérieux et qui ne croit qu'à l'esprit de lourdeur, a discrédité le client et l'amateur. Or ce sont deux superbes épithètes : celui qui fait les choses par amour et par son diletto, pour son plaisir !

### « N'est seul que Satan »

Cela dit, il est vrai que, pour le voyageur sans bagage, l'ignorance de la langue est un obstacle - apparemment irréductible. Les Arabes chrétiens ne font pas de la connaissance de leur langue et de sa pratique les protégeant à toute approche réelle de leur univers intérieur. En revanche, les Arabes musulmans, eux, le font et affirment volontiers que le Coran, sur lequel est fondée leur culture, est intraduisible.

Comment passer d'une langue sémitique (l'arabe) à une langue indo-européenne (le français), sans trahir la saveur de l'original ? s'interroge Vincent Montiel. La beauté de sa traduction d'Abd-NUWIS semble indiquer que cela est possible. Mais ce qui est vrai d'un poète érotique ne l'est pas, si l'on en croit les coranistes, du livre sacré de l'Islam.

desquels une conversion individuelle n'a guère de sens.

Dans sa récente étude sur la poésie arabe moderne (7), Silvana Zeghidour observe : « Individu se dit en arabe *Fard*, terme qui désigne aussi une chaussure unique. Cet individu est en tant que tel aussi inutile qu'une chaussure seule. Dans la tradition islamique n'est seul que Satan ».

Pour nous, Européens, dont l'éducation est fondée sur le concept gréco-latin d'individu et la notion judéo-chrétienne de personne, il y a là un fossé qu'il ne nous est pas aisé de franchir. Le mystère de l'incompréhension générale que l'Occident témoigne à l'Islam est peut-être là.

(1) Pierre Rosel, *La Cité d'Isis, histoire vraie des Arabes*, Nouvelles Éditions Latitudes, 1976.

(2) Isaac le Syrien, *Œuvres*, Desclée de Brouwer, 1982.

(3) Abd-NUWIS, *Le Vin, le vent, la vie*, traduits par Vincent Montiel, Éditions Sindbad, 1979.

(4) Massigron, *Le monde arabe, Vies des saints musulmans*, Éditions de la Baconnière, Alger.

(5) Louis Massignon, *Opera minora*, PUF, 1979.

(6) Gabriel Matzneff, *Le Carpet arabe*, La Table ronde, 1982.

(7) Silvana Zeghidour, *La Poésie arabe moderne*, Éditions Karthala, 1982.

## Culture et cinéma arabes

Depuis leur création, en 1966, les Journées cinématographiques de Carthage, organisées tous les deux ans, sont progressivement devenues le principal rendez-vous du septième art de l'espace afro-arabe et l'une des manifestations culturelles les plus cotées parmi celles qu'organisent les pays arabes. Le cinéaste libanais Borhane Alaouié dénonce cependant le mépris dont le « bon cinéma arabe » est l'objet de la part du pouvoir économique. Tahar Ben Jelloun décrit les effets nocifs du « cinéma commercial arabe » sur les spectateurs. Jean-Pierre Péroncel-Hugoz dépeint les mirages de la « renaissance culturelle arabe » dans lesquels les Occidentaux, estime-t-il, ont leur part de responsabilité. Et Gabriel Matzneff s'interroge sur « le mystère de l'incompréhension que l'Occident témoigne à l'Islam ».

## L'écran noir

par BORHANE ALAOUIÉ (\*)

PENDANT longtemps le cinéma arabe n'a été que l'expression pauvre et caricaturale de la culture et de l'être arabes. Des intellectuels ont réagi. Ils ont réclamé un autre cinéma, plus près de leurs aspirations, plus fidèle à leur sensibilité et à leur imaginaire, un cinéma correspondant davantage à la réalité diverse et complexe de la société arabe, qui connaît un moment décisif de son histoire après cinq siècles de décadence. Le cinéma n'a pas su être le miroir de cette société.

Des questions graves et inquiètes se sont posées : Comment concevoir l'entrée de la culture arabe dans la modernité sans le cinéma ? Comment les Arabes répondraient-ils aux défis de la civilisation sans le cinéma ? Comment peut-on imaginer la présence arabe sur la scène du monde sans le cinéma, sachant que la mémoire arabe fait partie de ce monde d'où elle est aujourd'hui absente ?

Comment accepter cette absence, absence au monde, absence au cinéma ? A partir de ce constat, plusieurs intellectuels et cinéastes arabes décident d'agir et de donner naissance à un autre cinéma. L'Égyptien Youssef Chahine fut considéré par eux comme un exemple ; il a lutté à partir de 1930 pour que le cinéma arabe ne soit plus une caricature. Quelques années après, un certain nombre de films ont vu le jour. Ils ne parvenaient pas nécessairement à la dialecte égyptienne et étaient signés par des noms inconnus : des films ne racontant pas les mêmes histoires et ayant abandonné définitivement le décor carton-pâte qui servait à des productions à la chaîne, des films qui ont été faits dans la réalité vécue, dans la rue, les maisons, les champs, approchant l'être arabe dans sa vérité. C'était une nouvelle vague, reçue avec enthousiasme par les milieux intellectuels et la critique, célébrée dans les différents festivals de par le monde.

La culture arabe faisait enfin son entrée dans ce mode d'expression, langage universel. L'existence de ce cinéma de rupture fut en fait la preuve qu'on pouvait triompher d'un ensemble exorbitant de difficultés matérielles et psychologiques. Mais son espace naturel - le marché arabe - est resté bloqué ! Le plus paradoxal, c'est que celui qui a

fermé cet espace est le secteur public du cinéma arabe, lequel s'était engagé à transformer le cinéma arabe d'évasion, commercial et aliéné, en un cinéma de qualité qui serait le miroir espéré de cette société. Contre cet engagement, l'Etat lui accorda le monopole du marché du film, ce qui lui permettait d'exercer sa petite dictature sur les productions, décidant seul de leur prix et de leur destin.

Il s'est contenté durant vingt ans d'empocher l'argent et de faire oublier son engagement. Ainsi le spectateur arabe a payé très cher un cinéma qu'on ne lui a pas donné à voir. Vingt ans d'exploitation n'ont pas suffi à ce secteur public. Il voudrait aujourd'hui, avec sa vieille politique d'opportunistes véreux, empêcher ce nouveau cinéma arabe jusqu'à ce public qui l'attend et le désire depuis longtemps. Soit il refuse, pour des arguments politiques, de commercialiser ce cinéma, soit il propose des prix ridicules, ne dépassant pas le centime de la valeur réelle du film. De toutes les façons, il cherche à asphyxier ce cinéma.

Imaginez-on par exemple le bon cinéma français sans le marché français ? Le bon cinéma italien sans le marché italien ? Telle est la situation du nouveau cinéma arabe : orphelin d'espace, empêché de parvenir à ceux qui l'attendent et à qui il est destiné. C'est un cinéma menacé par le silence et l'exil. Il aura au moins, à défaut d'exister pleinement, découvert et mis au jour le système scandaleux de la politique de blocage et d'étouffement de toute expression nouvelle dans le cinéma arabe. Pour ce système, seul un écran noir fait l'affaire !

(\*) Cinéaste libanais.

Précision. - Dans l'article intitulé « Une voie nouvelle », de J.-Y. Corbier et A.-P. Noël (*Le Monde* du 19 octobre, première édition), une phrase est parue amputée, de fait des auteurs qui auraient dû écrire : Les démocrates refusent toute politique de violence, aussi bien l'impérialisme militaire (occupation des pays de l'Est et de Kaboul) que l'impérialisme économique (la politique du dollar). Michel Jobert a écrit - et pas depuis peu - le mécanisme, etc...

## Un « repas de miteux »

par JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

au Levant, à une seconde civilisation arabe (comme l'Occident chrétien est sorti de l'Antiquité gréco-romaine), à sans doute échoué pour avoir trop tablé sur nos avis et nos techniques.

### Cataclysme architectural

Si l'Inquisition n'a guère eu à l'épanouissement des cultures occidentales, vraisemblablement parce qu'elle était loin d'être aussi omnipotente qu'on le croit de nos jours, le conformisme et les polices des États arabes contemporains sont, eux, en revanche - grâce aux techniques importées - des puissances invisibles qui se châtient jamais et sont partout. Dans le roman de

Rachid Mimouni, *Le Fleuve dé-tourné* (2), l'un des personnages expose son programme d'éventuel ministre de la culture : « Je commencerai par payer grossièrement une armée de censeurs machiavéliques et subtils qui s'empêcheront de démasquer les intellectuels de tout bord (...). Je laisserai tranquillement chômer acteurs, cinéastes, hommes de théâtre. Je jeterai l'antithèse sur les écrivains », etc.

Tout véritable créateur dérangeant l'ordre établi, les rares artistes susceptibles de faire naître l'invention arabe sont donc écrasés ou éliminés. Il a fallu attendre qu'un cataclysme architectural irrémédiable ait rendu invisibles les métropoles arabes pour que Hassan Fathi, l'architecte égyptien qui aurait pu régénérer l'habitat et l'urbanisme en Orient, ne soit plus percuté ou mortifié. Mais il est maintenant octogénaire... Bays, cette Algérie algérienne, qui est probablement le seul peintre arabe du siècle ayant réellement innové, a été quasiment étouffé durant quinze ans par sa famille (3). Il y a bien des risques que l'Égyptien Chadi Abdessalam, immense réalisateur de ce monument de nouveauté et de beauté qu'est *Le Monde* (Prix Georges Sadoul et Tunit d'or à Carthage) reste le réalisateur d'un seul film, tant la malveillance détruit depuis douze ans tous ses nouveaux projets. Et que dire des poètes syriens misés, des peintres irakiens récupérés, de tel écrivain soudanais à l'index ?

Au lieu de louer ce qui n'existe plus ou ce qui n'existe pas encore, ce que l'Europe aurait de mieux à faire serait de harceler les gouvernements arabes sur le terrain des droits humains. Plus les Arabes seront libres, plus s'accroîtront leurs chances - et nos chances - de voir briller de nouveau l'Autre Rive.

(1) *L'Esprit frappeur*, Éditions Encre, 1980.

(2) Laffont - 1982 - *Le Monde* du 17 septembre.

(3) La grande exposition Bays prévue à Marseille au musée Cantini, du 8 novembre à février 1983 dans le cadre des manifestations sur Marseille et l'Islam sera-t-elle le signe de la complète « libération » du peintre ?

250 ans de grands vins

80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS Depuis 1731

Documentation LM sur demande à Maison Bouchard Père & Fils, Négociants au Châteauneuf 21200 Beaune. Tél (03) 22.14.41 - Tél 350 830 830

Salon EQUIPHOTEL Stand 15 - Hall 5 - Allée 15



Le Monde

## étranger

## EUROPE

## Espagne

## L'inquiétude et la tension persistent à quelques jours des élections législatives

Une réelle inquiétude est perceptible à Madrid à quelques jours des élections législatives du 28 octobre. Les rumeurs persistent, en effet, sur l'éventualité d'une nouvelle tentative de putsch militaire, destinée à prévenir une victoire des socialistes que les sondages donnent

pour assurée. Le jeudi 21, la garde du Palais royal a été mise en alerte alors qu'un convoi militaire retour de manœuvres, s'approchait de la Zarzuela. Les autonomistes basques, de leur côté, maintiennent la tension en multipliant les attentats à la bombe.

Mis en évidence par les sondages, l'attachement des contristes, jusque-là majoritaires aux Cortes, engendre une bipolarisation des intentions de vote dont le leader de la droite, M. Manuel Fraga, ancien ministre du général Franco, est le bénéficiaire.

## M. Manuel Fraga à l'assaut des socialistes

De notre envoyé spécial

Santiago-de-Compostelle. — «Vive España!» Manuel Fraga marie la fin de son discours d'une voix de stentor et brandit une branche de fleurs blanches. Une tempête d'acclamations monte des six mille personnes agglutinées dans le Palais des sports d'Orense. «Fraga, président...» Des drapeaux sang et or oscillent au-dessus des têtes. Devant le podium, au premier rang, le docteur Iglesias est assis aux côtés de la blonde et très élégante Mme Fraga. Enlaid avec demande de pardon, puis libéré dans des circonstances encore mal définies, le père du chanteur Julio Iglesias est salué de loin, comme la victime exemplaire de cette «insécurité» que le bouillonnant dirigeant de l'Alliance populaire dénonce aux quatre coins de la Péninsule et présente comme le réel numéro un de la jeune démocratie espagnole.

Les militants du service d'ordre portent des blouses aux couleurs espagnoles. Peu de très jeunes dans cette foule où se côtoient bourgeois et gens du peuple de Galice, représentants d'une Espagne profonde, conservatrice.

Une foule acquiesce de tout cœur à M. Manuel Fraga, ancien ministre de Franco, ayant réussi le tour de force d'être l'un des témoins de la classe politique post-franquiste et qui espère aujourd'hui en rôle de chef de file d'un rassemblement de toutes les droites espagnoles qu'il appelle la «majorité naturelle».

«Le 28 octobre, nous allons gagner...» Formule de politicien en campagne? Sans doute. Mais M. Manuel Fraga, qui se dépeint lui-même comme un «activiste», espère bien, son lendemain du scrutin, apparaître, en tout cas, comme le chef incontesté de l'opposition réunifiée face à un éventuel gouvernement de gauche. Les sondages — il est vrai, sujets à caution — le confortent dans cet espoir en ordonnant l'Alliance populaire d'environ quatre-vingt sièges dans les prochaines Cortes. Ce qui représenterait un bon spectacle, puisque son groupe compte actuellement neuf députés seulement (huit si l'on en soustrait M. de Ariza, candidat U.C.D. à Santander). Sa cote personnelle est incontestablement

tablement en hausse et mille indices montrent que la campagne électorale est d'abord un «mano a mano» entre M. Manuel Fraga et M. Felipe Gonzalez. De larges secteurs de classes moyennes, qui votaient au centre depuis 1975 pour concilier la «continuité tranquille» et la «démocratie naissante», semblent en passe de basculer vers une formation qui affiche son conservatisme sans complexité.

M. Manuel Fraga tape dur sur les socialistes. Par conviction et par tactique. Il les qualifie de «bureaucrates, marchistes», les accuse, sans trop se soucier de nuances, d'être «pour l'avortement et contre l'école libre». «Ils veulent», affirme-t-il, «remettre la Navarre au séparatisme basque et Valence au séparatisme catalan». M. Fraga n'est pas contre le principe de l'autonomie et il a, en exergue de son discours d'Orense, prononcé quelques phrases en galicien qui ont fait chanter la foule de bonheur. Mais il est pour une autonomie «raisonnable» dans le cadre d'une Espagne unie et forte.

Il défend la famille et l'ordre «pour que nos femmes soient respectées dans leur rôle de mère de famille et non plus déshabillées par les téléobjectifs des revues pornographiques». Il parle du «double langage des socialistes, qui veulent tromper les électeurs».

Si M. Fraga choisit le P.S.O.E. pour cible de prédilection, se bornant à demander à M. Santiago Carrillo, leader du parti communiste, «d'avoir le courage de se tenir», c'est qu'il pointe manifestement à cette «bipolarisation» qui grandit au fil de la campagne, à ce face-à-face entre une gauche encore dans les catacombes et une droite qui regrette la stabilité et la sécurité du franquisme.

L'ancien ministre de l'Intérieur du premier gouvernement de la monarchie, dirigé par M. Arias Navarro jusqu'au printemps 1976, manœuvre à court et à moyen termes, spéculant, comme bien d'autres dirigeants politiques, sur un dénouement rapide d'une expérience de gauche.

En Galice, M. Manuel Fraga joue sur le velours, car il est chez lui. Il est né à Villalba, à une vingtaine de kilomètres de La Corogne. Entre deux meetings, il revient à Villalba chez sa tante, fait une partie de dominos au bistrot du coin, entraîne les journalistes pour un pèlerinage apparemment imprévu vers la modeste ferme de ses parents, «des gens simples, fils de paysans et qui avaient émigré à Cuba».

C'est soudain un Fraga nostalgique du «bon vieux temps», paisible, aimable et souriant qui, les pieds solidement plantés dans sa terre détrempée de Galice, contemple l'horizon de collines douces, de chemins creux, de landes et de bois de sapin. Dans cet homme massif, sanguin, au regard mobile, vit d'un loien beurré qui le fait ressembler un peu plus à M. Franz Josef Strauss (ce qui n'est sans doute pas pour lui déplaire), on découvre avec un peu de surprise un Fraga bucolique, amoureux de la nature, qui ne boit plus, ne fume plus, et affirme — lui qui est amateur de bonne chère — surveiller sa ligne.

Brève parenthèse. La Fraga casant et tranchant resurgit deux heures plus tard, à l'occasion d'une conférence de presse à Lugo. Il s'élève qu'on lui rappelle ses «petites phrases», telle sa «compréhension des motifs des protestations» de la dernière tentative de coup d'État militaire, répète avec force qu'il a condamné, et continue de condamner, toute tentative de déstabilisation de la démocratie espagnole, et lance un bon mot : «Je suis», dit-il, «pour le rétablissement de la peine de mort pour deux types de délits, pour les crimes de sang des terroristes et pour les cas d'indiscipline militaire caractérisés».

«Mais, ajoute-t-il, il faudra naturellement qu'il y ait une majorité aux Cortes pour adopter cette mesure.» Il coupe la parole à l'importun qui veut en savoir plus et dit : «Je ne dirai pas un mot de plus, cela suffit.» Les rallelements

de militants de Fuerza Nueva, mouvement d'extrême droite, à l'Alliance populaire? Il n'en a pas entendu parler, mais précise que «toutes les voix sont bonnes à prendre» et admet que son parti (dont qu'il ne se considère au plan national de l'Alliance et de l'U.C.D. «ne sont pas très éloignés»). Un clin d'œil aux dirigeants libéraux et démocrates-chrétiens de l'ex-U.C.D. pour les inciter à réfléchir demain la grande coalition «nationale et naturelle» afin de faire face à la «menace marxiste».

De l'extrême droite violentant anti-communiste et anti-socialiste au centre droit désespéré à la recherche d'un second souffle, la «majorité naturelle» de M. Fraga apparaît cependant déjà, selon la formule du libéral Antonio Fontán, ancien président du Sénat, comme un «regroupement de courants divergents». Il s'en soucie manifestement peu pour l'heure et déchaîne comme à plaisir dans ses meetings les tendances les moins «libérales». Les orateurs qui le précèdent à la tribune posent notamment l'alternance entre les deux «modèles de société», entre les «bons Espagnols» de droite et les «mauvais» de gauche. Tous parlent du «chef» Fraga, de l'homme providentiel que l'Espagne attendait.

## Un autoritarisme intact

Une dynamique qui pousse dans cette Galice pauvre, rurale, sous-développée et marginalisée. La crise économique frappe durement la région où il conviendrait de créer cinq cent mille emplois nouveaux pour absorber la population sous-utilisée dans les campagnes. C'est l'Alliance populaire de M. Fraga qui se dit victorieux aux élections du 28 octobre au parlement galicien, obtenant vingt-six des soixante-et-onze sièges et triomphe ses voix par rapport aux élections législatives de 1979.

M. Fraga fait le plein pendant sa tournée : douze mille personnes à la Corogne, un record, six mille à Vigo, où il a fallu installer des circuits intérieurs de télévision. Partout, le chef de l'Alliance répète que le succès de l'Espagne n'est pas due au vote de la peur. «Ce qui est vrai, dit-il, c'est que la politique mémorable de Suarez et du ministre de la Défense Rodríguez Sahagún a contribué à créer des conditions ayant favorisé le dernier putsch».

Il rappelle qu'il a été «l'un de ceux, peu nombreux, qui se sont affrontés sérieusement à Tejero, le 23 février 1981 au congrès de Madrid».

Eloigné Fraga, universitaire brillant, animal politique toujours sur la brèche, impétueux, ambitieux. Le teneur de Galice a depuis le début de la campagne conquis le surnom de «J.R.» de la politique espagnole, qui ne suscite que des adhésions ou des répliques totales. Pourtant, rares sont ceux, même à gauche, qui lui font encore grief de son passé franquiste ou de ses «conflits» lorsqu'il était ministre de l'Information et du tourisme dans les années 60. Ambassadeur d'Espagne à Londres (pendant les années qui ont précédé la mort de Franco), il est revenu convaincu que l'alternance était possible en Espagne entre une gauche libérale et un grand parti conservateur, le sien naturellement.

Il cite volontiers de Gaulle, Adenauer et aussi Metternich, et la politique économique qu'il préconise est «reganienne». Il s'est efforcé de changer son «image». Ses adversaires considèrent qu'il s'est simplement «maquillé en démocrate». En tout cas, son autoritarisme est intact. Il supporte très mal la contradiction. A la sortie de ses meetings, il distribue des caramels et des tracts aux enfants. Il leur signe même des autographes. Mais s'ils le suivent en criant, il se retourne, agacé : «Taisez-vous...» Les Espagnols appellent cela «el palo de la debesa», du titre d'un roman célèbre. Ce qu'on peut traduire par «le naturel revient au galop».

MARC SEMO.

MARCEL NIEDERGANG.

## Irlande du Nord

## La branche politique de l'IRA provisoire

## remporte un succès aux élections à l'Assemblée régionale

Les résultats définitifs des élections pour l'Assemblée régionale d'Irlande du Nord n'étant pas encore connus, ce vendredi 22 octobre en fin de matinée, le succès du Sinn Féin, la représentation politique de l'IRA provisoire, était cependant acquis : l'organisation, qui n'avait présenté que douze candidats était assurée de trois sièges ce vendredi matin, et en espérait davantage.

Cette consultation peut donc d'ores et déjà être interprétée comme un double échec pour Londres : non seulement elle condamne le plan Prior de dévolution de certains pouvoirs à la province, mais elle confère au Sinn Féin une représentativité que le gouvernement britannique lui avait jusqu'à présent déniée.

## Un double échec pour Londres

De notre correspondant

Londres. — La nouvelle Assemblée régionale d'Irlande du Nord est mal partie. Avant même que les résultats définitifs des élections du 20 octobre ne soient connus, on sait que la grande majorité des élus ou bien sont très sceptiques sur son fonctionnement ou bien veulent la transformer en un instrument du pouvoir protestant inacceptable pour les catholiques. Le fait est que le Sinn Féin a acquis par ces élections une représentativité que lui contestaient jusqu'à présent les autorités britanniques. Les protestants se sentent d'ailleurs renforcés dans leur conviction que tous les catholiques sont des «terroristes» en puissance.

Le succès du Sinn Féin pousse l'IRA provisoire à choisir la voie politique au lieu de la lutte armée. Rien ne l'indique pour le moment bien que l'organisation armée ait été très discrète pendant la campagne électorale. Les attentats ont été surtout commis ces derniers temps par une formation rivale, l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA). Depuis le début du mois de septembre, l'INLA a été rendue responsable par la police de huit meurtres, d'une vingtaine d'attentats à l'explosif au nord et de la destruction d'une station de radars en République d'Irlande.

L'organisation est née en 1974 d'une scission avec l'IRA officielle, cinq ans après la sécession des républicains du nord et de la destruction d'une station de radars en République d'Irlande. L'organisation est née en 1974 d'une scission avec l'IRA officielle, cinq ans après la sécession des républicains du nord et de la destruction d'une station de radars en République d'Irlande.

L'événement est venu du côté catholique où le Sinn Féin, branche politique de l'IRA provisoire, a enregistré un succès indiscutable dans les bastions catholiques et s'est imposé comme une force politique. Trois de ses candidats ont d'ores et déjà été élus à Belfast-Ouest, à Derry et dans le comté de Sud-Tyrone représenté par M. Owen Carron, le seul député du Sinn Féin au Parlement de Westminster. M. Carron a été réélu l'année dernière après que Bobby Sands, élu alors qu'il était en prison, fut mort des suites de sa grève de la faim. Les républicains pourraient avoir au total entre cinq et sept élus, mais ils ont décidé de boycotter l'Assemblée.

La même position a été adoptée par le S.D.I.F., parti catholique modéré qui fait les frais du succès du Sinn Féin notamment à Belfast-Ouest. Cependant, les premières indications semblent montrer que le Sinn Féin a surtout recueilli les voix d'électeurs catholiques qui n'avaient jamais voté aux précédentes élections, ce qui jusqu'à maintenant n'étaient peut-être même pas inscrits sur les listes électorales.

Alors qu'il se présentait que douze candidats au sein d'une vingtaine de sièges, le Sinn Féin devrait obtenir quelque 13 % des suffrages exprimés. Ses électeurs ont-ils voté pour l'IRA et pour la violence qu'il a toujours justifiée? Après son élection, M. Gerry Adams, vice-président du parti, a encore déclaré que

la «véritable violence» était imputable à la présence des Britanniques et de leurs troupes en Irlande du Nord et que la communauté catholique s'était clairement prononcée en faveur des républicains. Le fait est que le Sinn Féin a acquis par ces élections une représentativité que lui contestaient jusqu'à présent les autorités britanniques. Les protestants se sentent d'ailleurs renforcés dans leur conviction que tous les catholiques sont des «terroristes» en puissance.

Le succès du Sinn Féin pousse l'IRA provisoire à choisir la voie politique au lieu de la lutte armée. Rien ne l'indique pour le moment bien que l'organisation armée ait été très discrète pendant la campagne électorale. Les attentats ont été surtout commis ces derniers temps par une formation rivale, l'Armée de libération nationale irlandaise (INLA). Depuis le début du mois de septembre, l'INLA a été rendue responsable par la police de huit meurtres, d'une vingtaine d'attentats à l'explosif au nord et de la destruction d'une station de radars en République d'Irlande.

L'organisation est née en 1974 d'une scission avec l'IRA officielle, cinq ans après la sécession des républicains du nord et de la destruction d'une station de radars en République d'Irlande. L'organisation est née en 1974 d'une scission avec l'IRA officielle, cinq ans après la sécession des républicains du nord et de la destruction d'une station de radars en République d'Irlande.

L'événement est venu du côté catholique où le Sinn Féin, branche politique de l'IRA provisoire, a enregistré un succès indiscutable dans les bastions catholiques et s'est imposé comme une force politique. Trois de ses candidats ont d'ores et déjà été élus à Belfast-Ouest, à Derry et dans le comté de Sud-Tyrone représenté par M. Owen Carron, le seul député du Sinn Féin au Parlement de Westminster. M. Carron a été réélu l'année dernière après que Bobby Sands, élu alors qu'il était en prison, fut mort des suites de sa grève de la faim. Les républicains pourraient avoir au total entre cinq et sept élus, mais ils ont décidé de boycotter l'Assemblée.

La même position a été adoptée par le S.D.I.F., parti catholique modéré qui fait les frais du succès du Sinn Féin notamment à Belfast-Ouest. Cependant, les premières indications semblent montrer que le Sinn Féin a surtout recueilli les voix d'électeurs catholiques qui n'avaient jamais voté aux précédentes élections, ce qui jusqu'à maintenant n'étaient peut-être même pas inscrits sur les listes électorales.

Alors qu'il se présentait que douze candidats au sein d'une vingtaine de sièges, le Sinn Féin devrait obtenir quelque 13 % des suffrages exprimés. Ses électeurs ont-ils voté pour l'IRA et pour la violence qu'il a toujours justifiée? Après son élection, M. Gerry Adams, vice-président du parti, a encore déclaré que

DANIEL VERNET.

## Italie

## Les P.C. soviétique et italienne renouent leurs contacts

Correspondance

Rome. — La venue en Italie de M. Vadim Zagladine, chef adjoint du comité central du P.C.U.S., confirme la première visite officielle d'un dirigeant communiste soviétique depuis que les deux partis communistes ont pris leurs distances après le putsch polonais. M. Zagladine, qui depuis plusieurs années, est chargé des rapports avec les P.C. occidentaux, est arrivé à Bologne le 20 octobre, invité par l'Institut Gramsci (Institut d'études historiques dépendant du P.C.I.) pour faire une conférence consacrée à la politique étrangère de son pays. A Rome, il a rencontré les responsables du CISEP, l'Institut d'études de politique étrangère du P.C.I., ainsi que trois dirigeants du parti chargés de ce secteur, MM. Giancarlo Pajetta, Massimiliano Rubbi, Adalberto Mirrecci. Un entretien avec le secrétaire général du parti communiste, M. Enrico Berlinguer, aura lieu le 25 octobre.

Cette visite signifie-t-elle le retour à un certain dialogue entre communistes italiens et soviétiques? Il faut dire que, formellement, P.C.U.S. et P.C.I. n'avaient jamais interrompu leurs rapports, même dans les moments les plus brûlants. D'autre part, les communistes italiens semblent décidés à donner le moins de relief possible à ces rencontres avec le dirigeant soviétique. Après le putsch polonais, la polémique avait été d'autant plus violente que, en janvier 1982, le P.C.I. d'Argenteo son analyse critique à l'ensemble du système de sociétés à l'Est. Le P.C.I. n'a jamais pensé revenir sur ses analyses, bien au contraire, même si, depuis, le ton de la discussion entre Soviétiques et Italiens s'était fait un peu moins violent.

Des petits pas «diplomatiques» vers la reprise d'un certain dialogue ont été remarqués, comme le bref passage à Rome de M. Zagladine, juste après le congrès du parti communiste français. Peu avant son arrivée en Italie, le dirigeant soviétique, dans une interview publiée, le 16 octobre,

dans l'«Izvestia», tout en réaffirmant la position de son parti sur la Pologne et l'Albanie, déclarait : «Ce voyage s'inscrit dans un développement normal des rapports de camaraderie entre nos partis, auxquels nous attribuons une grande importance».

Mais pourtant, le 18 octobre, à la veille de l'arrivée de M. Zagladine, le «Pravda» lançait un nouveau rappel à l'ordre invitant les communistes de tous les pays «à serrer les rangs en un moment où l'impérialisme devient toujours plus agressif». Puis le quotidien soviétique sur un ton très dur, affirmait : «L'expérience montre que les tentatives de renforcement des positions d'un parti politique en colonisant les activités des autres secteurs du mouvement communiste, en affaiblissant les liens internationaux et en les remplaçant par des rapports avec les forces ouvertement réactionnaires et anticommunistes, sont destinées, en fin de compte, à se retourner contre un tel parti et à en diminuer le prestige politique même si, à court terme, elles peuvent donner des avantages momentanés». Le P.C.I. n'est pas explicitement cité mais l'allusion est transparente.

Les «manœuvres extérieures» Même dissimulées derrière l'abli culmine d'une conférence à Bologne, l'arrivée de M. Zagladine est bel et bien un fait politique. Dans la perspective du prochain congrès national du P.C.I., qui se déroulera du 22 au 27 février 1983, certains dirigeants estiment qu'un retour à de meilleurs rapports formels avec le P.C.U.S. peut être utile. Espèrent-ils ainsi diminuer la marge de manœuvre de ceux qui, comme M. Armando Cossutta — seul membre du comité central à avoir voté contre la motion condamnant les événements en Pologne — s'apprêtent à livrer bataille au nom de la fidélité à la tradition? A la différence des «pro-soviétiques» proprement dits, très

marginaux et regroupés autour de la revue «Internista» — neuf mille abonnés — M. Armando Cossutta s'allie moins sur les thèses de Moscou qu'il ne critique la «rupture» avec un héritage historique.

En concluant les travaux du congrès centre le 6 octobre, M. Enrico Berlinguer dénonçait «les manœuvres conduites de l'extérieur vis-à-vis de notre parti». «Je dois mettre en garde ceux qui se prêtent à ces manœuvres», ajoutait le secrétaire général. Si elles ne cessent pas, il devient évident qu'il ne s'agit pas de faits épisodiques et marginaux mais de la preuve d'une interférence inadmissible dans la vie intérieure du parti. Les Soviétiques ne sont pas nommés mais c'est tout ce qu'il faut pour plus explicite, dans une interview à la Stampa, un dirigeant communiste de premier plan, M. Alessandro Natta, affirmait : «Cette propagande toujours plus pesante qui arrive de l'Est et est systématiquement dirigée contre nous ne nous plaît pas. Et nous ne pouvons tolérer ces réminiscences clandestines et mystérieuses qui ont pour but d'organiser la déséquence. Nous n'avons pas la hantise du complot. Nous voyons d'un côté des interférences extérieures, de l'autre des critiques et des oppositions intérieures. Y a-t-il un lien entre les deux phénomènes? Les faits le diront».

L'existence de tels faits est évoquée par de nombreux secrétaires de fédérations du P.C.I. Certains trahissent même, comme celui de la ville de Turin, «que le mélange entre nostalgies de Moscou et démagogie républicaine ne constitue pas un danger. Ces déclarations un peu alarmistes servent-elles seulement à faire jouer les réflexes de fidélité au parti? De nombreux observateurs communistes pensent que le risque d'un parti russe au sein du P.C.I. est très limité, mais qu'en brandissant cet épouvantail, l'actuel groupe dirigeant se prépare à affronter au mieux un congrès qui s'annonce politiquement difficile.

MARC SEMO.

MARCEL NIEDERGANG.

Catherine RIBOIT  
La Favorite

«Un merveilleux roman d'amour, à la fois drôle, déchirant, insolent, passionné et mélancolique».

Jean-Pierre Enard / V.S.D.

«Un livre que l'on garde après lecture».

Françoise Xenakis / Le Matin

GALLIMARD

nrf

5527 من الامم



## AFRIQUE

# Le Kenya après l'alerte

## I. - Un putsch d'amateurs

De notre correspondant J.-P. LANGELLIER

Nairobi. - Entre deux safaris, les touristes en sandales flânent à l'ombre de leurs hôtels. Dans leurs arrières-boutiques, les commerçants indiens, opiniâtres, reconstituent leurs stocks. Agrippés aux flancs de la capitale, les bidonvilles se recroquevillent dans la crainte. A Nairobi, « cité verte et ensoleillée », règne, « comme avant », l'ordre public - et social. Mais oubliera-t-on de sitôt « la grande peur du 1<sup>er</sup> août », ressentie en cette matinée de violence et d'anarchie où la ville, livrée aux mutins, aux pillards et aux misérables, trahit pour la première fois, le temps d'un putsch mort-né, la solide réputation de stabilité faite au Kenya ?

Et, d'abord, saura-t-on jamais la vérité sur ce coup d'Etat pitoyablement raté, qui regorge d'énigmes et de contradictions ? Après tout, l'histoire contemporaine du Kenya abonde en mystères mal éclaircis : assassinats politiques impunis, complots avortés, projets s'achevant en queue de poisson. Le mutisme officiel donne corps à toutes les rumeurs. La publication d'un rapport d'enquête, annoncée par la presse, se fait attendre. Face au silence des autorités, les meilleurs journalistes kenyans ont peine à débrouiller l'écheveau de cette obscure affaire. Faute de pouvoir, trois mois après, tirer au clair l'événement, chacun se contente de formuler des hypothèses, de reconstituer des scénarios. Sous bénéfice d'inventaire.

Qui étaient les véritables instigateurs du soulèvement ? Y a-t-il eu simple révolte surgie des rangs subalternes de l'armée de l'air à l'insu de ses chefs, ou complot nation-

nal aux ramifications multiples ? Combien de civils, universitaires ou politiciens, avaient-ils eu vent du projet rebelle ? Pourquoi la police s'est-elle hâtée à voler au secours du régime ? Comment expliquer l'inaction des services de renseignements, pourtant réputés efficaces ? Savaient-ils ? Préparaient-ils un coup de filet ?

### Des épisodes rocambolesques

Pourquoi cette absurde improvisation des aviateurs quand ils passèrent à l'action ? Ont-ils, se sentant démasqués, préféré la fuite en avant, fût-elle suicidaire ? Espéraient-ils des soutiens qui leur firent défaut ? Furent-ils naïfs ou trahis, ou les deux à la fois ? Quel fut le bilan des combats de rue et de la répression qui suivit ? Cent cinquante-neuf morts officiellement dénombrés, cinq cents au maximum selon certaines sources, un millier selon d'autres ? Que signifie, depuis lors, le silence gouvernemental ? Est-ce une tactique policière délibérée préparant un dénouement spectaculaire, une fois les vrais responsables découverts ? Avez-implicitement d'ignorance ou prétexte à un étouffement progressif de l'affaire ? Voilà pour le copieux catalogue des incertitudes.

Selon la première hypothèse, en quelque sorte « minimale », la rébellion fut uniquement l'œuvre d'aviateurs en colère, sous-officiers et soldats, lancés dans une entreprise irréfutable et désespérée, exprimant un mécontentement d'ordre corporatiste teinté d'idéalisme généreux. Ces putschistes amateurs - dont certains amateurs passablement égarés - n'avaient apparemment ni programme ni stratégie et ne se réclamaient d'aucun chef. Ce qui donna lieu à quelques épisodes rocambolesques. Dans les studios de la radio, pris d'assaut avant l'aube, les mutins cherchèrent en vain les disques de musique martiale qui saluent en pareil cas l'avènement de l'ordre militaire, avant de se rabattre sur les succès de Bob Marley. Faute d'avoir préparé la moindre proclamation, ils rédigèrent à la hâte, sur un coin de table, de brefs communiqués lus d'une voix tremblante au nom d'un « conseil national de rédemption ». Ils y annonçaient le renversement du régime et la libération imminente des détenus politiques, fustigeaient l'autoritarisme et la corruption tout en précisant qu'ils n'avaient pas l'intention de « rester indéfiniment au pouvoir ». Trois heures plus tard, leur aventure s'achevait dans le sang.

Le coup fut fomenté par l'unité chargée de défendre les installations au sol de la base d'Embakasi, près de l'aéroport de Nairobi. Les rebelles rallièrent ensuite à leur

cause le personnel des bases d'Eastleigh et de Nanyuki, à 200 kilomètres au nord de la capitale. Jusqu'à preuve du contraire, tous étaient de rang subalterne. Depuis, deux officiers supérieurs seulement ont été sanctionnés, le général Kariuki, chef de l'armée de l'air, fut limogé pour avoir ignoré ce qui se tramait, le lieutenant-colonel Kagame, commandant en second de la base de Nanyuki, a été condamné à neuf mois de prison, pour « ignorance ». La légèreté de cette peine, compte tenu des reproches adressés à l'officier, intrigue et scandalise certains, d'autant plus que ce dernier a admis avoir été informé de la conspiration trois semaines avant sa mise en œuvre.

La commission d'enquête militaire aurait déjà disséqué quelque 700 hommes, dont, par exemple, tous les pilotes d'hélicoptères, qui sont nécessairement des officiers.

Lors du putsch, les gros bataillons de l'armée de terre effectuaient des manœuvres dans l'extrême Nord du pays. On voit mal comment leurs chefs auraient pu trépaner dans l'opération.

militant en faveur du premier scénario.

Selon la seconde hypothèse, qui se renforce de jour en jour, au contraire l'armée de l'air n'était pas seule en cause. Elle aurait constitué le fer de lance d'une vaste conspiration supposant des connivences au sein de la classe politique. Aucun élément décisif ne permet d'étayer cette opinion, mais certains faits sont troublants. Pendant de longues heures, après l'éclatement de la mutinerie, la police est demeurée inactive. Attendait-elle des ordres ou jugeait-elle plus sage de temporiser ? Toujours est-il qu'elle n'a pas manifesté spontanément son loyalisme envers le président Moi. Une idée que celui-ci a jugée comble, puisqu'il l'a destituée et fit emprisonner M. Ben Gethi, commissaire de police et chef des unités paramilitaires (G.S.U.).

### Le rôle des étudiants

Autre sujet de perplexité : le rôle des étudiants dans cette folle aventure. Certains universitaires étaient-ils de mêlée avec les rebelles ? Aviateurs et étudiants eurent, semble-t-il, des discussions politiques, il y a quelques mois, au moment où le pouvoir soupçonnait le vieux dirigeant de l'armée luo, M. Oginga Odinga, de vouloir créer un « parti socialiste ». Ces contacts s'expliquent aisément. Les aviateurs kenyans, généralement plus instruits que leurs camarades de l'armée de terre, ont conservé des amitiés en milieu étudiant. Ils ont accompli des stages en Occident, où ils se sont frottés aux « idéologies étrangères » tant vilipendées par M. Moi. L'aviation, née après l'indépendance, a largement échappé aux traditions disciplinaires héritées des Britanniques. Ses membres jouissaient d'une grande liberté de mouvement, dormaient, dit-on, souvent en ville et recevaient leurs amis au « mess ».

Chambre d'échos de toutes les contestations, l'université, située au cœur de Nairobi, était le foyer d'une dissidence de plus en plus radicale, que le régime n'a jamais eu - ou voulu - apaiser. En mai, les universitaires avaient fait circuler sous le manteau un violent libelle anti-gouvernemental, intitulé *Pambana* (« Aux armes », en swahili), dont le second numéro parut quelques jours avant la rébellion, au moment où les dirigeants étudiants lançaient à leur ministre un ultimatum accompagné de discours provocateurs. Ce jour-là, sur le campus, ils s'affirmèrent ouvertement « marxistes » et entonnèrent les slogans qu'ils reprendront le 1<sup>er</sup> août aux côtés des mutins.

Les aviateurs ont-ils commis l'imprudence de révéler leurs plans aux personnages les plus remuants d'une université où, comme ailleurs en Afrique, fourmillent les « mouchards » ? Ont-ils mis quelques professeurs dans la confidence ? Quoi qu'il en soit, une partie des étudiants accueillit avec allégresse l'annonce du putsch : explosions de joie, danses, poings levés. Un autobus transportant les élèves du collège de médecine circula dans Nairobi pour répandre la bonne nouvelle. D'autres furent sortis de leur lit sans ménagement par les mutins et furent invités à célébrer la « révolution » naissante. Dans une courte déclaration radiodiffusée, l'un d'eux apporta, au nom des « étudiants du Kenya », son « soutien inconditionnel » au « nouveau gouvernement populaire ». Quelques dizaines d'étudiants auraient payé de leur vie cet enthousiasme prématuré (1).

### Des contradictions

Une cinquantaine de leurs camarades, dont les principaux dirigeants de l'Association étudiante, sont aujourd'hui en détention. Une vingtaine ont déjà été inculpés de « participation à une émeute », parmi lesquels deux fils de ministre. Ils ont rejoint en prison les cinq professeurs arrêtés avant le putsch. Le secrétaire général de l'Association étudiante, M. Titus Adungosi, convaincu de rébellion, a été condamné à dix ans de prison. Il aurait été informé du complot, quelques jours avant le 1<sup>er</sup> août. L'un de ses camarades s'est vu infliger six ans de prison. Certains professeurs soupçonnés d'être candidats à l'élection se sont vu interdire de quitter le Kenya, fût-ce pour des motifs professionnels. D'autres avaient fui avant août. Le plus grand romancier kenyain, Ngugi Wa Thiong'o, se trouvait à l'étranger lors du coup. Il a préféré y rester. L'université est close, sans doute pour longtemps. Quant aux étudiants qui ont obéi pendant quelques heures au pouvoir militaire aussi rude qu'inconséquent, sans doute sont-ils dégoûtés.

Les propos officiels tenus depuis le 1<sup>er</sup> août comportent eux-mêmes des contradictions qui ne manquent pas d'intriguer. D'une part, les dirigeants kenyans s'attachent avec soin à minimiser la portée d'une rébellion circonscrite, selon eux, à des « éléments égarés » de l'armée de l'air. Les aviateurs lourdement condamnés en cour martiale jusqu'à présent - de simples comparses plus ou moins contraints de suivre le mouvement - n'ont été jugés coupables que de « mutinerie ». La presse kenyane, qui avait rapporté l'apparition d'un accusé à une unité aérienne de l'armée de terre, s'est alors vu démentir officiellement. Les deux putschistes réfugiés en Tanzanie - un sergent et un simple soldat - qui se posent en « cerceaux » de l'opération, et dont Nairobi s'est vu refuser officiellement l'extradition par Dar-es-Salaam, étaient seulement coupables, aux yeux de la justice kenyane, d'avoir « enlevé » deux pilotes (2). Il n'est aucunement question d'entraîne à la sécurité de l'Etat ou de trahison. Ces précautions de vocabulaire à l'égard des militaires témoignent clairement d'un souci de dépolitiser l'affaire.

Dans le même temps, néanmoins, la justice a inculpé de trahison Raila Odinga, fils du vétéran luo, et un journaliste du *Sunday Standard*, M. Makonyago. En outre, les leaders multiplient les « petites phrases » lourdement allusives, insinuant que l'affaire est autrement plus sérieuse. « Il y a une personnalité importante derrière le coup, affirme tel ministre. Il faut passer au crible et nettoyer le gouvernement ». « Les citoyens, insère un autre, ont le droit de savoir toute la vérité ». Un troisième s'en prend aux

### Plus de 15 millions d'habitants

Situé en Afrique de l'Est, le Kenya a une superficie de 582 647 kilomètres carrés. La population est d'environ 15 300 000 habitants. La capitale, Nairobi, regroupe 900 000 habitants. Les villes principales sont Mombasa, un des plus importants ports de la côte orientale d'Afrique avec 400 000 habitants, Kisumu (150 000), Nakuru (70 000). Les nombreuses tribus du Kenya sont réparties en quatre groupes ethniques : les Bantous, les Nilotes-Hamites, les Nilotiques et les Hamites. Les langues officielles sont le swahili et l'anglais. Les principales ressources sont les cultures (café, thé, blé) et le tourisme.

politiciens « qui ont de gros estomacs et un insatiable appétit de pouvoir ». Le président Moi, lui-même, dénonce publiquement les « gens importants ». Constate-t-on un jour le dessous des cartes ?

En attendant de plus amples révélations, une chose est sûre : la rébellion fut pitoyablement conçue et menée. C'est l'hypothèse de « l'échec » en dernière minute et pour des raisons inconnues - de l'armée de l'air par des complices potentiels qui expliqueraient le mieux cette parodie de putsch où la gauche se disputait à l'inconséquence. En outre, si l'on peut admettre que les services de renseignements américains et britanniques, principaux alliés stratégiques du Kenya, aient été pris à contrepiet, parés que mal informés des sentiments de l'homme de troupe, il est hautement improbable que les polices secrètes nationales n'aient pas flairé l'odeur de la révolte. Une grande indiscipline régnait, paraît-il, depuis des mois, sur la base de Nanyuki.

Selon certaines sources, les responsables du renseignement se plaignaient de ne pas être écoutés avec assez d'attention en haut lieu. Échoués lors d'initiatives antérieures ayant tourné à leur désavantage, ils auraient bien fait part, cette fois, de leurs observations et de leurs inquiétudes, mais sans insister outre mesure. S'il reste pour l'instant difficile de se faire une religion sur les plus graves événements survenus au Kenya depuis son indépendance, on peut en revanche prédire sans risque qu'ils laisseront des traces durables dans la mémoire de ses habitants.

### Prochain article :

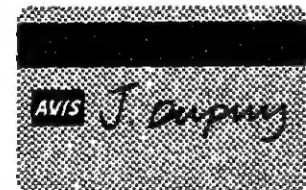
#### L'« omelette » démythifiée

(1) Sans le sang-froid de plusieurs professeurs qui les dissuadèrent de répandre la rébellion, notamment au collège universitaire Kenyatta, ce bilan eût été nettement plus lourd.  
(2) Ces deux rebelles ont obtenu l'asile politique en Tanzanie. Cette affaire a sérieusement détérioré les relations entre les deux pays voisins.

## Carte Avis Express. 35" et vous prenez le volant.

Présentez votre carte Avis Express au comptoir des principaux aéroports européens.

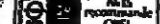
En 35" exactement, elle permet d'établir votre contrat de location. Sans erreur possible grâce à sa mémoire magnétique.



Vous gagnez du temps et vous évitez la "paperasserie". Vous arrivez, vous signez et vous prenez le volant de votre voiture.



OPELASCOM





## PROCHE-ORIENT

Recevant le président  
Amine Gemayel

LE PAPE  
APPELLE À UNE « PLEINE  
RÉCONCILIATION »  
ENTRE TOUS LES LIBANAIS  
(Correspondance)

Rome. — Après s'être rendu à Washington et Paris, le nouveau président libanais, M. Amine Gemayel est arrivé à Rome, le jeudi 21 octobre, pour demander à l'Italie, troisième pays fournissant un contingent à la force multinationale de sécurité à Beyrouth et premier partenaire économique du Liban, de participer de façon importante à l'œuvre de reconstruction de son pays. Le président était accompagné du ministre des affaires étrangères, M. Saba Eddine Al-Husseini.

Immédiatement après son arrivée, M. Gemayel s'est rendu au Vatican pour une rencontre officielle avec Jean-Paul II. Dans une allocution, le pape a exprimé sa confiance dans le gouvernement libanais et a encouragé le peuple libanais à résoudre la crise du Proche-Orient et le problème palestinien. Le pape a aussi insisté sur la nécessité pour le Liban de récupérer une indépendance réelle et sa pleine souveraineté sur l'ensemble de son territoire national. Puis, évoquant la nécessaire « pleine réconciliation » entre tous les Libanais, Jean-Paul II a affirmé que celle-ci passerait avant tout « par la pleine égalité de droits et de devoirs, dans le respect de l'identité des différents groupes » qui composent la nation libanaise.

M. Gemayel a parlé au souverain pontife au nom de tous ses concitoyens « sans distinction » et a notamment insisté : « Personne n'a pu dominer mon pays et l'âme de mon peuple, les troupes et les éléments armés qui prétendaient imposer au Liban des implantations, annexions ou démembrements, ne peuvent plus refuser d'évacuer son territoire ».

Interrogé à sa sortie du Vatican sur l'éventualité d'une invitation de Jean-Paul II dans son pays, M. Gemayel a répondu : « Il n'y a pas de doute d'aucune sorte : le pape est chez lui au Liban ».

Des rumeurs, non confirmées, assuraient que le pape pourrait célébrer la messe de Noël à Beyrouth.

Après un déjeuner avec le président Fertit, M. Gemayel a rencontré le président du Conseil, M. Spadolini, auprès duquel il a insisté sur la nécessité d'un renforcement de la force multinationale. — M. S.

L'exclusion d'Israël est écartée  
à la conférence des télécommunications  
et improbable à l'Assemblée de l'ONU

L'exclusion d'Israël des conférences de l'Union internationale des télécommunications a été repoussée le vendredi matin 22 octobre à Nairobi par 61 voix contre 57.

Une résolution demandant l'exclusion d'Israël « en tant que membre de l'Union internationale des télécommunications » avait été proposée par l'Algérie, mais la Grande-Bretagne a fait adopter à bulletin secret un amendement qui ampute le texte de cette résolution de l'exclusion d'Israël.

Les États-Unis avaient annoncé qu'ils se retireraient de l'UIT, si Israël était empêché de siéger à la conférence. Les États-Unis se sont donc retirés la nuit du mardi de la conférence de l'Agence internationale de l'énergie atomique, réunie à Vienne et ont suspendu leurs versements à cet autre organisme de l'ONU, parce que les pouvoirs d'Israël étaient rejetés.

À New-York, la menace des délégations arabes à l'ONU de faire exclure Israël de l'Assemblée générale, sans être totalement écartée, semble avoir fait long feu. C'est lundi que l'Assemblée débata de la validité des pouvoirs. À l'inspiration de la Libye et de l'Iran, les pays islamiques projetaient de faire invalider la délégation israélienne. Ce n'est pas la première fois que les pays arabes, notamment l'Arabie saoudite, ont lancé une offensive dans ce sens, mais c'est la première fois qu'elle va aussi loin. Samedi, le secrétaire d'État américain, M. Shultz, avait fait savoir que les États-Unis soutiendraient les vives aux Nations unies si Israël était de fait exclu de l'Assemblée.

Judi, les pays arabes se sont ralliés à un projet de lettre du « groupe islamique » au président de l'Assemblée, M. Holle. Cette lettre, écrit notre correspondant Nicole Bernheim, exprime des « réserves » sur les pouvoirs de la délégation israélienne. Elle accuse notamment Israël de « violer les principes de la charte », de « défier les résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU et le Conseil de sécurité », en particulier celles qui concernent les « territoires palestiniens ». Elle accuse aussi Israël de s'être livré à un « génocide » en envahissant le Liban. Le dernier paragraphe de la lettre, qui a été signée par tous les pays arabes, sans le Liban, était encore plus sévère. Il appelait à diverses interprétations. Les optimistes y voient l'avertissement de l'échec de l'initiative arabe ; les pessimistes une menace voilée qui subsistait.

Judi, à Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, a réaffirmé l'hostilité de la France « à toute

démarche, entreprise, proposition ou mesure qui viserait de manière directe ou indirecte à priver Israël de sa qualité de membre de l'Organisation des Nations unies ». Le porte-parole a cité deux raisons fondamentales à cette attitude : « Nous sommes attachés au principe de l'universalité de l'Organisation des Nations unies et nous soutenons la reconnaissance du droit d'Israël à l'existence ». Le porte-parole a souligné qu'à New-York, Vienne, Nairobi et lors de tous les entretiens de M. Cheysson, notamment avec des interlocuteurs arabes et arabes, la France avait fait valoir cette argumentation.

A travers  
le monde

### Mali

PROTESTATION. — À l'occasion de la visite en France du président de la République du Mali, le Comité français des amis du Mali (31, rue de l'Espérance, 75013, PARIS) a émis contre le don de matériel destiné à équiper la police malienne récemment rendu public par le gouvernement français, une telle « aide » ne pouvant que servir à l'heure actuelle les activités de répression à l'encontre des forces démocratiques maliennes. (A.F.P.)

### Maurice

M. PAUL HERRENGER, ministre mauricien des finances démissionnaire (Le Monde du 21 octobre), a déclaré jeudi 21 octobre qu'il est disposé à réintégrer le gouvernement, mais seulement si celui-ci est remanié, et si certaines choses changent, et si un gouvernement homogène, sincère et courageux émerge. — (A.F.P.)

### Venezuela

UN COOPÉRANT FRANÇAIS AU VENEZUELA, originaire de Montpellier, M. Bernard Saurat, détenu depuis sept mois dans une prison militaire de Caracas, a été libéré le mardi 19 octobre. Il avait été arrêté le dimanche d'un coup de guérilla du groupe Bandera roja, chez qui on avait trouvé des armes. Accusé de « rébellion militaire » et de « possession d'armes », il avait affirmé ignorer la véritable identité ainsi que les activités politiques d'un homme qui lui avait été présenté par des amis communs. — (A.F.P.)

### Zimbabwe

SUCCÈS ÉLECTORAL POUR M. SMITH. — M. Cummings, candidat du Front républicain de M. Smith, ancien premier ministre de Rhodésie, a emporté, jeudi 21 octobre, une élection partielle dans la circonscription de Bulawayo-Nord, face à M. Nixon, partisan de M. Mugabe. Le vote était réservé aux Blancs, qui détiennent vingt des cent sièges de l'Assemblée nationale.

roman  
irène refrain  
**Tu seras  
NABAB  
mon fils**  
nouvelles éditions rupture  
diffusion alternative

## MENDES FRANCE: LE TEMOIGNAGE DU JOURNAL "QUI ÉTAIT LE SIEN".

Avec la collaboration de Bourguiba, Claude Cheysson, Jean Daniel, Jacques Delors, Jacques Juillard, Jean Lacouture, Edmond Maire, Simon Nora, Roger Priouret, Michel Rocard et Ibrahim Souss.

Pierre Mendès France : le dernier des justes.

LE NOUVEL  
**observateur**  
AUJOURD'HUI

DU SAMEDI 23 AU SAMEDI 30 OCTOBRE

# PROMOTION FOURRURES DU NORD

sur  
les articles suivants:

### MANTEAUX

Rat d'Amérique	6350F
Queue de Vison dark	5850F
Zorinos	2350F
Ragondin	4950F
Astrakan pleine peau	4350F
Loup	10450F
Marmotte Canada	13250F
Pahmi	7250F
Castor rasé	10450F
Chevrette	2850F
Lapin Castorette	2250F
Lapin naturel	1350F
Weasel	6450F
Vison Koh-i-noor	9850F
Vison allongé Pearl	12850F
Vison dark	15850F
Vison ranch	17450F
Vison pastel	18750F
Vison lunaire	27850F
Opossum	2850F
Patte Renard roux	3250F
Patte Guanaco	1650F
Patte Astrakan	1750F

### VESTES

Lapin naturel	1150F
Ragondin	1150F
Agneau Béarn	1250F
Chat d'Asie	1350F
Chevrette	1650F
Chacal	1750F
Mouton doré	2450F

### PELISSES

intérieur et col	
patchwork lapin	1650F
Marmotte	3450F
Lapin castorette	2350F

EXCEPTIONNEL !..  
**CREDIT  
GRATUIT 9 mois**

115,117,119  
rue La Fayette  
PARIS 10<sup>e</sup>

PRES GARE du NORD

100  
Av. Paul Doumer  
PARIS 16<sup>e</sup>

ANGLE RUE de la POMPE

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H  
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE.

سكنى من الامم



## DIPLOMATIE

### L'ASSEMBLÉE DE L'ONU DEMANDE AU F.M.I. DE NE PLUS AIDER PRETORIA

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — L'Assemblée des Nations unies a adopté jeudi 21 octobre, par 121 voix contre 3 et 23 abstentions, une résolution demandant au Fonds monétaire international de cesser toute assistance financière à l'Afrique du Sud.

Le gouvernement de Pretoria a récemment présenté devant le F.M.I. une demande de droits de tirage spéciaux de 1,1 milliard de dollars (1,7 milliards de francs) sur laquelle le conseil exécutif du F.M.I. doit se prononcer le 3 novembre.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la R.F.A. ont voté contre cette résolution en faisant valoir qu'elle constituait, selon eux, une pression politique sur nature et dont les décisions sont prises en fonction de critères exclusivement économiques. Nombre de pays occidentaux — dont les autres membres de la Communauté européenne à l'exception de la Grèce, qui a voté pour — ont émis des réserves identiques mais se sont abstenus.

Il semble peu probable, estiment les observateurs, que cette résolution, qui, comme toutes celles de l'Assemblée générale, n'a pas caractère obligatoire, influence la décision du F.M.I.

La résolution adoptée demande au F.M.I. et au Conseil de sécurité de l'ONU de prendre des mesures appropriées pour que cesse toute aide financière à l'Afrique du Sud.

La Fédération mondiale des villes jumelées (1) organise, du 31 octobre au 3 novembre, à Nice, une conférence internationale sur la situation actuelle des femmes dans les pays méditerranéens. Les travaux porteront notamment sur l'état statistique des postes de responsabilité occupés par les femmes en méditerranée (vie politique, locale, régionale et nationale, vie associative, postes administratifs de haut niveau). Les difficultés rencontrées et les moyens de surmonter ces difficultés.

(1) 2, rue de Logelbach, 75017 Paris. Tél. : 756-75-10.

## ASIE

### Sri-Lanka

#### APRÈS SA RÉÉLECTION À LA PRÉSIDENTE

### M. Jayewardene va poursuivre une politique pro-occidentale

A soixante-seize ans, M. J. R. Jayewardene, du Parti de l'Unité nationale (conservateur), vient de voir renouveler pour six ans son mandat de chef de l'Etat de la République de Sri-Lanka. Il a, certes, tiré profit des divisions de ses adversaires de gauche et d'extrême gauche et du boycottage du scrutin par la principale force de l'opposition au Parlement représentant une partie de la minorité hindoue tamoule (environ un dixième de la population), qui dénonce la domination de la majorité cinghalaise bouddhiste. Mais, sa victoire, le phénomène présidentiel aidant, a permis au PUN d'améliorer très légèrement ses résultats et avait obtenu aux élections législatives de 1977 (80,92 % des voix alors). Le candidat du Parti de la liberté, soutenu par l'ancien chef de gouvernement M. Bandaranaike, M. H. Kobbekaduwa, ne s'est pas mal tiré d'affaires, avec près de 40 % des suffrages exprimés, tandis que les deux représentants trotskistes se trouvant limités (le P.C. pro-soviétique n'avait pas présenté de candidat). En revanche, le fait que M. Rohana Wijeweera, qui avait été, en 1971, à la tête d'une révolte de jeunes, notamment en milieu rural, très brutalement réprimée par le régime socialiste de Mme Bandaranaike, ait réuni 4 % de l'électorat devrait faire réfléchir les deux grandes formations nationales qui se disputent le pouvoir depuis plusieurs décennies. Comme s'il craignait une menace d'agitation, le gouvernement Jayewardene avait proclamé l'état d'urgence avant le dépouillement du scrutin, et mis en alerte les forces armées.

### Vietnam

LA PRODUCTION CÉRÉALIÈRE devrait atteindre cette année 18 millions de tonnes, contre 15 millions l'année précédente — ce qui était déjà un record dans le Nord-Vietnam, le quotidien du P.C.V. M. Nguyen Ngoc Trieu, ministre de l'Agriculture. D'autre part, le comité directeur du Programme alimentaire mondial (P.A.M.) a approuvé un projet d'aide alimentaire de 24 millions de dollars pour le Vietnam. — (A.F.P.)

## La sécurité européenne a tenu une grande place dans les entretiens de MM. Mitterrand et Kohl

Le quarantième sommet régulier franco-allemand devait s'achever, ce vendredi 22 octobre, en début d'après-midi à Bonn, conformément à la tradition, par une conférence de presse commune du président de la République française et du chancelier Kohl. M. Mitterrand

Bonn. — « Je me réjouis de nous accueillir comme le premier hôte du nouveau gouvernement fédéral allemand. » « J'ai été très sensible au ton personnel de nos entretiens. (...) Votre visite à l'Élysée le 3 octobre dernier est un geste qui nous a touchés et qui a été apprécié. » La courtoisie banale des formules pour l'in de banquet officiel doit parfois être prise au pied de la lettre. Si M. Kohl et M. Mitterrand ont insisté sur la cordialité de leur seconde rencontre, qui était aussi la première organisée entre eux en application du traité de 1963, c'est probablement que cette bonne entente personnelle n'était pas tout à fait sans dire.

Les réverberations oratoires, à l'occasion du rituel échange de toasts auxquels a donné lieu le dîner de jeudi, ont été révélatrices à cet égard. Chacun des deux hommes d'Etat s'est senti tenu de rendre hommage au père spirituel (ou supposé tel) de l'autre : M. Kohl a salué la mémoire de Pierre Mendès France, et M. Mitterrand celle de Konrad Adenauer. L'un et l'autre ont en outre souligné que les relations franco-allemandes ne sont pas une langue morte, acquies une importance et une permanence qui les mettaient à l'abri des effets de tel ou tel changement politique à Bonn ou à Paris.

On a apprécié du côté français certaines phrases particulièrement chaleureuses du chancelier à propos des rapports entre les deux pays.

Mors de cette « communauté franco-allemande », l'Europe ne pourrait avoir d'avenir. S'il subsiste un doute sur ce point, le chancelier allemand et le président français ne sont pas appliqués à le dissiper. Et ils ont consciencieusement entrepris de

faire plus amplement connaissance, en hommes qui mesurent combien, quelles que soient les affinités politiques ou personnelles, il est préférable de s'entendre le mieux possible avec le dirigeant d'un pays qui est et doit rester le principal partenaire européen.

Pour M. Mitterrand, cette démarche aura sans doute été facilitée par le fait que, contrairement à M. Mauroy, il a principalement consacré la première journée de ce sommet à l'examen des dossiers diplomatiques et militaires avec M. Kohl, laissant à son premier ministre le soin de parler des questions économiques avec le chef du gouvernement de Bonn.

Or c'est probablement dans le domaine de la sécurité occidentale que les positions de la France et de la R.F.A. sont les plus proches. On met d'ailleurs une certaine insistance dans la délégation française à dire qu'il s'agit d'un secteur de la coopération franco-allemande où les prescriptions du traité de 1963 n'étaient guère appliquées jusqu'ici.

Du côté allemand on se réjouit certes de cette sollicitude relativement nouvelle de la France à l'égard des questions diplomatico-militaires. Intéressant les deux pays. Mais on observe avec un peu d'agacement qu'il aura fallu pour cela une circonstance particulière : l'incertitude qui pèse sur la durée des engagements de la République fédérale compte tenu du climat politique intérieur, de la proximité d'élections générales anticipées, et d'une possible substitution de « Verts » plutôt neutralistes et pacifistes — aux libéraux comme troisième parti représenté au Bundestag.

Une philosophie commune Cette importante accordée aux questions de défense et à leur corrélation avec la diplomatie des deux pays avait été illustrée, jeudi, avant même l'arrivée à Bonn de M. Mitterrand, par une réunion des deux ministres de chaque pays les plus directement intéressés : M. Haig, Secrétaire d'Etat à la Défense d'une part, M. Cheysson et Genscher pour la diplomatie, d'autre part. Cet entretien à quatre avait notamment pour but de vérifier que les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et les remèdes proposés, eux, ne sont pas les mêmes.

La question du déséquilibre des échanges commerciaux entre la France et la R.F.A. a naturellement été évoquée, notamment au cours de l'entretien que M. Jobert, ministre français du Commerce extérieur, a eu avec son collègue ouest-allemand chargé des finances, M. Lemmerhoff. Les conversations ne pouvaient, sur ce terrain, apporter aucun apaisement sérieux aux craintes françaises (de l'ordre de 22 milliards, dit le Monde du 22 octobre). On s'est efforcé d'effacer de l'esprit les craintes provoquées par un certain « néoprotectionnisme » de la France, lancée à la reconquête de son marché intérieur.

Quant à la lutte commune contre le chômage, elle a également fait l'objet d'une discussion, où, plutôt d'un échange d'informations, on a élaboré et la mise en œuvre d'une stratégie unique par les deux pays. Mais on a aussi bien évoqué, même si l'on s'est efforcé, de garder à l'esprit la dimension non seulement française, mais aussi européenne de l'ensemble de ces problèmes économiques.

Une partie importante des conversations a été consacrée aux questions communautaires, qu'il s'agisse des montants compensatoires monétaires ou de la politique agricole commune. A propos de l'élargissement de la Communauté européenne, on a souligné, du côté français, que soient précisées les règles à observer pour l'admission de nouveaux membres. Les deux de l'Espagne et du Portugal ont naturellement été évoqués. C'est là un domaine où les « pères fondateurs » de la Communauté, et singulièrement la France et l'Allemagne fédérale, les deux gouvernements pouvaient harmoniser leurs politiques, et aussi de définir au moins le cadre « philosophique » — le mot

est employé — de cette harmonisation. Les Allemands voulaient notamment dire à leurs hôtes qu'une bombe à neutrons française ne trouverait toute sa signification à leurs yeux que si elle s'intégrait à un dispositif général de « défenses américaines » couvrant aussi la République fédérale.

Dans le domaine économique, M. Mauroy a établi avec M. Kohl une sorte de tableau comparatif des politiques mises en œuvre pour lutter contre la crise. Le premier ministre français a pu constater que les diagnostics émis sur ce point à Paris et à Bonn n'étaient pas très différents, et



# Magnétoscopes

**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**  
**Darty copie Darty**

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit ses prix par le remboursement de la différence, dans les conditions de l'article 1 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit un choix des plus grandes marques, dans les conditions de l'article 3 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit la livraison gratuite, dans les conditions de l'article 4 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, Darty vous garantit la mise en service gratuite, dans les conditions de l'article 4 du Contrat de Confiance.

En vidéo comme en télévision, pendant la garantie, Darty vous assure ses interventions gratuites à domicile, dans les conditions de l'article 5 du Contrat de Confiance.

**TV. ÉLECTROMÉNAGER  
HI-FI. VIDÉO**



**PARIS**

- 8\*: DARTY sous la Madeleine
- 11\*: 1, avenue de la République
- 11\*: 25 et 35, boulevard de Belleville
- 13\*: Centre Commercial "Galaxie" - Niveau 3
- 30, avenue d'Italie
- 14\*: Centre Commercial "Gaité Montparnasse"
- 68 80, avenue du Maine
- 15\*: Front de Seine - Centre Commercial "Beaugrenelle"
- 71, quai de Grenelle
- 17\*: 8, avenue des Ternes
- 18\*: 128, avenue de Saint Ouen

**RÉGION PARISIENNE**

- 78: Orgeval: Centre Commercial "Art de Vivre" - Sortie Poissy - Autoroute de l'Ouest
- 78: Parly 2: Centre Commercial "Parly 2" - Le Chesnay
- 91: Les Ulis: Centre Commercial "Les Ulis 2"
- 91: Marangy-sur-Orge - 51, rue de Monihéry (Autoroute du Sud - Sortie Savigny - Direction Saint-Germain-des-Bais)
- 92: Asnières: "Carrefour des 4-Routes" - 384, avenue d'Argenteuil R.N. 309
- 92: Châtillon: 151, avenue Marcel Cachin R.N. 306
- 92: Boulogne: Pont de Sèvres - 122 bis, av. du Général Leclerc
- 92: Puteaux: Centre Commercial "Les 4 Temps" - La Défense Niveau 1 "Grand Place"
- 93: Bagnollet: Porte de Bagnollet - Au pied du Novotel - 40, avenue Gallieni
- 93: Bondy: 123-155, avenue Gallieni R.N. 3
- 93: Aubervilliers: Centre "Pariferic" - Porte de la Villette à bis, rue Emile Raynaud
- 93: Noisy-le-Grand: Centre Commercial "Les Arcades" - Marne la Vallée
- 93: Pierrafitte: 102 114, avenue Lénine R.N. 1
- 94: Champigny: 10 12, av. R. Salengro - La Fourchette R.N. 4
- 94: Créteil: Centre Commercial "Créteil Soleil"
- 94: Ivry: Centre Cial "Ivry bords de Seine" 16 - Westmeys
- 94: Thiais Rungis: Centre Commercial "Belle Epine" R.N. 7
- 95: Cergy Pontoise: Centre Commercial "3 Fontaines"

**OISE**

- 60: Beauvais: Centre Commercial "Le Franc Marché"
- 2 et 4, place du Franc Marché
- 60: Creil: Centre Commercial de Creil Nogent 10, avenue de l'Europe

**MARNE**

- 51: Reims Tinguex: Zone artisanale du Moulin de l'Écaille - Route de Dormans

**ET 36 AUTRES MAGASINS  
EN PROVINCE.**

La livraison et le service après-vente sont assurés dans les zones couvertes par les magasins Darty, définies dans le Contrat de Confiance.

مكتبة من الامم



Le Monde

# politique

## LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Les officiers généraux sont exclus du bénéfice de la loi sur les séquelles des événements d'Algérie

On ne sait plus si, dans ce débat si difficile, le fond l'a emporté sur la forme. D'un côté, trop de plaies mal refermées, trop de passions encore vivaces, nourries par des visions antagonistes de l'histoire. De l'autre, un projet mal préparé qui entraîne, en cascade, un malaise, des tensions, des remises en cause, au sein du parti socialiste et de son groupe parlementaire.

La forme. Mercredi soir 20 octobre, le bureau exécutif du parti socialiste donne mandat au premier secrétaire, M. Lionel Jospin, pour faire part au président de la République de l'esprit des socialistes sur le champ d'application du projet relatif au règlement des événements d'Algérie. A ce moment-là, M. Jospin est porteur d'un souhait : les socialistes, dans leur majorité, demandent que les officiers — tous les officiers — soient exclus du bénéfice de la loi. C'est cette position que le premier secrétaire est censé présenter à M. Mitterrand au cours d'un petit déjeuner, le jeudi matin.

Le mardi 12 octobre pourtant, devant le groupe parlementaire, M. Pierre Joxe, partisan de cette thèse, avait été mis en minorité. Entre-temps, un véritable débat de conscience s'était développé. Les députés étaient partagés : le souci de respecter les engagements du président de la République — l'« amnistie » totale — celui de légiférer pour l'unité et la réconciliation nationale, celui de ne pas absoudre, de ne pas légitimer « a posteriori » les agissements d'officiers généraux qui avaient pris les

armes contre le gouvernement légal de la République ; ces trois soucis étaient difficilement conciliables.

Le jeudi matin, après le petit déjeuner de l'Elysée, un message de la présidence de la République est porté au groupe socialiste, qui s'est réuni. M. Joxe n'en délivre pas la teneur. Un débat s'engage : M. Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, s'adresse au président du groupe socialiste : « Dis-nous quelle est la position de l'Elysée ! Dis-le ! ». M. Joxe : « Je ne suis pas le porte-parole de l'Elysée ! ». Peu après, le rapporteur du projet, M. Gouzes (P.S.), fera ce commentaire : « J'en ai marre de voir Joxe manipuler le groupe socialiste ! ».

La position de l'Elysée, et du gouvernement n'avait pas varié : le texte devait être adopté dans sa version originale. Le groupe socialiste, qui a fait adopter par l'Assemblée nationale un amendement — signé de M. Jospin — excluant les officiers généraux du bénéfice de la loi, s'est donc opposé ouvertement au gouvernement qu'il soutient. Telle est la première conclusion de ces incidents. Force est de reconnaître que, sur ce point, le gouvernement n'a pas été servi par le plus perspicace et le plus habile de ses représentants : rarement on aura vu un secrétaire d'Etat accumuler tant de maladroitness pour défendre le texte dont il est chargé.

Il est d'autres conséquences. L'ambiguïté de M. Joxe a été atteinte et l'opportunité de la manifestation de celle du bureau exécutif du parti socialiste est ouvertement contestée. Nombre de

députés commencent à juger que les décisions, voire les injonctions, de cette instance interviennent toujours trop tard. Enfin, l'élaboration du « projet Algérie » a permis de constater que le problème — que l'on croyait presque réglé — de la coordination politique entre l'exécutif, le parti et le groupe socialiste est plus actuel que jamais.

Le fond et... encore la forme. Au bout du compte, l'unité des députés socialistes s'est faite, l'unité a été réalisée, pour adopter l'Assemblée du projet. Sans, Mme Haffad s'est abstenue volontairement, rejoignant en cela M. Raymond Barre. L'intention du gouvernement était générale : oublier, oublier définitivement, réconcilier avec les Français. Oublier, oui. Mais pas tout, pas complètement. Pour au moins deux raisons. D'abord parce qu'il n'est pas juste de demander aux jeunes générations — celles qui n'ont pas connu cette période — de rayer de leur mémoire des faits qu'on ne leur a même pas expliqués. Qui ne voit que, depuis vingt ans, les événements d'Algérie sont devenus tabous, pleins de souffre ? Parce que l'oubli arrangeait tout le monde. Ensuite, parce que, une fois les arguments échangés, on est conduit à revenir à un principe républicain : une démocratie ne peut se permettre d'absoudre complètement des généraux qui ont pris les armes contre un gouvernement démocratique et légal. Sous peine d'hypothéquer son avenir.

LAURENT ZECCHINI.

Jeu de mardi 21 octobre, l'Assemblée nationale examine, après déclaration d'urgence, le projet de loi relatif au règlement de certaines conséquences des événements d'Algérie du Nord. Ce texte, qui a été analysé dans le Monde des 28 et 29 septembre, propose plusieurs mesures qui le distinguent nettement des amendements antérieurs. D'une part, il tend à permettre une révision des carrières des anciens fonctionnaires, ayant bénéficié des lois d'amnistie, en vue du calcul du droit à pension des intéressés ; d'autre part, il propose de réparer forfaitairement les préjudices subis par certaines personnes du fait des mesures administratives d'expulsion du territoire, d'internement ou d'assignation à résidence.

M. Gérard Gouzes (P.S., Lot-et-Garonne), rapporteur de la commission des lois, souligne que, puisque ce projet « a recueilli de vieilles émotions », il est nécessaire que le débat soit « digne et sans ressentiment », afin « que nul n'en soit blessé dans ses convictions ». Il souligne que les personnes concernées dans leurs grades et décorations, étant donné que cette réintégration est acquise depuis 1974, l'amnistie pénale est donc « complète », déclare-t-il. « L'exception d'une sanction statutaire tendant à élargir les conséquences des lois d'amnistie précédentes et qui a mis à la retraite d'office les officiers généraux est une mesure politique. Cette réintégration des officiers dans le cadre de la deuxième réserve, insiste-t-il, « ne coûtera rien aux contribuables, ne sera ni une justification, ni un pardon, encore moins une récompense. Elle ne constituera pas davantage le dévouement de l'Etat ou le dévouement des victimes et n'impliquera aucune prise en position politique. Elle traduira simplement une volonté politique de prendre en compte l'accomplissement du temps et d'effacer toutes les séquelles de la colonisation ». Parlant des députés qui hésitent à voter le projet, M. Gouzes déclare : « Qu'ils sachent montrer au monde que la France, républicaine, terre d'asile politique, terre de liberté et de générosité, ne pratique pas le double langage, qu'elle ne connaît pas la haine refoulée. » Le

rapporteur prend ensuite le cas d'un capitaliste rayé des cadres à trente ans après dix ans de service. Avec la loi d'amnistie de 1974, explique-t-il, il percevait actuellement 27 000 F par an. Avec le projet, il percevrait une retraite de 60 000 F, dont il faudrait déduire les retenues d'un montant de 110 000 F, prises en raison du cinquième des arrérages chaque année. Ainsi jusqu'au paiement total de ces retenues, l'intéressé percevrait une retraite de 55 000 F par an. Ce chiffre, note en conclusion : « Faut-il que, vingt ans après, les veuves et leurs enfants subissent les conséquences de ces peines comme une malédiction semblable à celle qui pesait sur les Atrides ? ».

M. Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, souligne que le projet est « un acte d'unité nationale » qui correspond aux engagements du candidat François Mitterrand. Il rappelle que l'amnistie pénale est déjà intervenue par les lois d'amnistie de 1961, 1966, 1969, 1974 et 1981. Il ajoute : « Il s'agit d'opérer une révision, et non pas une reconnaissance de culpabilité. Concrètement, quelles mesures ont été prises ? La sanction, un fonctionnaire ou agent de l'Etat obtiendrait une retraite à l'index supérieur au grade qu'il occupait, sans pour autant obtenir un grade supérieur. » Les veuves ou les ayants droit bénéficieront de ces dispositions, ajoute-t-il. Après avoir indiqué que les généraux qui ont été mis à la retraite d'office seront replacés dans le cadre de réserve de la deuxième section, M. Courrière explique que les personnes ayant fait l'objet de mesures administratives d'expulsion, d'internement ou d'assignation à résidence avant l'indépendance des pays, bénéficieront d'une indemnité forfaitaire, « en réparation du préjudice subi ». Il souligne en conclusion : « Je sais que, vingt ans après, les sensibilités sont encore vives de tous côtés. C'est pourquoi ce projet de loi et son rapporteur ».

La demande de M. Joxe, président du groupe socialiste, la séance est suspendue pour une réunion des députés socialistes. Elle est ensuite repoussée à 21 h 30.

#### M. Foyer : la subversion légitimée

M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) déclare notamment : « Le projet est sous-tendu par une problématique inacceptable, et on applique aujourd'hui des mesures d'urgence scandaleuses. » Il ajoute : « Le dispositif législatif est présenté comme si les préjudices subis, dont l'indemnisation est mise à la charge de l'Etat, étaient pas dus aux erreurs, aux fautes, voire, pour certains, aux crimes de ceux qui les ont encourus mais à la faute de l'Etat et à la politique que l'Etat a appliquée. L'ancien garde des sceaux poursuit : « Non, le Parlement de la République ne saurait justifier vingt ans après une subversion qui a employé des moyens criminels pour faire échec à la souveraineté nationale. » M. Foyer souligne que l'O.A.S. a « perpétré par vengeance dans les tentatives réitérées d'assassiner le président de la République ». Le gouvernement, ajoute-t-il, « n'a pas le droit de demander à l'Assemblée de légitimer la subversion et de condamner sa répression. » Evoquant les mesures concernant les officiers généraux, il assure : « C'est là l'objectif essentiel du projet, la réouverture attendue par les anciens chefs de la subversion. » Il souligne que ces dispositions sont purement symboliques dans la mesure où les généraux concernés, qui sont octogénaires et à qui ne sera plus confié de commandement, auront la possibilité « de retirer étouffés et feutrés de chaise pour parader, le 14 juillet, auprès du président de la République. Pendant ce temps, les subordonnés qu'ils ont entraînés dans la voie de la subversion demeureront à la retraite... ou au cimetière dans le quartier des suppliciés. » Il estime enfin que le projet « privilégie les tueurs par rapport aux victimes ».

Les différentes lois d'amnistie, en indiquant : « Il s'agit de parachever une œuvre et c'est peut-être parce que ce geste était le dernier qu'il était le plus difficile à faire. » Vingt ans après, souligne-t-il, et nous sommes à même de jeter sur tous ces événements un regard serein. Parlant des événements d'Algérie, il indique : « Au-delà de cette décolonisation, il s'agit de donner droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la manière dont une

#### La discussion des articles

L'Assemblée commence ensuite la discussion des articles. Elle repousse tout d'abord un amendement présenté par M. Aubert (R.P.R., Alpes-Maritimes) stipulant que « la République » affirme sa volonté d'effacer les séquelles des événements d'Algérie « à l'égard de tous ceux qui, soit eux-mêmes, soit par leurs familles, ont supporté encore certaines conséquences de la colonisation ». L'amendement, qui vise à élargir le bénéfice de la loi aux officiers généraux « fions ». Les députés examinent ensuite un amendement de M. Jospin, qui vise à élargir le bénéfice de la loi aux officiers généraux qui, soit eux-mêmes, soit par leurs familles, ont supporté encore certaines conséquences de la colonisation. L'amendement, qui vise à élargir le bénéfice de la loi aux officiers généraux « fions ». Les députés examinent ensuite un amendement de M. Jospin, qui vise à élargir le bénéfice de la loi aux officiers généraux qui, soit eux-mêmes, soit par leurs familles, ont supporté encore certaines conséquences de la colonisation.

#### L'ÉTAT ET LES COLLECTIVITÉS LOCALES

### La majorité sénatoriale s'inquiète des « retards et des incertitudes »

Le Sénat a terminé, jeudi 21 octobre, la discussion générale du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat. Il entamera le 28 octobre l'examen des articles. Ce texte, qui est examiné ici en première lecture avant l'Assemblée nationale, avait fait l'objet, la veille, d'une conférence de presse présidée par M. Edouard Bonnetout (gauche-dém.), président de la commission des finances, au cours de laquelle M. Joxe, président de la commission des lois, et les cinq rapporteurs (M. Girod, Ducas, Ais, Fournier, Fournier) ont exposé leur position. M. Joxe a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Girod a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Ducas a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Ais a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Fournier a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Fournier a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. »

#### La parole donnée

(Suite de la première page.)

Ce résultat marque les limites du vote de conscience. Certains de ceux qui étaient disposés à accorder leur pardon se sont finalement rétractés. Le message qu'il avait adressé à l'Assemblée nouvellement élue, que ses engagements électoraux constituaient désormais « la charte de l'action gouvernementale », il s'abstient, alors disant que les élus et le parti soient les seuls de cette action.

Engagé dans une campagne de soutien, sans restriction, à l'action économique et sociale du gouvernement, le parti socialiste a-t-il pu éprouver le besoin de montrer qu'il peut « parler autrement » que comme un simple « agent d'Etat » ?

Ce résultat marque les limites du vote de conscience. Certains de ceux qui étaient disposés à accorder leur pardon se sont finalement rétractés. Le message qu'il avait adressé à l'Assemblée nouvellement élue, que ses engagements électoraux constituaient désormais « la charte de l'action gouvernementale », il s'abstient, alors disant que les élus et le parti soient les seuls de cette action.

Engagé dans une campagne de soutien, sans restriction, à l'action économique et sociale du gouvernement, le parti socialiste a-t-il pu éprouver le besoin de montrer qu'il peut « parler autrement » que comme un simple « agent d'Etat » ?

### La commission des finances se prononce pour le maintien de l'impôt

La commission des finances de l'Assemblée nationale a adopté, jeudi matin 21 octobre, l'amendement proposé par M. Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, qui vise à maintenir l'impôt sur le revenu des personnes physiques. L'amendement, qui vise à maintenir l'impôt sur le revenu des personnes physiques, a été adopté par 15 voix contre 10. M. Courrière a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Courrière a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Courrière a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Courrière a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. » M. Courrière a déclaré : « Ce projet de loi est une œuvre de justice sociale. Il vise à répartir équitablement les compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat. »

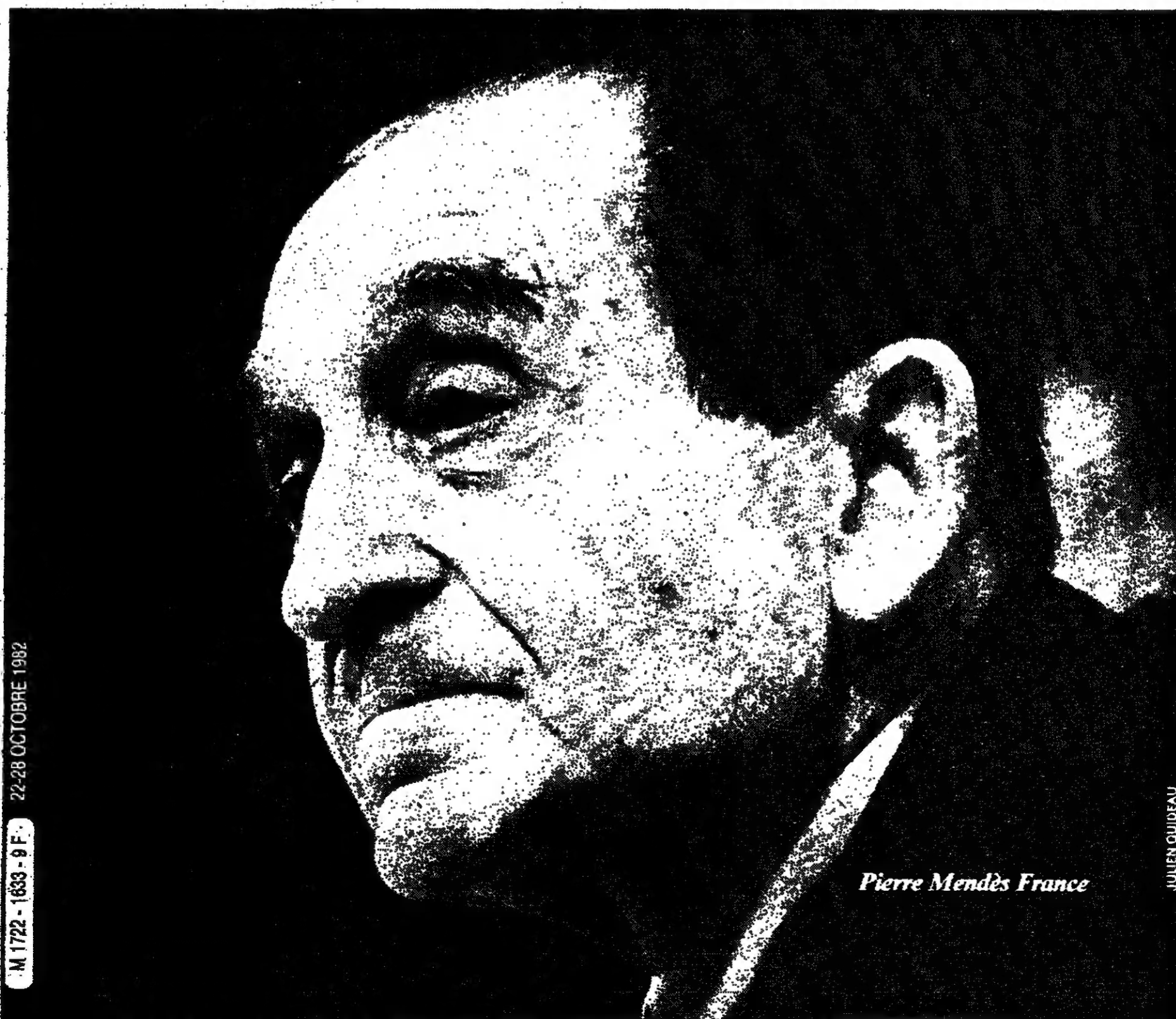


CETTE SEMAINE

# L'EXPRESS

## LE DESTIN D'UN SOLITAIRE

PAR RAYMOND ARON



M 1722 - 1833 - 9 F - 22-28 OCTOBRE 1982

Pierre Mendès France

JULIEN GUIDEAU

هكذا من الامم



# POLITIQUE

## LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Le débat sur le statut de Paris, Lyon et Marseille « Charcutage électoral » et décentralisation

Le maire de Marseille (M. Defferre) n'a pas perdu son calme face aux attaques conjuguées du maire de Paris (M. Chirac) et du challenger du maire de Marseille (M. Gaudin). Il a bénéficié du soutien de l'ex-futur maire de Paris (M. Sarre). La veille, le challenger du maire de Paris (M. Quilès) avait déjà pris date. Voilà pour les protagonistes. Les arguments ? D'un côté, « charcutage-décapage-tracage » de l'autre, « démocratisation-décentralisation-libération ». Ce fut un débat électoral, donc un débat dur.

On savait un peu de quoi il retournait. Se présentant en position d'assag, le maire de Paris a appliqué une stratégie qui lui est coutumière : la meilleure défense, c'est l'attaque. Parce que, en effet, les vaines hésitations du gouvernement pour mettre au point un projet de statut définitif pour Paris, Lyon et Marseille ne plaident pas en faveur d'une volonté politique dénuée d'arrière-pensées. M. Chirac a réussi, depuis quelques mois, à faire passer dans l'opinion publique l'idée selon laquelle il est victime d'une opération politique. Malgré les justifications de la gauche et du ministre de l'Intérieur, c'est cette thèse-là qui risque de dévancer celle de la démocratisation et de la décentralisation de la gestion des grandes villes.

Le jeudi 21 octobre, l'Assemblée nationale poursuit la discussion des projets de loi relatifs, d'une part, à l'organisation administrative de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale ; d'autre part, à la modification du code électoral pour l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (voir notamment le Monde des 7 et 8 octobre). La discussion générale se poursuit avec l'intervention des porte-parole des quatre groupes. M. Herminet (R.P., Bouche-du-Rhône) déclare que, pour le groupe communiste, il s'agit de « bons projets » auxquels il apportera son « plein soutien ». Il explique que vouloir gérer de la même manière les villes de 10 000, 20 000 ou 30 000 habitants et Paris, qui en compte 3 millions, « c'est, en fait, établir entre les uns et les autres des différences importantes, justifiées dans le domaine de la démocratie ». Il y a à Paris un conseiller municipal pour 20 000 habitants. C'est la question du statut d'exception, souligne-t-il. Par ailleurs, les commissions d'arrondissement, le député communiste indique : « Elles sont aux deux tiers nommées par M. Chirac et elles n'ont en réalité aucun pouvoir. Quel Parisien en connaît-elles l'existence ? » Demain, observe-t-il, les Parisiens, les Lyonnais « seront assurés d'avoir affaire, à la mairie de leur quartier, à quelqu'un de responsable, qu'ils auront élu ». M. Herminet assure que « les hommes qui ont la droite à accueilli ces projets » s'expliquent par le simple fait que ceux-ci constituent « une réforme démocratique ». Rappelant que, dès 1959, la droite a supprimé le scrutin proportionnel aux élections municipales, quelle a ensuite « tenté sans résultat de réduire les compétences des communes, de les regrouper arbitrairement », il note : « Que je sache, pour chacun de ces mauvais coups, ils n'ont jamais organisé la moindre référendum populaire ! »

Après avoir estimé que M. Chirac a organisé la « casse » de Paris, M. Herminet assure que la création des conseils d'arrondissement « entrainera ni dépenses supplémentaires, ni fiscalité nouvelle, la mise en place d'un service nouveau ni le recrutement d'aucun personnel supplémentaire ». Évoquant notamment le scandale de la Ville-Lettre, il affirme : « Tout cela ne serait pas possible si un contrôle démocratique de la population pouvait s'exercer. C'est le pouvoir autoritaire de la droite qui coûte cher aux Parisiens. »

M. GAUDIN (U.D.F.) : charcutage électoral

M. Gaudin (U.D.F., Bouche-du-Rhône) déclare que les réactions du maire de Paris et des Parisiens ont contraint le gouvernement à reculer et à étendre son projet à Marseille et à Lyon. Évoquant le découpage électoral de Marseille, il note : « Le tram du nouveau statut coupe dans le sens de la démocratie ». M. Gaudin s'explique : « Paris, avec deux millions d'habitants et vingt arrondissements, est divisé en cinq secteurs ; Marseille, avec 500 000 habitants compte neuf arrondissements. A Marseille, pour environ 500 000 habitants, il existe seize arrondissements. Le député des Bouches-du-Rhône poursuit : « Le ministre de l'Intérieur a-t-il instauré seize secteurs correspondant à chacun des seize arrondissements de Marseille ? Pas du tout ! Un premier projet réduisait de huit à quatre le nombre de secteurs électoraux. Mais le ministre de l'Intérieur a rejeté ces comptes : il a pensé que l'opération serait plus discrète et peut-être plus efficace avec un redécoupage en cinq puis six secteurs. Ces secteurs regroupent tantôt quatre arrondissements avec 138 000 électeurs inscrits, tantôt trois, ou deux, voire un seul arrondissement avec seulement 41 000 électeurs. Où se trouve la cohérence de ce charcutage ? »

M. Gaudin résume son explication : « A Marseille, il n'y a

M. SARRE (P.S.) : un combat d'arrière-garde

M. Sarre (P.S., Paris) dénonce ce qu'il appelle : « Un combat d'arrière-garde de ceux qui voudraient maintenir des fiefs au moment où il s'agit de redonner la démocratie locale dans tout le pays ». Il ajoute : « Votre but est clair : passer aux yeux des Parisiens et des Français pour l'impopulaire machine d'un des leaders de l'opposition et ainsi ramasser les dividendes électoraux. Parant le statut de 1976, le député de Paris estime qu'il s'est installé par « une spectaculaire régression avec la mise en place de commissions d'arrondissement dont les deux tiers des membres sont désignés par le pouvoir central parisien ». « Les officiers municipaux, poursuit-il, se sont substitués aux élus. Un ancien enseignant de la ville. Le clientélisme est le ressort essentiel de l'action de la majorité municipale. » Il ajoute : « Nulle joliesse, nulle citadelle n'a le pouvoir de faire obstacle à la volonté des Français qui s'est

Les députés socialistes et communistes ont beau expliquer que la gestion du maire de la capitale est autoritaire et antidémocratique, que Paris est livrée à la spéculation et que la ségrégation y règne, leur démonstration a du mal à s'imposer, tout simplement parce que la majorité des Parisiens ne s'intéressent pas — ou peu — au fonctionnement démocratique des commissions d'arrondissement et aux fiefs électoraux, relégués à la périphérie. Paris est sans doute une ville agitée.

La toute créatrice qui a opposé si longuement le ministre d'Etat et l'ancien premier ministre à propos de la concertation qui a présidé ou non à l'élaboration du projet est apparue un peu déstabilisée. Sur ce point, en effet, M. Chirac a mené un combat d'arrière-garde.

Face à l'apreté du propos du maire de Paris, le président du groupe U.D.F. a choisi un registre plus « méridional » sans que les attaques en soit atténuées. Incontestablement, M. Gaudin s'est taillé un succès en décrivant l'« alchimie électoral » appliquée, selon lui, à la ville de Marseille.

Ce débat a au moins apporté une confirmation : M. Quilès va avoir besoin de l'appui de tous les socialistes pour pouvoir prétendre mettre en difficulté l'actuel maire de Paris. — L. Z.

que, dans une ville de plus de deux millions d'habitants, tout se décide au niveau central, y compris les réparations dans les écoles, les horaires d'ouverture des bibliothèques de quartier ou la plantation des arbres en bordure des trottoirs ? M. Sarre souligne en conclusion : « Ce projet d'application sans difficulté majeure, tout simplement parce qu'il repose sur une idée claire : ce qui concerne les arrondissements sera décidé dans les arrondissements, ce qui concerne la ville tout entière sera décidé par les conseils municipaux ou au Conseil de Paris. »

M. Chirac (R.P., Corrèze) dénonce « l'absorption juridique » de la ville de Paris par le projet de loi. Il introduit dans son discours l'idée d'un « droit public », puis entend de démontrer qu'aucune concertation n'a eu lieu entre les autorités de la capitale et le gouvernement. Il rappelle qu'une proposition de loi déposée en 1974 par M. Mitterrand, Mauroy et Defferre « subordonnait toute modification des textes applicables à la ville de Paris à l'avis conforme de l'Assemblée municipale de la capitale ». Il ajoute : « J'ai été élu député de la Corrèze en 1976, et de brider le maire de Paris en l'affaiblissant par tous les moyens, dans un but de manipulation politique que les Français ne s'attendent pas à voir se réaliser. La réforme de la 2e, soutient-il, est restée, au sens strict du mot, comme un acte réactif. »

Il faut dire que M. Chirac explique ensuite que la plupart des services auxquels les Parisiens ont à s'adresser dans leur vie quotidienne sont d'ordre central, et c'est ce qui ne plaît pas à M. Chirac. M. Toubon ayant estimé que le fond de la réponse de M. Defferre était « en fait, une tentative de faire passer une nouvelle politique d'engagement entre le député de Paris et le ministre de l'Intérieur, jusqu'à ce que M. Toubon reconnaît qu'il a utilisé cette expression et qu'il l'a retirée. Dans la discussion générale qui se poursuit ensuite, les différents orateurs reprennent les arguments déjà vus.

La suite du débat est renvoyée à vendredi après-midi 22 octobre. — L. Z.

#### Le sondage « France-Soir »-IFOP

LA COTE DE M. MITTERRAND EN LÉGÈRE HAUSSE

France-Soir date du 23 octobre publie une enquête réalisée du 15 au 19 octobre par l'IFOP auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes en âge de voter : 44 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites du président de la République, contre 40 % le mois dernier. Le pourcentage des mécontents reste inchangé : 45 %. La cote du premier ministre varie peu : 41 % des personnes interrogées se déclarent satisfaites de M. Pierre Mauroy (contre 40 % en septembre), et 46 % mécontentes (contre 45 % le mois dernier).

● M. Niek Malcomien, ancien secrétaire général du parti radical-socialiste, nous signale qu'une erreur s'est glissée dans la biographie de Pierre Mendès France. Ce dernier fut pour un bref instant le chef de son cabinet non pas M. Pierre Juillet (le Monde date 19-20 octobre), mais le frère de celui-ci, M. Jacques Juillet, ancien préfet.

● Une ligne ayant été sautée, nous avons fait dire à M. Fernand Grenier (le Monde du 30 octobre, page 8) : « Je venais de France pour représenter le parti communiste français auprès du général de Gaulle. »

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

● L'Assemblée a ensuite adopté, en troisième et dernière lecture, le projet de loi modifiant le code électoral et le code des communes et relatif à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales. Ce texte — qui est définitif — ne diffère pas de celui que les députés avaient adopté en deuxième lecture.

### M. Quilès sera le candidat du P.S. à la mairie de Paris

M. Paul Quilès, député de Paris, membre du secrétariat du P.S., sera le chef de file des socialistes pour la campagne municipale dans la capitale. Les militants socialistes de la fédération de Paris réunis jeudi 21 octobre dans chacun des arrondissements de la capitale, ont ainsi décidé. M. Paul Quilès a obtenu 57,53 % des suffrages exprimés, tandis que 42,46 % se sont portés sur M. Georges Sarre, député et conseiller de Paris, qui avait été le chef de file des socialistes en 1977. M. Sarre ne s'est placé en tête que dans quatre arrondissements : les 8<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup>. M. Quilès a réalisé son meilleur score (73 % des suffrages exprimés) dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, où les leaders du P.S. sont MM. Jospin et Estier. M. Quilès et Sarre ont souligné, suite les résultats connus, que le parti socialiste a fait une nouvelle fois, fait la preuve de son fonctionnement démocratique. Tous deux ont appelé les militants socialistes à se mobiliser. Il faut noter que sur cinq mille adhérents inscrits — il faut être membre du P.S. depuis au moins trois mois et résider dans la capitale pour avoir le droit de vote — un peu moins de trois mille ont fait connaître leur choix.

#### Microclimat

« Jacqueline Sarre (l'épouse), Philippe Sarre (le fils), Georges Sarre (la candidate) » : c'était l'appel des électeurs, jeudi soir, dans une salle proche de l'église du Bon Pasteur où s'étaient réunis les militants socialistes du onzième arrondissement de Paris. « Georges Sarre, Georges Sarre, Georges Sarre... » : c'était, quelques minutes plus tard, vers 22 h 30, le dépouillement du scrutin. La militante speakerine accablée bien de verser les plumes. Un « Georges » par-ci, un « Sarre » par-là pour aller plus vite, acclamativement, un « Paul Quilès » ! Bébé comme on dit un gros pichet à la confédération. N'empêche, quelle monotonie ! Sur 215 votants, 173 bulletins pour M. Georges Sarre, 38 pour M. Paul Quilès, 3 bulletins nuls et 2 blancs.

#### L'action nationale du P.C.F. pour le « renouvellement économique »

##### M. Laurent dénonce « la mauvaise gestion des entreprises et de l'argent »

M. Paul Laurent, membre du secrétariat central du P.C.F., a présenté, jeudi 21 octobre, à Paris, l'« action nationale pour le renouvellement économique français ». Le nouveau programme de la gauche a été présenté à la suite d'un débat sur les difficultés économiques actuelles, pour une part, à des causes extérieures, mais que « les racines de mal sont dans la mauvaise gestion des entreprises et de l'argent ».

Face au refus du patronat de changer quoi que ce soit à la gestion défectueuse des entreprises, M. Laurent a déclaré que les entreprises publiques, et les entreprises privées, ont à leur charge des dettes énormes, et qu'il est indispensable de donner la priorité à la satisfaction des besoins intérieurs.

M. Laurent a déclaré que, si les entreprises manquent de ressources, c'est parce que, outre les sorties de capitaux vers l'étranger, elles subissent « le poids croissant des dividendes et des autres formes de rétribution des propriétaires », c'est-à-dire des placements spéculatifs et des « profits financiers des grands actionnaires étrangers ».

Analysant le P.C.F., appelle-t-il à « lutter partout contre une utilisation négative des capitaux ».

#### Un sondage IFOP « l'humanité-Dimanche »

M. Laurent s'est appuyé, dans son exposé, sur un sondage réalisé par l'IFOP (1) pour l'« humanité-Dimanche », qui publie dans son numéro du 21 octobre. Selon cette enquête, 88 % des personnes interrogées (contre 76 % en septembre) se déclarent « très effrayées » ou « assez effrayées » de donner la priorité, au second tour de la crise, à la sécurité du marché intérieur. 77 % d'entre elles (contre 18 % en septembre) considèrent que la relance de la croissance

#### M. CHABAN-DELMAS SE REPRÉSENTE A BORDEAUX

(De notre correspondant.) Bordeaux. — L'opposition traîne à la bataille des municipales dans plusieurs villes de la Gironde. Le député socialiste de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, maire sortant et député de la deuxième circonscription de la Gironde, a été élu conseiller municipal à Bordeaux, où il avait perdu la mairie en mai 1977, et se retrouve avec M. Jean Valère, député de la première circonscription de la Gironde, ancien collaborateur de M. Defferre au ministère de l'Intérieur, pour la mairie de Bordeaux. M. Chaban-Delmas est membre du P.S.

L'U.D.F., pour sa part, conduit la liste de l'opposition à Libourne avec M. André Tardieu, qui avait succédé à la mairie à Robert Boulin en décembre 1978.

#### COPIES GEANTES

NOUS POUVONS VOUS FOURNIR DES COPIES GEANTES DE TOUTES LES DOCUMENTS OFFICIELS, JOURNAUX, REVUES, ETC. Écrivez-nous à : COPIES GEANTES, 120, rue de Valenciennes, 75013 Paris.

**TELEX PARTAGE**  
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62



Le Monde

# société

## POLÉMIQUES BUDGÉTAIRES

### ÉDUCATION NATIONALE 1983

Faire des économies et lutter contre le chômage en privilégiant les formations professionnelles

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1983, qui atteint 156 140 millions de francs (pensions comprises), devrait être examiné par les députés les 4 et 5 novembre. Ses orientations suscitent déjà des protestations. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a manifesté le 19 octobre, à Paris, pour dénoncer une « insuffisance » des moyens, tandis que les parents d'élèves parisiens de la Fédération Andruet sont allés à la barre du conseil municipal de Paris, le 3 novembre, devant l'Assemblée nationale.

S'ils progressent davantage que le budget de l'État, les crédits qui devraient être accordés à l'éducation nationale en 1983 sont, en effet, marqués par la rigueur générale (le Monde du 2 octobre). La moitié des emplois créés dans la fonction publique ne sont dans ce secteur, mais c'est une priorité toute relative : 5 839 emplois supplémentaires rapportés à plus d'un million de personnel en exercice. La priorité gouvernementale va à la titularisation des ad-

jointes : 14 000 personnes devraient ainsi voir leur situation régularisée en 1983, dont 4 200 maîtres auxiliaires de second degré.

Le mot d'ordre est cette année : économies. Pour les personnels — qui absorbent 80 % du budget très rigide de l'éducation nationale — il se traduit par la suppression d'heures supplémentaires dans l'enseignement secondaire et dans le supérieur. Les crédits de fonctionnement n'atteignent pas le taux d'inflation envisagé par le gouvernement pour 1983. Les investissements devraient bénéficier, en revanche, d'une forte progression, notamment en faveur de l'enseignement professionnel. Ils paraissent toutefois aléatoires depuis que le ministre du budget a, dans un arrêté publié au Journal officiel du 19 octobre, annulé, une partie des crédits d'équipement inscrits, en autorisations de programme (478 625 000 F pour les niveaux d'enseignement), comme en crédit de paiement (281 825 000 F) au budget voté pour 1982.

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1983, qui atteint 156 140 millions de francs (pensions comprises), devrait être examiné par les députés les 4 et 5 novembre. Ses orientations suscitent déjà des protestations. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a manifesté le 19 octobre, à Paris, pour dénoncer une « insuffisance » des moyens, tandis que les parents d'élèves parisiens de la Fédération Andruet sont allés à la barre du conseil municipal de Paris, le 3 novembre, devant l'Assemblée nationale.

L'enseignement primaire (écoles maternelles et élémentaires) est la première « victime » de la rigueur. Aucun emploi nouveau d'instituteur ne figure, en effet, au projet de budget. Les effectifs d'élèves attendus à la rentrée 1983 dans les écoles élémentaires devraient, en effet, diminuer de 108 000, et les moyens ainsi récupérés permettre d'accueillir quelque 73 000 élèves supplémentaires dans les maternelles. Cette décauche paraît d'autant plus injustifiée qu'à la rentrée 1982 l'enseignement primaire a bénéficié de près de 2 300 emplois nouveaux, qui eux-mêmes ajoutaient aux 3 700 du collectif, alors que, globalement, les effectifs étaient en baisse. En revanche, l'augmentation enregistrée dans les dernières années dans les maternelles devrait se reporter à la rentrée 1983 dans les écoles primaires.

Dans l'enseignement secondaire, la volonté de réduire nettement les heures supplémentaires de près de 100 millions de francs. Cette décision est théoriquement applicable dès le 1<sup>er</sup> janvier 1983 et peut être anticipée, dès maintenant. Les recteurs ont d'ailleurs récemment demandé aux chefs d'établissement de faire, au risque de bouleverser des emplois du temps, d'autre part, des emplois de personnels en formation (P.E.C.C. certifiés, agrégés) sont supprimés. Ces mesures permettent notamment de procéder à des titularisations d'auxiliaires. En outre, elles diminuent les moyens réellement affectés à répartir entre les établissements.

On fait ainsi le solde des créations de postes et de ces mesures, les collèges devraient bénéficier de 1 115 emplois nouveaux et les lycées de 1 058. D'après les estimations, la rentrée 1983, l'augmentation des effectifs des lycées a provoqué de nombreuses difficultés d'accueil qui risquent de se reproduire en 1983.

La priorité accordée aux lycées d'enseignement professionnels est en revanche affirmée, pour participer à la lutte contre le chômage. Pour recevoir 18 000 élèves supplémentaires l'an prochain, 1 764 postes sont prévus. Compte tenu cependant d'une part de régularisations d'emplois créés par anticipation et, d'autre part, du transfert d'heures supplémentaires supprimées dans les lycées, ce sont au total 1 300 emplois nouveaux qui sont mis à la disposition des LEP.

#### Le prix de l'énergie

Les crédits de fonctionnement, destinés principalement à couvrir les dépenses de chauffage et d'éclairage, sont en eux-mêmes préoccupants. Le ministre propose en effet de les augmenter de 6 %, alors même que le gouvernement envisage pour 1983 un taux d'inflation de l'ordre de 8 %. A l'appui de cette « régression », le ministre fait état des investissements effectués pour économiser l'énergie, des modifications apportées au calendrier scolaire (les vacances d'été ont été réduites d'une semaine répartie sur les congés d'hiver), de la progression importante (30 %) dont ce chapitre a bénéficié l'an dernier. Il a surtout commis l'imprudence de faire comme si l'énergie n'augmentait pas en 1983.

La progression des dépenses d'équipement paraît hypothéquée à l'avance, puisque le ministre du budget vient d'annuler des crédits votés au budget de 1982 (478 625 000 F d'autorisation de programme et 281 825 000 F de crédits de paiement). Dans le second degré, la dotation consacrée aux équipements devrait s'appliquer pour l'essentiel à des travaux de rénovation dans le technique, un plan de développement de la maintenance et à l'équipement des établissements en micro-ordinateurs.

Le budget d'action sociale progresse de 19,5 %. Comme l'an dernier, les transports scolaires seront les premiers bénéficiaires (+23,5 %). La progression des dépenses consacrées aux bourses scolaires sera plus élevée qu'en 1982 (17 % au lieu de 14,2 %). L'effort consenti en ce domaine concerne les élèves des lycées et des LEP. Dans les lycées, où l'on compte environ un million de boursiers et où les bourses n'ont pas été revalorisées en 1982, les maîtres, il est vrai, sont gratuits.

Dans l'enseignement supérieur, les emplois nouveaux inscrits au projet de budget sont au nombre de 753 (en 1982, il y en avait 2 600). Sur ce total, 607 emplois d'enseignants

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1983, qui atteint 156 140 millions de francs (pensions comprises), devrait être examiné par les députés les 4 et 5 novembre. Ses orientations suscitent déjà des protestations. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a manifesté le 19 octobre, à Paris, pour dénoncer une « insuffisance » des moyens, tandis que les parents d'élèves parisiens de la Fédération Andruet sont allés à la barre du conseil municipal de Paris, le 3 novembre, devant l'Assemblée nationale.

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1983, qui atteint 156 140 millions de francs (pensions comprises), devrait être examiné par les députés les 4 et 5 novembre. Ses orientations suscitent déjà des protestations. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a manifesté le 19 octobre, à Paris, pour dénoncer une « insuffisance » des moyens, tandis que les parents d'élèves parisiens de la Fédération Andruet sont allés à la barre du conseil municipal de Paris, le 3 novembre, devant l'Assemblée nationale.

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1983, qui atteint 156 140 millions de francs (pensions comprises), devrait être examiné par les députés les 4 et 5 novembre. Ses orientations suscitent déjà des protestations. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a manifesté le 19 octobre, à Paris, pour dénoncer une « insuffisance » des moyens, tandis que les parents d'élèves parisiens de la Fédération Andruet sont allés à la barre du conseil municipal de Paris, le 3 novembre, devant l'Assemblée nationale.

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1983, qui atteint 156 140 millions de francs (pensions comprises), devrait être examiné par les députés les 4 et 5 novembre. Ses orientations suscitent déjà des protestations. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a manifesté le 19 octobre, à Paris, pour dénoncer une « insuffisance » des moyens, tandis que les parents d'élèves parisiens de la Fédération Andruet sont allés à la barre du conseil municipal de Paris, le 3 novembre, devant l'Assemblée nationale.

CATHERINE ARDITI  
SERGE BOLLOCH

### Le test de l'enseignement privé

Le gouvernement était particulièrement attendu sur le sort qu'il réserverait en 1983 aux crédits de l'enseignement privé sous contrat. Le ministre de l'éducation nationale aura sur ce point réussi à ne pas cristalliser les positions du « clan laïque » ni celles des tenants de l'enseignement privé. Les premiers voient la majoration des crédits d'enseignement privé passer de 22 % (en 1982) à 10,3 %, soit une progression inférieure à celle de l'ensemble du projet de budget de l'éducation nationale (près de 15 %). Les seconds ne sont pas pénalisés pour autant.

Cette performance a des implications simples. Les dernières mesures d'application de la loi Giscard en faveur notamment des personnels de l'enseignement privé sont d'un coût peu élevé (moins de 1 milliard de francs au total). L'actualisation du forfait d'externat — déprimé à court terme par la dévaluation des personnels non enseignants — est certes moins élevée qu'en 1982, mais n'est pas jugée « catastrophique » par les intéressés. Les créations d'emplois d'enseignants « sous contrat » prévues par le ministre suivent la même orientation, en baisse, que pour l'enseignement public : cinq cents nouveaux contrats sont

prévus, contre mille en 1982. S'il en fallait davantage, l'État de toute façon devrait les payer, ainsi que le prévoit encore la loi.

Surtout, le rééquilibrage est dû, pour une large part, à un ajustement comptable qui inclut désormais dans le budget de l'éducation nationale les provisions pour augmentation des traitements des personnels de l'enseignement public qui seules figuraient jusqu'alors au budget des charges communes.

Cet artifice subtil, qui implique des calculs complexes quant à l'estimation de ces provisions, permet de ne pas perturber le climat dans lequel devraient bientôt s'ouvrir les négociations sur les relations entre l'État et l'enseignement privé.

Sans préjuger leurs résultats, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a déclaré devant la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale qu'il n'est « pas impossible que, d'ici la rentrée 1983, des mesures législatives ou réglementaires » soient prises. « En tout état de cause, a-t-il ajouté, on ne pourra pas maintenir la réglementation actuelle sur la carte scolaire. »

C. A.

### DÉFENSE 1982

Des députés de la majorité et de l'opposition protestent contre des annulations de crédits

Réunis, mercredi 20 octobre, en commission de la défense à l'Assemblée nationale, de nombreux députés de l'opposition et, notamment, M. Yves Lantier, député R.P.R. de Paris, au nom de son parti, ont adressé une solennelle protestation au ministre de la défense. Ils reprochent à M. Charles Hernu d'avoir fait un « pied-de-nez à la représentation parlementaire ». Le ministre de la défense, la veille encore, leur avait laissé entendre qu'il tentait de débloquer les crédits militaires « gelés » en 1982 par le premier ministre alors même que le Journal officiel, daté lundi 18 et mardi 19 octobre, annonçait l'annulation définitive des crédits.

Cette attitude a été dénoncée au début de l'année lorsque le premier ministre, voulant imposer à l'État un « gel » temporaire de certaines dépenses d'équipement, a bloqué, au titre du ministère de la défense, 13,4 milliards de francs en autorisations de programme et 4,6 milliards de francs de crédits de paiement (le Monde du 3 février). Le 17 juillet dernier, M. Mauroy a autorisé les armées à débloquer 4,6 milliards de francs en autorisations de programme et environ 1,2 milliard de francs de crédits de paiement pour financer certaines dépenses nucléaires (le Monde daté 12 août).

Interrogé à plusieurs reprises par les parlementaires sur les conséquences de ce « gel », M. Hernu avait répondu qu'il espérait pouvoir donner, en septembre, des informations précises sur les crédits bloqués. Or, ces crédits sont encore bloqués (soit 13,4 milliards de francs d'autorisations de programme et 3,4 milliards de francs de crédits de paiement).

A une nouvelle question de M. M. Aumont et Jacques Huguier des Etages, députés socialistes respectivement de l'Aisne et de la Nièvre, M. Hernu a annoncé mardi 19 octobre aux membres de la commission son intention de répondre devant l'Assemblée nationale le vendredi 12 novembre prochain, lorsque les députés examineront, en séance plénière, le projet de budget de la défense pour 1983.

Or, précisément, le jour même de l'audition de M. Hernu par la commission, un arrêté du ministre du budget, M. Laurent Fabius, paru au Journal officiel daté du lundi 18 et du mardi 19 octobre, prononçait une série d'annulations de crédits publics pour 1982, parmi lesquels 13,4 milliards de francs d'autorisations de programme et 3,2 milliards de francs de crédits de paiement au détriment du ministère de la Défense. Cette décision signede M. Fabius se fonde sur une ordonnance de 1959 selon laquelle « tout crédit qui n'est pas affecté à un objet précis peut être annulé par le ministre des finances après accord du ministre intéressé ».

L'annulation de ces crédits obligera à suspendre la fabrication de vingt-cinq avions de combat Mirage 2000, de quarante-sept engins de reconnaissance A.M.X.-10 RC, de vingt-six avions d'artillerie AUF-1 de 155 millimètres, et à retarder le lancement de la fabrication de quarante-deux avions A.N.G. (Atlantic Nouvelle Génération) de patrouille maritime (le

« De deux l'une », a déclaré le député R.P.R., ou M. Hernu était au courant et il n'a pas dit la vérité, ou il ne l'était pas, et cela n'est pas mieux. Dans l'entourage de M. Hernu, on indique que le ministre de la défense, s'il n'avait plus guère d'espoir sur le sort réservé à ses crédits, a trouvé sur son bureau, de retour de son audition par la commission, une lettre, datée du lundi 18 octobre, du premier ministre l'informant de la décision de M. Mauroy d'annuler 13 441 millions de francs d'autorisations de programme et 2 533 millions de francs de crédits de paiement prévus, à l'origine, en 1982.

« Exorbitante dès lors qu'elle tend à perpétuer la prééminence de l'exécutif sur le législatif instaurée du temps du général de Gaulle. Ils estiment que c'est au Parlement — et non à un simple ministère — de décider du sort des crédits. Ils ont donc demandé à la commission, M. Huguier des Etages, qui ne perd pas l'espoir de faire revenir le gouvernement sur sa décision, va jusqu'à dire que « qu'un ministre a fait, un autre arrêté peut le défaire ».

JACQUES ISNARD.

### M. FABRUS : une décision conforme au droit

Le ministre du budget assure dans un communiqué que l'annulation des crédits ne paiement, qualifiée de « coup de force budgétaire » par le président du C.D.S., M. Pierre Méhaignerie (le Monde du 22 octobre), n'est pas publiée au Journal officiel conformément au droit.

« Comme il avait été annoncé à de multiples reprises au Parlement », explique le ministre, ces sommes avaient été mises en réserve par la loi de finances 1982 dans le cadre de la régulation budgétaire, portant sur 15 milliards de crédits de paiement en 1982. « Environ la moitié » de ces crédits ont été débloqués dans l'année — notamment pour le bâtiment et les travaux publics, — « cependant que le reste a été annulé » sur décision du premier ministre.

« Il s'agit simplement, dans un souci de rigueur budgétaire, de confirmer la politique de maîtrise des finances publiques mise en œuvre par le gouvernement », conclut le ministre.

### DÉFICIT EN 1982 DE 1700 MILLIONS DE FRANCS

Le ministre de la Défense devrait enregistrer, en décembre prochain, un déficit de sa gestion 1982 évalué à environ 1 700 millions de francs de ses crédits de paiement. L'annulation officielle comme un « report » de leurs charges, ce déficit de 1 700 millions de francs a été jusqu'en janvier 1983 (en fait) le règlement de certains de leurs fournisseurs qui avaient été normalement payés à la fin de cette année.

Ce report des charges d'une année sur l'autre va obliger, d'année en année, le budget prévu pour 1983 d'être équivalent au déficit. Ce qui aura pour effet de rendre à l'État que une partie de la gestion 1982 mettrait à la disposition du gouvernement, comme il faut le faire, le « get » — pour, en suite, les paiements des crédits — paiement inscrits au budget 1982 — J.-I.

### L'arrestation manquée

d'un membre d'Action directe

Pour lutter contre le groupe Action directe, la coopération entre les forces de police ne suffit pas. Encore faut-il de la chance. L'arrestation en douane, ces dernières semaines, de plusieurs militants de cette organisation avait fini par le faire croire. Mercredi 20 octobre, peu avant minuit, une arrestation manquée est venue rappeler que toute lutte contre un groupe extrémiste pourrait connaître des accrocs.

Les enquêteurs de la brigade anti-terrorisme (B.R.I.) en train de suivre un jeune homme qu'ils identifiaient comme Eric Moreau, vingt-six ans. La filature progressait, rue Saint-Fargeau, à Paris (20<sup>e</sup>). C'est à ce moment que Moreau, probablement sur ses gardes, s'est retourné, une arme de poing à la main, pour tirer au jugé sur les enquêteurs. Plus d'une vingtaine de coups de feu ont été échangés (sans blessés) avant que Moreau ne s'enfuit à pied dans les rues du quartier. (Nos éditions.)

#### Un gilet pare-balles

La scène, qui aurait eu lieu à proximité du logement du jeune homme, s'explique difficilement en raison de la réputation de spécialistes de la filature. Les inspecteurs de l'anti-gang. Un policier attribue ce « ratage » à la vigilance déclinée

des militants d'Action directe qui se sont recherchés, mais sans le port d'un gilet pare-balles par Eric Moreau. Les policiers estiment en effet qu'ils l'auraient tiré sans savoir qu'il avait une arme. La police a immédiatement entrepris d'importantes recherches. En vain. Eric Moreau s'est fait et s'est échappé.

Tout d'abord militant dans la mouvance autonome il a rejoint en 1977, il avait été arrêté, le 2 février 1979, alors qu'il s'apprêtait à négocier un échange de prisonniers avec l'Escadron de la mort de Saint-Germain-en-Laye. Ses complices avaient réussi à s'enfuir, Jean-Marc Rouillon, selon la police, dateur d'Action directe. Eric Moreau a toujours refusé toute participation au vol du tableau. Inculpé du recel, il avait poursuivi des études supérieures en prison. Libéré, il avait, selon les policiers, rejoint Action directe.

Il est aujourd'hui considéré comme l'un des dirigeants de la branche « anti-capitaliste » d'Action directe, par opposition à la « branche » « anti-impérialiste ». Il avait été récemment repéré en compagnie de Michel Camilleri, Charles Grossmann et Olivier Chabaud, dans trois stocks d'armes et d'explosifs avaient été découverts. — L. G.

**ESI**  
Les entreprises vous rendent service avec nous  
**INFORMATIQUE**  
Vous avez un bon niveau scientifique (ingénieur, maître, DEA, DES, Doctorat).  
**L'ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INFORMATIQUE**  
Spécialité de formation en INFORMATIQUE  
**HAUT NIVEAU**  
(durée 1 an + 1 an)  
permettra d'acquiescer en Informatique.  
Établissements de formation en INFORMATIQUE  
Établissements d'enseignement supérieur privés  
10 rue de Carcassonne, 93100 Montreuil  
Tél. : 31.11.11

(Publicité)  
**LE MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES**  
recrute  
**DES ENSEIGNANTS TITULAIRES**  
pour les lycées, collèges et écoles à l'étranger dont l'enseignement est conforme aux programmes français  
LA LISTE DES POSTES À POURVOIR  
Rue  
AU BULLETIN DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE  
21 OCTOBRE 1982  
Les démarches sont décrites dans les circulaires figurant au numéro 32 du Bulletin  
16 septembre 1982 - supplément.  
Les candidatures doivent être déposées, par la voie hiérarchique, au ministère de l'Éducation nationale, dans les Directions dont relèvent les enseignants, ou auprès des ambassades pour les personnels déjà en poste à l'étranger, AVANT LE 12 OCTOBRE 1982.

**LA RELATION PÉDAGOGIQUE**  
séminaire de développement personnel  
du 6 au 10 décembre 1982  
de 9h à 18h  
aux formateurs et enseignants  
Pour tous renseignements :  
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS  
232, rue Saint-Martin 75141 Paris Cédex 03 Tél. : 274-40-50



23, 24, 25 OCTOBRE 1982

**FORUM DE L'INVESTISSEMENT ET DU PLACEMENT**

18, avenue de l'Europe

TELE PAPIE

Pour votre

# DEMENAGEMENT

ODOUL

16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 208 10 30

**RETROPROJECTION** VOS TRANSPAR

EN QUADRICHES

LA 12

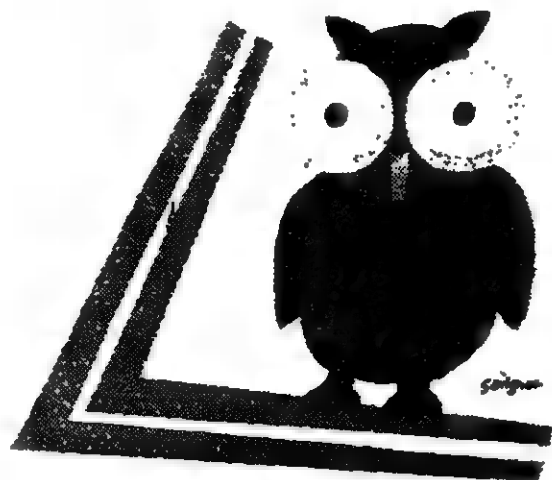
TRAIT OU SIMILI, OU DIRECTEMENT A PARTIR D'UN OBJET

ETRAVE 38 av

Paris 12

347 21 32

# Paris c'est chouette



Pendant votre sommeil, nos "médecins de nuit" tout spécialement affectés à l'équipe nocturne chargeront de tous les problèmes d'entretien courant de votre voiture de certaines réparations.

Dès le lendemain, grâce à une nuit réparatrice, c'est une voiture en pleine forme que vous retrouverez dans votre Point Chouette.

Les prix? Notre chouette travaille à des tarifs de jour.

## 3 points "Chouette" Citroën:

CITROËN BUTTES CHAUMONT 13 rue Armand Carrel (mairie 19°) 200.11.55.  
CITROËN PANTIN 68 avenue du Général Leclerc 844.28.58.  
CITROËN ST DENIS PLEYEL 43 bd de la Libération 820.40.45.



CITROËN

## L'HÔTEL STATLER - NEW YORK U.S.A.

accueil du 21 au 25 octobre  
400 étudiants en 2° cycle de

## L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

pour leur séminaire d'intégration

Pour toute information sur le plus important séminaire organisé aux U.S.A. par un institut d'enseignement supérieur français, téléphonez au :

19.1.212.736.5000 ext.

ou écrivez à l'Association des Étudiants de l'I.S.G.

8 rue de Lota - 75116 PARIS

Séminaire organisé avec la collaboration des partenaires internationaux de l'I.S.G., en particulier :

l'EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA de San Francisco  
et l'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE de Genève

# RELIGION

## LE VOYAGE EN EUROPE DE DOM FRAGOSO

### Le corps à corps d'un évêque brésilien avec la misère

Dom Antonio Fragoso, évêque de Cratons (Brésil), lors d'une tournée dans plusieurs pays européens, était récemment l'invité de l'association professionnelle des informateurs religieux, à Paris. A cette occasion, il a accepté de nous faire part de sa manière d'exercer le ministère épiscopal dans une région particulièrement déshéritée.

En dépit des simplifications abusives et le plus souvent malveillantes, tous les évêques ne sont pas faits sur le même moule. Dans le vaste monde, les responsables des diocèses sont si nombreux - plus de trois mille - qu'il y a place pour des tempéraments, et des comportements divers. Il y a ceux que l'on qualifie de "professionnels", on pourrait presque dire "techniciens", qui ont des hommes comme tout le monde. Jadis, leur standing leur donnait un style bourgeois et l'éclat de leur tenue une allure théâtrale. Mais ils ont leurs bijoux d'antan, les pierres précieuses de leurs bagues et leurs pastorales.

Aujourd'hui, rien ou presque rien ne les distingue d'un laïc si ce n'est, peut-être, une certaine maîtrise de soi, propre à ceux qui exercent une haute responsabilité.

Qui pourrait imaginer qu'Antonio Fragoso, soixante-deux ans, un évêque de Cratons, dans le nord-est du Brésil (État de Ceará), venu d'un milieu des plus ordinaires et d'une chambre de couleur à cet égard, sans cravate, arborant un bon sourire qui ne doit rien à l'unction, Dom Fragoso passe inaperçu. D'emblée, il est évident que cet homme a plus l'habitude de vivre avec ses diocésains, paysans archi-pauvres, que d'être évêque dans la rue Le Botte, à Paris, où il s'est mis aimablement à notre disposition. Le voici, fort à l'aise, supplantant spontanément les distances : un homme vrai jusque dans les détails de ses gestes et de ses propos.

Déjà venu une dizaine de fois à Paris, ami de Mgr Cardin, fondateur de la JOC, il s'est occupé vers 1960 des prostituées de Fort-de-Sao-Louis, et s'est vite imposé comme l'ami des plus déshérités avant de devenir en 1964 évêque de Cratons, nouveau diocèse dont les agriculteurs n'ont pas d'espoir immédiat d'accéder à une vie moins déshumanisée. La responsabilité écrasante en incombe aux pouvoirs publics, mais l'Eglise est loin d'être innocente. Céréales, coton, maïs, haricots, bétail, etc., se vendent à des prix dérisoires et ne semblent avoir d'autres fonctions que d'enrichir les riches et d'appauvrir les producteurs. Comment oublier que 5 % des habitants possèdent 85 % des terres cultivables? Que les lits d'hôpitaux sont rarissimes, les analphabètes majoritaires, et la mortalité infantile très élevée?

Dom Fragoso obtient cette misère et la fait pour ainsi dire sienne. Il se garde de distribuer des bonnes paroles et n'attend pas qu'on vienne à lui. Il se refuse à jouer l'évêque "à son sens traditionnel du mot" : il va sur le terrain, étudie les solutions, stimule les intéressés pour qu'ils prennent leurs affaires en main, créent des maternelles de base et fassent preuve d'initiative.

Ici, la religion n'insiste pas sur la doctrine, mais sur quelques phrases-clés de l'Evangile qui incitent les chrétiens à relever la tête et à ne pas attendre que les décisions tombent d'en haut.

Sept cents communautés de base. Grâce à l'impulsion de l'évêque, les communautés de base presque inexistantes en 1968 sont aujourd'hui quelque 700 pour 360 000 habitants, 10 paroisses et 22 000 kilomètres carrés.

Dom Fragoso doit supporter colonnes, médailles et brimades. Certains de ses collaborateurs ont été emprisonnés, torturés; des réunions de chrétiens sont sabotées et il est arrivé que l'évêque lui-même ait été empêché de parler. On le traite de communiste, de proxénète, de subversif. Mais Dom Fragoso passe outre. « Ce n'est pas du communisme que j'ai peur », affirme-t-il, « mais du capitalisme. Le grave péché du Brésil est de venir au quatrième rang dans le monde dans la

production d'armes. Seul l'exercice de la politique fait vivre la foi, qui doit, en premier lieu, être nourrie par les célébrations ecclésiales. Je ne dis pas qu'il faille nécessairement user de la violence. Le problème se pose à chacun de nous. Que chacun décide selon sa conscience. »

Cet évêque évangélique et réaliste conserve son franc-parler sur les sujets les plus délicats. En 1968, il écrivait à propos des discours de Paul VI en Colombie : « Parfois hésitant, timide, équivoque, l'évêque quand il a parlé de la générosité des riches envers les pauvres... Demander de la générosité à ceux qui dominent, c'est demander de l'opium pour le peuple... Peut-être ai-je tort. J'ai essayé de dire, en toute franchise, mon opinion personnelle. »

Jean-Paul II? Dom Fragoso estime qu'il est mieux informé que son prédécesseur sur les réalités latino-américaines. « Le pape est mon frère évêque qui a reçu un charisme pour l'unité. Mais il ne reçoit pas de lumière spéciale du Saint-Esprit pour chaque pays. Il a parlé dans un discours récent à des évêques latino-américains d'une "ligne" populaire qui s'extende par tout un continent. Qui a informé le pape? Lors de son voyage à Fortaleza, il avait pourtant soutenu les évêques... »

L'évêque de Cratons ne cache pas l'admiration qu'il porte aux paysans de son diocèse, à leur « sagesse populaire », à leur « lucidité ». Dom Fragoso est le type du bon pasteur dévoué corps et âme à ses ouailles, qui sont l'image de Dieu. Pour lui importe de passer pour un révolutionnaire pourvu que ses initiatives améliorent le sort tragique de ses diocésains; l'Evangile est libération.

HENRI FESQUET.

## DANS UN DOCUMENT SUR L'ÉCOLE CATHOLIQUE

### Le Saint-Siège juge « inadmissible » un monopole d'État

Correspondance

Rome. - Le Saint-Siège vient de rendre public, le 15 octobre, un long document de quarante pages sur « le laïc, l'école et la foi dans l'école ». Cinq ans après s'être occupé de définir les buts et les finalités de l'école catholique, la Congrégation pour l'éducation catholique vient de préciser l'identité du laïc catholique engagé dans l'école avec des charges éducatives, administratives ou de direction.

Le document part d'une double constatation. D'une part, le rôle croissant joué par le laïc dans le peuple de Dieu, comme en témoignent les deux documents du concile Vatican II qui leur sont consacrés. De l'autre, l'importance de l'école, « qui exerce une fonction irremplaçable ». Et c'est justement ce caractère essentiel de l'école qui amène la Congrégation pour l'éducation catholique à insister sur le fait « qu'il est inadmissible sur le plan des principes qu'existe un monopole de l'école par l'État et que le pluralisme des écoles rend seul possible le respect de l'exercice d'un droit fondamental pour l'homme et sa liberté ».

Dans cette pluralité, l'Eglise offre sa contribution spécifique avec l'école catholique, où l'éducateur témoin de la foi « peut développer sa complète vocation ».

« Le monde actuel », ajoute le document, « avec ses graves problèmes : faim, analphabétisme, exploitation de l'homme, disparité entre les classes, de la vie des personnes et des peuples, agression, violence, croissance défectueuse de la drogue, légalisation de l'avortement et avilissement de la vie humaine, exige que l'éducateur catholique développe en soi et ait en ses élèves une conscience sociale aigüe et une profonde responsabilité civile et politique. »

L'identité de l'éducateur catholique est donc un idéal auquel s'opposent de nombreux obstacles, dont la crise des valeurs morales, l'absence de confiance dans les structures de la société, la contagion de la progressive sécularisation de la société, la perte du sens de l'autorité et l'abus de certaines libertés. Dans ce contexte, l'éducateur catholique doit donc adhérer en priorité aux associations professionnelles catholiques, mais aussi participer aux autres associations afin de fournir sa contribution à l'élaboration d'une politique d'éducation nationale. - M. S.

**FORUM DE L'INVESTISSEMENT ET DU PLACEMENT**

Salon ouvert au public

70 STANDS

**PROT Sciences Eco.**

Documentation sur demande

- Stage intensif 2° session
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

**IPEC** Enseignement supérieur privé

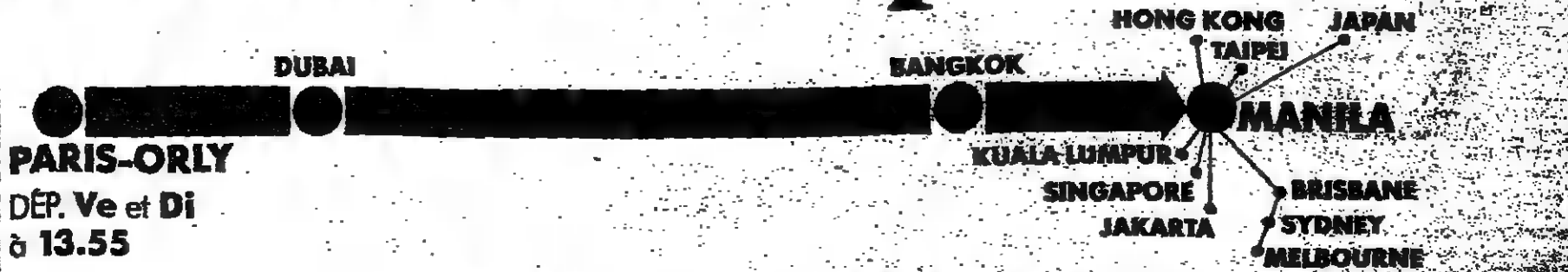
45, bd Saint-Michel, Paris 6

Téléphone : 533.61.22/533.03.71/554.45.57

**FORUM DE L'INVESTISSEMENT ET DU PLACEMENT**

7 DÉBATS

# Premier choix pour l'Asie.



PARIS-ONLY DÉP. Ve et Di à 13.55

**Philippine Airlines** Chez votre Agent de voyages habituel ou réservation : (1) 359.43.21

114, Champs-Élysées, F-75008 Paris.

**OMEGA + 3**

MP ajoute à la garantie OMEGA de 1 an, une garantie supplémentaire de 3 ans sans majoration de prix.

Quartz, précise et ultra-fine

plaqué 1 800 F

acier 1 600 F

**MP**

6, pl. de la Madeleine

91, rue de Rivoli

75001 Paris



## JUSTICE

## POLICE

## FAITS ET JUGEMENTS

### A CONCARNEAU

#### Une expulsion « post mortem »

De notre envoyée spéciale

Concarneau. — L'exécution d'un jugement d'expulsion « permis de découvrir, le 20 octobre, dans une cité H.L.M. de Concarneau (Finistère), les restes d'un homme mort depuis trois ans.

« Ce monsieur était marin, il ne parlait pas beaucoup. C'était un ours, un solitaire. Un jour il a dit ses voisins qu'il partait pour Boulogne car il avait trouvé un... Alors personne s'est étonné de son ab-

Depuis qu'on a découvert la squelette de Guy Martin, marin-pêcheur de Concarneau, dans la salle de bains de son F.2, trois ans après sa mort, la cité de Kerandon et ses deux mille habitants cherchent un « coupable » ou, du moins, une explication. Car, enfin, un homme ne peut pas mourir ainsi dans son appartement, son lit, ses affaires, ses années derrière des volets clos, sans qu'il y ait quelque part des responsabilités.

Cette fois, justement, personne ne peut mettre en cause la fameuse « indifférence des grands ensembles », car tout le monde, depuis des mois, se demandait où M. Martin avait bien pu disparaître.

Mais le facteur, qui bourrait obstinément sa boîte aux lettres, jour après jour, de factures

d'E.D.F. et de lettres recommandées, avait « reçu l'ordre de mettre à la poubelle » et c'est tout. La gardienne avait fait plusieurs enquêtes pour savoir si l'appartement était occupé. Elle avait pris contact avec « les parents éloignés ». Mais elle n'a pas « l'autorisation de pénétrer dans les logements. Il faut avoir recours à la force publique ». L'office d'H.L.M. s'est même « inquiété », mais « il a dû attendre la fin d'une longue procédure avant de reprendre possession des lieux et de faire ouvrir la porte ». Le tribunal de Quimper a appelé M. Martin à la barre au début de l'année 1982... Comme il n'était pas là, un jugement d'expulsion a été rendu. Il a fallu sept mois pour qu'il soit appliqué. Faut-il alors les fonctionnaires qui fonctionnent si bien qu'ils n'ont même pas les noms de leurs administrés ? Non, à Concarneau il n'y a pas de responsable, tout le monde a respecté le règlement. Quant au « drame de l'indifférence », il se prépare, peut-être, sur le même pelier que M. Martin où une petite sanglotie dans la porte qu'elle ne veut pas ouvrir : « La prochaine fois, c'est peut-être moi qui serai morte, et personne ne s'en apercevra. »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Après la nouvelle circulaire de M. Badinter au parquet (le 7 octobre), l'Association professionnelle des magistrats (droite) souligne que « la sévérité envers la grande criminalité a toujours été la règle chez les magistrats et n'a pas de leur être expressément rappelée ». L'A.P.M. s'estime « ravie » qu'on « enlève » la justice des moyens les plus efficaces de lutte contre cette criminalité (suppression de la Cour de sûreté, la peine de mort et des dispositions mettant hors d'état de

recidivistes les plus dangereux). Le communiqué de l'Association « enfin que M. Badinter persiste à ignorer le problème de la délinquance violente contre les personnes et les biens (...) l'origine du climat d'insécurité actuel ».

Mille francs d'amende pour outrage à magistrat. — M. Annie Collin, trente-cinq ans, spécialisée, a été condamnée, le 14 octobre, par le tribunal réctionnel de Strasbourg, à 1 000 francs d'amende, pour « outrage à magistrat et jurés ».

### LE SYNDICAT DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES QUITTE LA FÉDÉRATION AUTONOME.

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Le Syndicat national indépendant des personnels administratifs et techniques de la police nationale (SNIPAT) a annoncé au terme de son conseil d'administration, réuni à Lyon les 20 et 21 octobre, sa décision de quitter la Fédération autonome des syndicats de police (FASP). Le SNIPAT a été acquis par dix-huit voix contre quatre. M. René Desbailly, secrétaire général, a expliqué dans un communiqué les causes de la rupture avec la fédération : « Depuis le congrès fédéral de Rouen en juin 1981, les engagements pris ont été oubliés. Le SNIPAT conclut qu'étant « un apolitisme affirmé », il « ne saurait approuver les déclarations du secrétaire fédéral s'éloignant de l'action syndicale pure ».

La décision du SNIPAT intervient après celle, récente, du Syndicat national des inspecteurs de la Fédération autonome. Le SNIPAT, créé à Marseille en 1951, affirme représenter 60 % de l'ensemble des personnels administratifs et techniques de la police nationale, dont les effectifs sont estimés à quinze mille personnes. — C. R.

**ARCHITECTES BATISSEURS**

Salon de la Maison Individuelle  
Porte Majillot  
du 16 au 24/10/82  
ou Tél. (90) 85.23.24

### L'affaire du Coral: des dénégations

Les avocats de MM. Claude Sigala, Jean-Noël Bardy et Alain Chiapello, les trois personnes écrouées dans l'affaire de meurtre Coral, à Aimagues (Gard) pour « attentat à la pudeur sans violence », ont tenu à préciser, jeudi 21 octobre, qu'aucune photographie pornographique prise au Coral ne figurerait au dossier d'instruction. Ils n'y trouveraient en effet qu'une seule photographie, « caractéristique artistique » montrant de face une fillette nue.

D'autre part, les défenseurs ont affirmé que MM. Sigala et Chiapello n'avaient aucun lien sexuel avec les mineurs. Dans l'état actuel du dossier, l'accusation portait contre eux le reproche qu'ils auraient déclaré à M. Jean-Claude Krief, M. Bardy, qui a reconnu des relations sexuelles avec un pensionnaire du Coral, l'existence de relations thérapeutiques qu'on lui avait prêtées pour l'accomplissement de sa tâche. « C'était tout simplement parce qu'on s'adonnait », a-t-il dit.

Plusieurs commissions rogatoires ont été signées par M. Michel Salzman, juge d'instruction, chargé de l'affaire, et les enquêteurs de la brigade des stupéfiants et du procès-verbal de Paris sont dans les jours à venir à procéder à de nombreuses recherches et vérifications. Ils devront rechercher, dans les publications pornographiques, pour les policiers, les personnes qu'ils possèdent et les témoignages recueillis ne permettent aucun doute sur l'existence d'un réseau de pédophilie et sur l'implication du lieu de vie d'Aimagues. D'autre part, Michel Krief, le frère de Claude, impliqué dans une affaire de chantage — avait voulu monnayer un faux procès-verbal de police — en cause M. René Schärer et un ministre — et qui avait mis sous contrôle judiciaire, était longuement entendu ce jeudi 21 octobre par l'inspection générale des services (I.G.S.).

Les milieux homosexuels par-

siens protestent toujours contre l'incarcération des responsables du Coral.

Le Comité d'urgence anti-répressement homosexuelle aura l'intention d'organiser une manifestation de soutien.

### Les bâtonniers veulent discuter de l'indemnisation des accidents de la circulation

Au nom de la conférence des bâtonniers qui représente les cent quatre-vingts barreaux provinciaux de France, M. Serge Davy, président de l'organisme, a fait connaître, mercredi 21 octobre, par une conférence de presse, la position de ses confrères sur les conclusions de la commission chargée par le ministère sur les conclusions de la commission chargée par le ministère de la justice d'une enquête des questions posées par l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation (le Monde du 15 septembre).

Pour le président de la conférence des bâtonniers, le système de réparation des préjudices matériels et immatériels parait « en l'état actuel l'un des meilleurs du monde ». Mais bien en raison de l'étendue des réparations consenties que les honoraires des indemnités qui sont versées. Dans ces conditions, la conférence des bâtonniers estime que s'il est souhaitable d'améliorer le système, il faut tout d'abord simplifier les règles de la responsabilité, qui sont de la procédure, il serait, en revanche, « tout à fait utopique de céder à la tendance doctrinale d'une réparation automatique de tous les dommages subis, excluant de la faute ».

En revanche, la conférence des bâtonniers consent à la préparation d'un texte qui donnerait force de loi au récent mouvement de jurisprudence par la deuxième chambre de la Cour de cassation, dont un arrêt du 11 juillet (le Monde du 11 juillet) a signifié, pour même en cas de faute vénielle, quand il s'agit de piétons ou cyclistes, la responsabilité de ces derniers ne peut être retenue, même partiellement, si un cas de force majeure n'est pas établi.

M. Davy a ajouté que la position de la conférence des bâtonniers sur ce sujet était aussi celle du barreau de Paris et des représentants des compagnies d'assurances.

### Sévérité accrue en cas de franchissement des « feux rouges »

Le télé suivant a été adressé aux procureurs généraux par la direction des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice :

« Devant l'augmentation des franchissements de feux de circulation « rouge », qui est l'origine de nombreux accidents mortels survenus « agglomération », il est demandé de veiller à ce que l'action publique soit exercée avec fermeté à l'égard des automobilistes qui contrevenaient aux prescriptions de l'article R 9-1 du code de la route.

« Outre les fortes amendes « des feux de suspension du permis de conduire », les amendes requises, le « échec », si l'existence d'un délit est justifiée l'engagement « poursuites correctionnelles », des peines de confiscation du véhicule. Cela dans la perspective de la redéfinition, prochaine, de la part que la justice pénale doit prendre dans l'amélioration de la sécurité de la circulation routière. »

Toussaint : grande affluence. — Les prévisions de circulation pour la période des congés scolaires de la Toussaint (21 octobre au 2 novembre) font apparaître que la situation sera exceptionnellement difficile le lundi 1<sup>er</sup> novembre fait la coïncidence des vacances d'un week-end prolongé avec la fin des congés scolaires. Les congés scolaires débutent le 23 octobre après la Toussaint pour l'ensemble des académies et se terminent le mardi 2 novembre au matin. La Toussaint 1982, un lundi, le nombre des déplacements traditionnels à l'occasion sera à son maximum et viendra accroître les déplacements habituels de fin de semaine du fait du week-end prolongé. Pour l'ensemble de cette période, on estime 5,7 millions le nombre de Français qui prendront la route ; ce chiffre est comparable à celui des départs début août.

**RENAULT 18 TURBO BREAK 125 ch.**  
125 ch (92 kW ISO), 100 km/h (sur circuit) CONSUMATIONS A VITESSE STABILISÉE 62 L/100 km à 90 km/h, 83 L/100 km à 120 km/h, 97 L/100 km à 150 km/h

LA FACE CACHÉE DU TURBO



RENAULT 18

RENAULT elf

مكتبة من الامم



# CARNET

## Réceptions

- L'ambassade d'Autriche  
M. et Mme E. Eiselberg  
ont donné une réception, jeudi  
bre, les salons de leur

## Nécrologie

- Denise et Roger ARRIGNON  
ont le bonheur d'annoncer à leur  
cousin -  
Virginie HAGELAUER,  
septembre 1911,  
Simon-Alexandre ARRIGNON,  
17 octobre 1911,  
petits-enfants.

## Décès

- M. et Mme Emile Trystram, leurs  
enfants et petits-enfants,  
M. et Mme Jean Boudet et leurs enfants,  
les familles Roumens et Bodel,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Marie-Madeleine  
BEDEL-ROUMENS,  
survenue à l'Hôtel-Dieu le 15 octobre  
1982, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.  
Les obsèques auront lieu le mardi  
21 octobre 1982, à 10 heures, à  
15, Quai de Bourbon, 75004 Paris.  
M. et Mme Maurice Deniau, leurs  
grands-parents, Claudette Deniau,  
parents, Catherine et Marianne, ses sœurs,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Florence DENIAU,  
le 14 octobre 1982, à l'âge de vingt  
ans. Les obsèques auront lieu le mardi  
23 octobre 1982, à 10 heures, à  
25, rue Ruhlmann, 75017 Paris.  
35, rue Cotelet, 75007 Paris.

- M. et Mme Jean-Marie Fichoux,  
M. et Mme Frédéric Fichoux,  
ont la douleur de faire part du décès de  
FICHOUX-ROBINET,  
survenue le 21 octobre 1982.  
La cérémonie religieuse sera célébrée  
le 25 octobre 1982, à 9 h 15, en l'église  
Saint-Vigor à Marly-le-Roi.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
21, chemin de l'Aubertier,  
78160 Marly-le-Roi.

(Publicité)  
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE  
23, bd Vint-Bouche, de la Jette, 92, Neuilly  
Téléphone: 747-81-35  
Alain Gauthier  
Centre officiel d'examen - Marine marchande  
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

- Saint-Hilaire-du-Touvet, Lorette,  
Gueugnon, Commercy.  
M. et Mme Bernard Leulliot et leurs  
enfants.  
M. et Mme Guy Leulliot et leur fille,  
M. et Mme François Blondel,  
ont la tristesse d'annoncer le décès, à  
l'âge de soixante-dix-neuf ans, de  
M. Paul LEULLIOT,  
né André Maréchal,  
le 15 octobre 1912 à Pont-  
à-Mousson.  
Les obsèques ont lieu à Pont-  
à-Mousson le 18 octobre 1982.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
6, rue du 11 novembre, 54100  
Pont-à-Mousson.

- On nous prie d'annoncer le décès  
de  
M. Jacques JANVIER,  
agréé de l'Université,  
chevalier dans l'ordre  
des palmes académiques,  
chevalier dans les ordres nationaux  
du Sénégal, du Cameroun, d'Haïti  
et du Rwanda,  
survenue le 18 octobre 1982, dans sa  
cinquante-troisième année.  
(Guedeloupe).  
De la part de:  
M. Laurent Janvier,  
M. Sophie Janvier,  
ses enfants,  
M. et Mme Geneviève Janvier,  
Des familles Janvier, Misset, L'Her  
et Lesli.  
Les obsèques auront lieu le mardi  
23 octobre, à 11 heures, en l'église  
Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard  
du Montparnasse, Paris-6.  
11, rue Massart, 75009 Paris.

- Le président, M. Jean Thévenet, et  
les membres de la Chambre de com-  
merce et d'industrie de Paris.  
Le directeur général de la Chambre  
de commerce et d'industrie de Paris.  
Le directeur, les collaborateurs,  
les professeurs du Centre de perfection-  
nement des affaires,  
Le président de l'Institut des  
anciens élèves du Centre de perfec-  
tionnement des affaires,  
ont le regret de faire part du décès de  
M. Pierre JOLLY,  
ancien directeur général  
de la Chambre de commerce  
et d'industrie de Paris,  
ancien directeur  
du Centre de perfectionnement  
des affaires,  
survenue le 18 octobre 1982, à Paris.

Une messe sera célébrée à sa  
mémoire le samedi 23 octobre, à 11  
heures, au couvent des Dominicains,  
222, rue du Faubourg-Saint-Honoré,  
Paris-8.

- M. Paul Leulliot,  
M. et Mme Bernard Leulliot et leurs  
enfants.  
M. et Mme Guy Leulliot et leur fille,  
M. et Mme François Blondel,  
ont la tristesse d'annoncer le décès, à  
l'âge de soixante-dix-neuf ans, de  
M. Paul LEULLIOT,  
né André Maréchal,  
le 15 octobre 1912 à Pont-  
à-Mousson.  
Les obsèques ont lieu à Pont-  
à-Mousson le 18 octobre 1982.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
6, rue du 11 novembre, 54100  
Pont-à-Mousson.

- Nous apprenons le décès, survenue  
le 14 octobre à Paris, du  
professeur Louis ROUGIER.  
Né le 10 avril 1899 à Lyon, agrégé, docteur  
en lettres, Louis Rougier avait commencé sa car-  
rière universitaire à Besançon (1924-1930). En  
octobre 1940, le professeur Rougier fut chargé  
par le ministère de l'Éducation nationale de  
Londres où il prit contact avec Winston Chan-  
celler. Il en rapporta, affirmant, la signature d'un  
« accord secret » ou d'un « protocole d'accord ».  
La réalité de ce document fut vivement contesta-  
tée. Il donna lieu à de vives polémiques et à plu-  
sieurs procès après guerre. Louis Rougier fut, de  
1941 à 1943, professeur associé à la New  
School for Social Research de New-York. Il fut  
professeur honoraire à la faculté des lettres de  
Caen après y avoir été titulaire de la chaire de  
philosophie des sciences.  
Historien, enseignant, spécialiste de la sociolo-  
gie et du théâtre, Louis Rougier était aussi  
connu comme l'un des plus anciens repré-  
sentants en France de la philosophie néo-  
scholastique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages  
au nombre desquels: « Les Partisanes du  
nationalisme » (1920), « La Sociologie et la  
Théologie » (1925), « La Mystique démocra-  
tique » (1929), « Les Mythes économiques »  
(1938), « Mission sociale et la Langue » (1940),  
« La Métaphysique et la Langue » (1960), « La  
Génèse des dogmes chrétiens » (1973), etc. Il a  
aussé publié de nombreux articles et était mem-  
bre du comité de patronage de la revue trimes-  
trière « Nouvelle École », dirigée par M. André  
de Benoist, directeur du courant de pensée de  
la nouvelle droite.

- M. et Mme Jean Poirier,  
Les docteurs André et Joëlle Boud,  
François et Claire,  
Jean-Marc, son frère,  
Colette et Michel,  
Henri et Isabelle,  
Et Luc.  
Le Chevigny, 15, rue Molibre  
(78130).  
Un grand merci à tous ceux qui  
l'ont aidé sa vie.

- M. et Mme Marc PONCIN, Louis  
et François, ses parents et frères,  
M. et Mme Jacques Poncin,  
Le docteur et M. Raymond Foisy,  
ses grands-parents,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Dien de  
GUILLEMETTE,  
le 17 octobre 1982, dans sa troisième  
année.  
L'inhumation a eu lieu le 20 octobre  
dans l'intimité familiale.  
Ils remercient tous ceux qui s'as-  
socient à leur peine.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions de  
« Carnet du Monde », sont priés  
de joindre à leur envoi de texte  
une des dernières bandes pour  
justifier de cette qualité.

- Le bureau exécutif  
Le comité directeur.  
Et les organisations membres  
Conseil représentatif des Juifs de France (CRIF),  
ont la douleur de faire part du décès de  
leur président,  
M. Alain de ROTHSCHILD,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
président  
du Consistoire central israélite  
de France.  
Un office religieux sera célébré à sa  
mémoire le mardi 26 octobre, à 17 h 30,  
à la grande synagogue, 44, rue de la Vic-  
toire, 75009 Paris.  
(Le Monde du 20 octobre.)

- Nous apprenons le décès, survenue  
le 14 octobre à Paris, du  
professeur Louis ROUGIER.  
Né le 10 avril 1899 à Lyon, agrégé, docteur  
en lettres, Louis Rougier avait commencé sa car-  
rière universitaire à Besançon (1924-1930). En  
octobre 1940, le professeur Rougier fut chargé  
par le ministère de l'Éducation nationale de  
Londres où il prit contact avec Winston Chan-  
celler. Il en rapporta, affirmant, la signature d'un  
« accord secret » ou d'un « protocole d'accord ».  
La réalité de ce document fut vivement contesta-  
tée. Il donna lieu à de vives polémiques et à plu-  
sieurs procès après guerre. Louis Rougier fut, de  
1941 à 1943, professeur associé à la New  
School for Social Research de New-York. Il fut  
professeur honoraire à la faculté des lettres de  
Caen après y avoir été titulaire de la chaire de  
philosophie des sciences.  
Historien, enseignant, spécialiste de la sociolo-  
gie et du théâtre, Louis Rougier était aussi  
connu comme l'un des plus anciens repré-  
sentants en France de la philosophie néo-  
scholastique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages  
au nombre desquels: « Les Partisanes du  
nationalisme » (1920), « La Sociologie et la  
Théologie » (1925), « La Mystique démocra-  
tique » (1929), « Les Mythes économiques »  
(1938), « Mission sociale et la Langue » (1940),  
« La Métaphysique et la Langue » (1960), « La  
Génèse des dogmes chrétiens » (1973), etc. Il a  
aussé publié de nombreux articles et était mem-  
bre du comité de patronage de la revue trimes-  
trière « Nouvelle École », dirigée par M. André  
de Benoist, directeur du courant de pensée de  
la nouvelle droite.

- M. Pierre Sénéchal,  
M. et Mme Bernard Leulliot-Latun,  
M. et Mme Anne Sénéchal,  
M. et Mme Pierre, Catherine, Isabelle  
Leulliot-Latun.  
Le docteur et M. Jean Sénéchal et  
leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de  
Dien de

M. Pierre  
SÉNÉCHAL-DESMONS,  
leur épouse, mère, grand-mère et belle-  
sœur, décédée, munie des sacrements de  
l'Église, le 12 octobre 1982.  
La cérémonie religieuse, suivie de  
l'inhumation, a eu lieu au cimetière de  
Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais), le  
vendredi 15 octobre 1982.  
129, boulevard du Montparnasse,  
75006 Paris.

## Remerciements

- Le docteur Langevin-Droguet et  
sa famille remercient toutes les per-  
sonnes qui leur ont témoigné leur sym-  
pathie et leur amitié lors du décès du  
docteur Paul DROGUET.

## Masses anniversaires

- La messe des artistes sera célébrée  
à la mémoire de  
Sanson FRANÇOIS,  
le dimanche 24 octobre, à 11 h 45, en  
l'église Saint-Jacques, 256, rue  
Honoré, Paris-1<sup>er</sup>, pour le  
anniversaire de sa mort.

- La famille et les amis de  
Bernard GAVOTY  
qui s'uniront d'intention aux  
messes célébrées le dimanche  
24 octobre, jour anniversaire de son  
décès.

## Communications diverses

- Une cérémonie contre le  
antisémitisme aura lieu le dimanche  
24 octobre, à 10 h 30, organisée par  
des anciens déportés juifs de France,  
devant le Mémorial du souvenir de  
Drancy.

## Soutenances de thèses

### DOCTORAT D'ÉTAT

- Université Paris-II, mercredi  
27 octobre, à 17 h 30, M. Mohamed  
Hassouna: « Ouvertures  
interdisciplinaires sur le champ islamique ».

- Université Paris-V (René-  
Descartes), mercredi 27 octobre, à  
14 heures, salle Louis-Lard, M. Nou-  
reddine Toualbi: « Acculturation,  
confins de valeurs et utilisation des rites  
en Algérie: contribution psychologique  
à la théorie du changement social ».

- Ecole des hautes études en sciences  
sociales, mercredi 27 octobre, à  
18 heures, salle n° 1, M. Paul N'De:  
« La violence en Afrique ».

- Université Paris-III, mercredi  
27 octobre, à 14 h 30, salle des commu-  
nications, M. François Sicard: « La res-  
ponsabilité civile des dirigeants sociaux  
pour faute de gestion ».

## ROBLOT S.A.

522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

## APPRENEZ LA GRAPHOLOGIE

### (COURS PRATIQUE EN 15 LEÇONS)

La GRAPHOLOGIE est devenue une science exacte indis-  
pensable pour la connaissance et la communication.

Le développement des travaux de FREUD, ADLER, JUNG  
sur la caractérisation, les progrès de la psychologie appli-  
quée dans le domaine de la psychotechnique et des tests  
se retrouvent dans ce livre.

Rédigé par Madame BEAUCHATAUD et préfacé par Mon-  
sieur DELAMAIN, président de la Société de Graphologie,  
cet ouvrage (7<sup>e</sup> édition) met cette science à la portée de  
tous. Il rend nombreux services, évitant bien des  
erreurs, car L'ÉCRITURE NE MENT PAS.

UN VOLUME 114x210 PAGES DONT UN CAHIER DE 27 MODÈLES  
D'ÉCRITURE RELATIFS AU TEXTE.

571 francs 85f

NOTICE ILLUSTRÉE SUR DEMANDE

En librairie et chez l'ÉDITEUR GUY LE PRAT  
5, rue des Grands Augustins - 75005 PARIS

# terres d'aventure

## Le voyage à pied

### RANDONNEES ET TREKKINGS.

FRANCE - SAHARA - MAROC -  
LAPONIE - CARPATES - ISLANDE -  
U.S.A. - THAÏLANDE - MALI - PEROU  
- BOLIVIE - LADDAKH - NEPAL -  
TANZANIE - GRECE - CRETE -  
PAKISTAN - INDONESIE -  
RAJASTHAN - ALASKA.  
SKI de fond en FRANCE, LAPONIE,  
ISLANDE, SPITZBERG.

Veuillez me faire parvenir  
votre brochure gratuite  
TERRES D'AVENTURE

Nom

Prénom

Adresse complète

### VOYAGES AU SAHARA.

#### HIVERS 82 - PRINTEMPS-ETE 83

Expériences sahariennes à pied  
dans le Tassili du Hoggar:

- TAGRERA : 15 jours - 8450 F
- EL GHESSOUR : 10 jours - 7150 F
- TAGRERA + EL GHESSOUR :  
9 jours - 9600 F
- TASSILI DU HOGGAR :  
10 jours - 7950 F

#### MEHAREE DANS LE TASSILI DES AJJERS : 14-jours - 8650 F

#### LES PEINTURES DU TASSILI DES AJJERS : 11-jours - 8450 F

#### CIRCUIT SPECIAL TADRART : 13-jours - 9000 F

#### NIGER AIR TENERE : 45-jours-12000 F

#### TREKKINGS DANS LE HOGGAR : 15-jours - 7000 F

## terres d'aventure

5, rue Saint-Victor - 75005 Paris  
Tél. : 329.94.50



**Pour  
que vive  
le cirque**

O N avait pleuré sur fond de lamento : « Le cirque se meurt, le cirque est mort. » Ou encore, comme le lançait de façon plus cavalière Sampson Bouglione en personne : « On a dit qu'il venait du cheval, mais il va finir dans le brotton ! »

Le colloque national Cirque et collectivités locales (1) partait d'un constat déprimant. En vrac, après la royauté de jadis : désaffection du public, baisse de la qualité, désinformation — la presse, quasi muette sur ce multipotentialité, n'avait pas beaucoup servi le point de vue des collectivités locales, trop souvent délaissées avec trop de municipalités et de partitions de grands chapiteaux jadis prestigieux, multiplication de pseudo-cirques et de « grandes attractions » annoncées et toujours à disposition d'« investisseurs » entre eux, quête, une vente de nougats et un radio-croquet... Bref, la crise depuis plus de dix

ans et l'amertume des enfants  
de la balle, rejetés, menacés de  
devenir des enfants perdus.

Et pourtant, au-delà de nombre d'enquêtes et de rapports moroses — mais ce nombre n'était-il pas déjà surprenant ? — un espoir paraissait s'embusquer derrière les murs du M.C.P. de Valenciennes : l'apaisement des esprits officiels par la mise en scène d'un spectacle intitulé « la légende biennaise du cirque français II » avait d'abord le fait même de cette assemblée insolite. Avant-on jamais vu... échoyer et « colloquer » les maîtres ou représentants officiels dans une simple ville de France, de l'école de Marseille, du cap d'Agde à Nancy, Reims, Reims ou Paris... et les directeurs des grands, moyens ou petits cirques, entourés d'amis constitués en associations, d'animateurs culturels venus des quatre coins du monde, se réunir pour discuter, envoyer des messages à l'intérieur, du temps libre et de la culture ?

On voyait en chair et en couleur, on dirait dans les pages de Jérôme Kerviel et Jean Fonteneau — le président des maires de France, — Albert Ranoy et M. Abbraché — directeur des théâtres et spectacles au ministère de la culture, — le fameux chanteur Gilbert Bouche et M. Duparillon, du cabinet de Jack Lang, et encore, à côté de Rodolphe Fesce — député et maire de Valence — et l'apporteur de l'édifice de la culture, les derniers des et les plus vieux routiers du voyage: Alexis Gréva, la blonde Danièle Schaefer du Cirque de Paris, la passionnée Lydia Zarate, et Pléandre, et Jean Richard, Morilles, Regassani, P'toche, Arizona, Méreno, Reno, Pauwels, et la suite.

Le premier chapitre est un événement « historique ». Le mot est déjà, confirmé par un message personnel du

ministre de la culture : « **é**videmment, puisque **l**a première fois ceux qui **g**èrent **l**es cirques **q**ui **s**ont **e**n France sont réunis pour débattre **d**e **l**es problèmes communs **a**fin **d**e nos places **e**t nos champs de foire trouver **l**eur vie et leur animation, **e**t la joie des enfants et des adultes soit sauvegardée. **E**n quelques **l**ignes dire le fond du sujet sur lequel deux cents participants allaient **a** plancher **e**n commissions.

Parmi les plus sceptiques des grands dirigeants on percevait déjà l'émotion et la honte. Comment ? Au sein même des difficultés du pays, entre les urgences et les priorités vitales on voulait bien se pencher — ministres, élus, amis connus et inconnus — sur les problèmes des handicapés. Pourquoi cette délicate mobilisation d'efforts pour que d'autres pourraient trouver futile ? Il n'a pas manqué de déclarations et de lettres, un peu gros pour l'espérance : « patrie, nation, intégrité, territoire, République, domaine de la culture d'un tel peuple... » d'un air si sûr, court — qui n'aurait jamais dû en être écarté, etc., etc.

que nullement. Mais ces films ne marquaient-elles pas surtout, le début d'un renouveau de tendance dans le public ?

Le vieux mot de « magie », si galvaudé, n'est pas la piste et le chapitre, n'est-U une jeunesse quand on **magique** les **magiciens** « petite lucarne magique » ? Une autre génération, nullement fasciné de la télévision, n'aspire-t-elle pas à quitter son faténel de consommateur solitaire pour retrouver, en commun, en foule, la fête à quoi on participe ? Et alors, qui peut offrir aux **magiciens** cinq cents musiques ambiantes, odeurs, appels des clowns, dialogues, **magiciens** qu'aucun écran ne flûtre, travail, effort, risque sans « effets spéciaux » dévalés, promesses inaccomplies à révéler, ou, au contraire, qu'on **magique** ensuite, **magiciens** en **magiciens**, jeunes et moins jeunes... La fête, quoi !

Ce mouvement de ressemblance est parfaitement ressenti par les élus des collectivités locales, les maires, les municipalités qui ont une conscience de ce qu'est un territoire, de leurs expériences, de leurs traditions. Léo-Legrange et moi-même sommes allés à deux reprises dans la Drôme, à l'initiative de Reims ou à Besançon, à l'occasion des derniers « cirques en dur » de France, notamment à Héméricourt-Chir (Basse-Normandie), dans les Ardennes et entre autres lieux, où à part nous la participation en multiples personnes est plus souvent s'appuyant sur l'installation prolongée d'un petit cirque de qualité : découverte des gens du voyage, de leurs travaux et de leur vie. Premiers pas des gens du pays sur la piste – en funambule, en jonglerie, clown – à l'occasion de ces spectacles, films et livres, mais aussi des gens du pays du Havre – eux aussi – passés par la commune, pour le spectacle.

Il est comme l'animation  
dans la rue ou en milieu scolaire.  
Il est rapporté des films

méconnues, au cours de ce colloque ? **P**eu chaleureuses, enthousiastes, révélant plus que des potentialités, une attente. Et plus d'imagination que l'on n'en imagine, face à mille problèmes — pas toujours résolus. hélas !

**P**ourquoi les arts du cirque ? Ceux qui disparaissent, croquant sous les frais et les charges, les scléroses parfois les **a**rtistes ? Quoi de positif pour eux, dans la mesure même où leurs structures leur interdiraient de s'éparpiller dans les autres ? Ils ont peut-être un peu moins de charge à porter au sein haïti.

Satisfaites toujours — la qualité et le prestige des « arts du cirque ». Il se trouve, cent expériences faites par **eux-mêmes**, chapiteaux ou remplissant d'aulieu ailleurs que les **atmosphères** les précédées. Non plus concurrence, mais complémentarité entre « petits » et « grands ». Pour en arriver là, pour faire le tour du grain et de l'ivraie, d'un côté comme de l'autre, pour écarter de mauvaises habitudes « spectaculaires », au contraire de crises nouvelles, d'écroulements rires et routiniers.

Coup de chemin resté faire : commencer sans trop diriger, plutôt sans étouffer, aider sans assister, orienter sans arbitrer.

## La grande fête

On a parié calendriers de tournées, labels — à décerner par qui ? — écoles régionales ou nationales... On a dû faire bien ordonner un peu et l'on veut qu'on s'occupe et aille de l'avant. On a aussi parlé de cratères, des compléments des ambigüités. Dans ce milieu à la fois fragile et fécond, trop d'ordre et de règlements ne risquent-ils pas de nuire à la spontanéité de ce monde spécifique, l'un des rares refuges de la liberté et de la certitude dans notre époque programmée ?

On a cité certains cirques itinérants très officiels. Le tout est en perfection, mais d'un côté, il y a des spectacles de super-spectacles à la mode, mais la fête, hélas ! n'y surgit pas. Certes, nous n'en sommes pas là — loin de là ! — mais il y a une opposition entre les spectacles de cirque et les spectacles de cirque. On s'oppose à ce qu'il y ait un cirque pour que l'on puisse naviguer pour que l'on puisse en France, la grande, l'irremplaçable du cirque.

— et les bonnes volontés, et les  
— sur cette voie le colloque de  
« historique ».

**JEAN RAMBAUD.**

■ Colloque Cirque ■ collecti-  
vité locales. ■ 10 et 11 octobre,  
à la M.J.C. de Valence. Organisé par  
l'Association des maires de France,  
présidée ■ M. Alain Pober, à l'ini-  
tiative ■ M. ■ Pesce, dé-  
puté ■ de la culture à l'Assem-  
blée ■ expositions d'af-  
faires ■ une  
■ le chapiteau du cirque  
■ accompagné ■ colloque.

**- NON-VOYANTS -**  
*Un sentier  
au bout des doigts*

**D**ÉPUIS un an, plus de  
100 000 non-voyants  
peuvent aller à l'école  
par téléphone. Un service  
tannique spécialement  
leur intention a été mis  
Soins-et-Merne, à l'Institut  
l'Agence des personnes  
la région Île-de-France  
l'ONF, assure des soins.  
L'homme qui serpente sur un ki-  
lomètre à travers le petit bois de  
Bréville, près de Melun  
(Seine-et-Marne), ressemble à un  
serpent. Mais c'est un homme  
maîtrisable, pour une attitude  
rangée, le travail permet aux  
aveugles de ne pas quitter les  
parcours. Le serpent, qui se  
meut sur le sol comme un  
qu'il s'agit de la passerelle. A  
vingt-deux reprises, le serpent  
et l'homme à l'aise dans les  
un parcours explicatif qui  
œuvre on trouve les caracté-  
ristiques d'une espèce végétale.  
Malgré la large piste, les  
rallé à leur destination. L'homme  
de sentir, les non-voyants  
sont rarement  
Le service consiste l'un  
Instituteurs de la réalisation,  
M. Jean-François Villam, un  
à l'ONF. « Il n'est pas

# L'Etat entre en piste

culture avait fait savoir par  
avance qu'il les prendrait en  
considération.

D'abord, le contrat : le cirque est en mutation. Le passage d'une société familiale à une société technique est difficile, mais possible. Les professionnels doivent prendre conscience de

[illegible]

au cirque des enfants (Paris) que les autres arts, ouverte aux enfants, mais à tous. Des centres doivent être créés en faveur de la région, du département, de la commune pour le spectacle comme pour l'animation, l'information, la formation.

### Une maison-pilote

« Enfin, dans le rapport de synthèse, quelle que soit la politique mise en œuvre par les entreprises, il faut tenir compte des investissements, d'éducation populaire et la vie associative. Le cirque ne pourra être utile qu'à ces conditions :

« 1) L'Etat ne peut jouer réellement son rôle, celui-ci est triple : la réflexion, la proposition et la mise en œuvre financière. Si un effort considérable n'est pas fait dans les mois qui viennent, qui précéderont le déclin du cirque risque d'être irrémédiable. Il faut alors agir vite, tout en menant la concertation indispensable ;

2) Les professionnels du secteur doivent faire un effort d'adaptation, de rénovation, de mise à jour, de la spécificité de leur profession et les difficultés actuelles, ils doivent faire un effort de cohésion, pour faire des propositions aux pouvoirs publics.

« Les moyens d'information, les médias, devraient prendre en compte le cirque. Ils ont en retard lorsqu'un accident intervient. Ceux-ci, aussi en ce temps de la télévision, en particulier de la télévision régionale — que de la région ou parée, peuvent jouer un rôle décisif et surtout promouvoir le cirque. »

part, M. Abi-  
ched, directeur  
des spectacles, a fait  
participer les  
participants à l'in-  
terprétation de la  
culture du monde  
circus, qui est une  
toute profession,  
d'une culture  
— J. R.

**FLORIDE  
USA**

**AVEC**

**GEOTOURS  
AMERICA**

**PARTICIPEZ A LA NOUVELLE  
« AVENTURE » DE**

**WALT DISNEY WORLD  
L'EPICOT CENTER**

**CENTRE D'EXPERIMENTATION  
DES TECHNIQUES DU FUTUR  
INAUGURE LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1982**

- 8 dates de départs
- Places limitées

**Demandez la brochure :**  
**« GEOTOURS AMERICA SPECIAL EPICOT »**  
**& GEOTOURS : 233, rue de la Convention,**  
**75015 Paris. Tél. : 533.71.78**  
**ou à votre Agence de voyage**

**Le 1339**

**SKIEZ TOUT COMPRIS**  
**LA PLAGNE**  
1 semaine à partir de  
**1700 F**



**nouvelles frontières**

87, rue Violet 75015 Paris 670 65 40  
13, rue du Pré-Sacré 35000 Rennes 79 61 13

**EGYPTE**

**SAPHIR**

**GEOTOURS**

**LA HAUTE GAMME DES  
CROISIÈRES SUR LE NIL**

- 9 croisières différentes de 9, 12, 14 et 16 jours
- Avec guide conférencier
- Petits groupes
- Service personnalisé
- Nombreux  de départs
- Des circuits terrestres
- Séjour village club au bord de la  Rouge.

Demandez la brochure **GEOTOURS-EGYPTE** à :

**GEOTOURS : 233, rue de la Convention,  
75015 Paris, Tél. : 01.47.71.71.71**  
ou à votre Agence de voyage



Lic. 1309

55 نماذج الامتحان











# DEMAIN

**L'**HIVER dernier a vu un tel développement de la consommation « neige » que les Français, certes, ont été partis plus nombreux que jamais : quatre millions, quatre millions mille skieurs. Cependant, et pour la première fois en hiver, les skieurs ont dû débourser. Tous les professionnels s'accordent à dire que les taux de consommation rapide appartiennent au passé.

Mais la consommation continuera, et c'est pourquoi, dans

une conjoncture « honnête, mais sans plus », les promoteurs sortent de leurs carapaces les projets impressionnants de construction et d'équipement de la montagne. On ne s'occupe plus des projets concernant l'avenir la région capitale de ski français : l'Alsace et Tarentaise. On ne s'occupe plus non plus que les promoteurs, dans Claude Francillon, notre correspondant à Grenoble, de propositions, figurent parmi les plus controversées du monde montagnard, les noms de MM. Schneebelen et Godino

continuent à faire frémir les défenseurs du patrimoine

Une nouveauté de la saison 1982-1983 fera faire la grimace à tous les amoureux de l'or blanc. Les tarifs, les forfaits, les loyers, les prix et autres « tout compris » pourront s'avérer inexacts. Compte tenu du blocage des prix et de la sortie progressive de ce régime prévu par le gouvernement le 1<sup>er</sup> novembre, tous les catalogues et toutes les brochures risquent de retrouver caducs en l'espace de

## ARGENTINE : des planches sur la Cordillère

UNE des principales spécialités de San-Carlos-de-Bariloche est déjà perceptible du hublot du Boeing. Un arc-en-ciel descend ses couleurs sur le plateau au pied de la cordillère. Nous voilà dans ce paradis naturel du nord de la Patagonie, à deux heures trente de vol de Buenos-Aires, l'autre capitale du Pampa.

San-Carlos-de-Bariloche, petite ville de cinquante mille habitants, est le plus important centre touristique et sportif d'hiver de l'Amérique du Sud. Jusqu'à ce que la neige ne tombe, les skieurs

octobre, les pistes de la Cordillère Catedral — une montagne équipée jusqu'à un peu plus de 2 000 mètres d'altitude — ont été très fréquentées. Contrairement aux autres stations, en effet, la guerre de Malvinas.

Chaque week-end du juillet et août, les skieurs ont dû aller à l'aéroport. La clientèle argentine recrutée dans les sphères aisées de la société est venue oublier pour un temps ses iles perdues, mais surtout un taux de change très favorable a provoqué une formidable affluence de Brésiliens et d'Uruguayens. Pour le simple plaisir de toucher la neige.

« Nous retrouvons l'ambiance du début du ski européen », explique Jacques Pitta, trente-huit ans, originaire de Val-d'Isère, installé à San-Carlos depuis une dizaine d'années et responsable d'un des deux domaines skiables de la station après avoir été entraîneur de l'équipe d'Argentine.

Un skieur d'origine suisse trouve à s'amuser sur une « neige » homologuée par la Fédération internationale de ski et longue de 2 500 mètres, où l'on a enregistré un temps de passage de 107 km/h. Quatorze téléskis et huit télésièges, sans compter une télécabine, conduisent les skieurs

sur les différents points de la montagne.

Augmentant régulièrement les capacités d'accueil, portées aujourd'hui à dix-huit mille lits, San-Carlos-de-Bariloche a lancé un mouvement de construction de plus en plus grande taille. On en compte aujourd'hui 3 000 kilomètres de pistes, et, sur la face argentine, c'est l'été, mais toutes ces réalisations, récentes pour la plupart, ont permis l'organisation du tourisme de ski est en marche.

L'ouverture en juin 1983 de la station Valle-de-Los-Lagos, à

400 kilomètres de Mendoza et à 1 180 de Buenos-Aires, annonce une exploitation de l'or blanc à plus vaste échelle. Une société française, les Grands Travaux de Mendoza, détient 25 % du capital dans l'opération. On lui doit déjà Super-Dévoluy, dans les Alpes. « C'est pour nous un peu d'argent placé à très long terme », explique M. Louis-Sébastien Fournier, responsable de la société. « Nous savons que le développement sera lent, mais les possibilités sont énormes, car nous possédons à Los-Lagos un domaine de 11 millions d'hectares. »

Sept millions et demi de dollars auront été investis pour ouvrir ce centre de sports d'hiver. Pour quels résultats ? « Je ne me prononce pas sur l'avenir », répond M. Fournier, mais je suis sûr que l'évolution sera favorable. A quelle vitesse ? Telle la question est là. »

Même si leurs propositions sont encore très modestes, les Argentins se préoccupent désormais de faire savoir à la clientèle européenne que, par le jeu des hémisphères, il est possible de pratiquer un authentique ski hivernal en plein été.

L'imposant et grandiose espace skiable fournit une avenue particulière à la place. Ainsi à San-Carlos-de-Bariloche, Des vestants du Cero Catedral, la vue plonge directement dans le fabuleux lac Nahuel-Huapi. Fabuleux et immense : 547 kilomètres carrés. Le joyau d'un parc national où foisonnent cerfs, sangliers et pumas. Lève-t-on le nez que la vue d'un condor attire le regard.

Un éden pour Jacques Pitta. Il a vu un tel choc qu'il n'a jamais songé à se réinstaller à Val-d'Isère. Les panoramas d'ici sont incomparables. Il y a de l'avenir pour le ski hors piste, que les Argentins ne connaissent pas bien, explique-t-il avec conviction. Et la qualité de la neige ? « Il nous arrive d'avoir de la poudre, mais ça ne dure pas longtemps. La neige est plutôt humide, car le soleil tape fort assez rapidement dans la région. »

LIBERT TARRAGO.

\* Remarque : Aéroports Argentins, 71, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 339-09-04.

## REMONTÉES MÉCANIQUES

### Tout bon pour les skieurs

Pour les skieurs, la profession a poursuivi ses efforts en matière d'investissement. Depuis quatre ans, c'est un quart d'affaires qui leur est consacré. 1982 ne devrait démentir la tendance : 1,8 milliard de chiffre d'affaires pour plus de 100 millions de dépenses d'équipement.

Quelle est la source de ces innovations et font-elles sentir ? On assiste tout d'abord à un renouveau du téléski, par exemple aux Aros, à La Clusaz et à Val-Thorens. La neige au téléski qui l'emporte, de plus en plus, est le téléski à câble. Il est plus sûr et évite les oscillations entre les câbles. Autre amélioration : l'arrivée des canons à neige qui, à Merlette, à Villars-de-Lans et au col de Bonhomme, notamment, évitent les sautes d'humidité. Le météo ne prévient de neige les vacanciers.

Enfin, on s'achemine vers une informatisation plus poussée de la gestion, un contrôle électronique renforcé, et, cela,

deux raisons : réprimer une fraude qui coûte de 3 % à 5 % du chiffre d'affaires, mieux connaître la provenance des recettes pour les affecter aux divers exploitants qui participent à la gestion du réseau d'une station.

L'avenir se présente sous des auspices moins favorables. « Nous ne nous sentons pas trop soulagés », dit M. Jean-Charles Simiani, secrétaire général du Syndicat national des téléphériques et téléskis de France (S.N.T.F.). Mais nous nous interrogeons sur une limitation des dépenses des skieurs qui pourraient être le nombre et le montant de leurs forfaits de remontées mécaniques. Un coup d'arrêt nous gênerait beaucoup, car les exploitants se sont endettés pour réaliser de nouveaux équipements. Le taux d'endettement, dépassant 16 %, ne peut supporter une hausse de 18,1 % de charges grâce à des augmen-

tations après la fin du blocage des prix. Malheureusement, les pouvoirs publics, soucieux de modérer l'inflation, n'ont pas pu caser les téléskis. Le projet d'autoriser une hausse de 7 % jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre et permettrait de prélever le rajouter 2 % dans certains cas. 9 % de hausse entre les téléskis et les remontées mécaniques, et nous adhérons, entreprises publiques ou exploitants privés, à l'endettement.

« noter, enfin, que la sécurité ne s'améliore pas. Selon les statistiques du S.N.T.F., les remontées mécaniques, au cours de la saison 1981-1982, ont enregistré 200 accidents, dont 100 blessés graves et 100 blessés légers. La saison 1982-1983 a enregistré 132 accidents, dont 100 blessés graves et 100 blessés légers. »

ALAIN FAUJAS.

## De découvertes en découvertes.



Une trop courte traversée.

— Aller en Angleterre avec l'auto ! On en rêvait depuis longtemps. Grise perspective. Notre attente fut beaucoup plus que récompensée. Cette trop brève traversée sentit bon les vacances.

Sur le pont, l'air vif rosisait les joues de maman. Papa semblait apprécier, très apprécier son teint. Ils ont beaucoup ri ensemble. Le car ferry leur réussissait.

En bas, dans le garage géant du ferry géant, notre bonne auto attendait les routes anglaises.

J'ai passé la traversée à courir et regarder partout. J'ai vu de belles boutiques. Une petite banque nous a donné des vrais billets anglais. Avec la monnaie qui sourit dessus. J'ai vu des trucs anglais. Des plats très amusants. Je ne savais plus où donner de la tête.

Félicités, on nous demanda de repasser l'auto. Le ferry géant touchait déjà la côte anglaise. La traversée s'achevait. Soixante-quinze minutes d'amusement. Un bon temps passe vite. Les récréations sont toujours trop courtes. Pour la première fois, je venais de me divertir en me distrayant. Autre découverte.

**TOWNSEND THORSEN**  
European Ferries



La traversée la plus rapide en car ferry : Calais-Douvres en 15 min. 50 traversées par jour, 5 routes au départ de Calais, Cherbourg et Le Havre, dont une vers Fécamp pour l'écoupe. Voir carte.

Toute l'année 30% de réduction sur minimum de 2 jours 1/2 en Grande Bretagne. Jusqu'à 25% pour 5 jours.

Tarifs dégressifs suivant les mois, les jours et les heures de traversée.

## 50.000 LOCATIONS

catalogue ALLO VACANCES FNAM avec des photos et des prix. Le n° 4. 18 francs. Remboursable à votre location.

\* Remarque : Aéroports Argentins, 71, Champs-Élysées, Paris 8<sup>e</sup>, Tél. : 339-09-04.

## POUR 195.000 F\* ACHETEZ A TIGNES

### PLUTÔT QUA... TRIFOUILLES LES SKIS

195.000 F au lieu de 263.000 F un appartement à Tignes. C'est aujourd'hui possible grâce à la formule exclusive de Pierre et Vacances ! Pour savoir comment renvoyez-nous vite ce coupon-réponse.

\* Studio 4 personnes avec coin nuit séparé. Résidence le Home-Club 3<sup>e</sup> niveau, + mobilier 16.000 F HT. Formule garantie jusqu'au 31.12.82.



Pierre et Vacances 34 Avenue Marceau, 75008 Paris, Tél. 739.70.87.



## LA NEIGE

l'ignorance où les professionnels se sont trouvés des intentions officielles en matière de prix.

Une seule chose est sûre, ceux-ci ne baisseront pas. Il faudra compter pour une famille de quatre personnes, dont deux enfants de moins de douze ans, de 7 000 F à 11 000 F pour sept jours de ski tout compris selon la formule de la station retenue : location d'un studio ou demi-pension dans un hôtel, déplacement en voiture ou en train, cours col-

lectif ou leçon particulière, location d'un matériel haut de gamme, station d'altitude ou station-village.

Il se confirme d'ailleurs que l'éventail des possibilités s'élargit d'année en année, permettant à chacun de découvrir « sa » neige : le ski de piste, l'hôtel trois étoiles, la cité des cimes, la piste noire, les Alpes et le mois de février ne sont plus des ingrédients obligés pour profiter d'un fond d'enneigement de sports d'hiver.

Le 4<sup>e</sup> Salon « Neige et montagne » qui s'ouvrira le 22 octo-

bre, à la Porte de Versailles, à Paris, est une excellente occasion de dénicher de bonnes affaires et de plaisirs différents qui s'appellent : Pyrénées, raid à ski de fond dans le Jura, gîte à la ferme dans une petite station de la Lozère, pistes rouges du Queyras.

Sans oublier que le meilleur mois, le mois où l'on trouve réunis, de façon optimale, le soleil, la neige, le calme et les prix est le mois de mars. — A. F.

## Maurienne et Tarentaise : le grand retour des promoteurs

Après les années de folle conquête des pentes et des cimes des Alpes, vaincues par de puissants réseaux de remontées mécaniques et des promoteurs immobiliers entreprenants, on pensait généralement que la montagne allait enfin pouvoir digérer les aménagements des années 70. C'était méconnaître l'appétit de développement d'un grand nombre de municipalités et le génie inventif des promoteurs spécialisés dans l'aménagement de la montagne et des constructeurs de remontées mécaniques.

Résidé jusqu'à présent à l'écart du processus d'aménagement intensif de la montagne tel qu'il fut conduit au cours des quinze dernières années dans la vallée de la Tarentaise, la vallée de la Maurienne, qui ne dispose aujourd'hui que de trente mille lits touristiques contre près de deux cent mille pour la Tarentaise, tente à son tour de mettre en valeur ses propres « ressources ». Cette vallée, qui paraissait bien timorée en matière de réalisation de pistes de ski et de projets immobiliers, se découvre brusquement une vocation d'aménagement.

Jusqu'à ce que M. Pierre Schnebelen, le bouillant promoteur de Tignes, survole en hélicoptère les pentes du mont Froide, rien ne laissait vraiment supposer qu'une grande station de ski se cachait derrière cette montagne. Rejointe avec la station de Val-Cenis et ses vingt remontées mécaniques, la Maurienne pourrait ainsi posséder dans quelques années un domaine skiable qui supporterait la concurrence avec le complexe Val d'Isère-Tignes ou avec celui des trois vallées. M. Schnebelen a déjà installé sur sa planche à dessin vingt-cinq remontées mécaniques qui franchiront allègrement cols et pentes situés à l'ouest du lac du Mont-Cenis (3 080 mètres d'altitude) : en contrebas, à proximité des villages de Tignes et de Sollières (altitude 1 950 mè-

tres), le promoteur compte réaliser sept mille lits. « Ni barre ni tour mais des chalets », a promis celui qui pendant les années 70 imposa à Tignes une architecture exclusivement citadine.

Le maire de Termignon, M. Charles Maly (P.S.), chargé de mission au parc de la Vanoise, estime que sa commune, la troisième de France en superficie avec 17 834 hectares, dont 90 % sont inclus dans la zone centrale du parc, peut se permettre de réaliser une station dans les 10 % de terres qui lui restent. Il comprend mal l'hostilité que rencontrent actuellement son projet à l'extérieur du village, où l'on s'étonne que le seul promoteur sollicité ait été M. Pierre Schnebelen « connu pour ses échecs en matière d'emplois locaux et de préservation de l'environnement », selon la fédération Val d'Alpe de protection de la nature et de l'Alpe française.

Des obstacles techniques pourraient compromettre le projet de station à Termignon, notamment les dangers d'avalanche le long du tracé de la piste de jonction reliant le futur domaine skiable de Termignon à celui de Val-Cenis. Quant à la redesserte vers la nouvelle station, elle ne pourra se faire que dans une forêt protégée et que l'Office national des forêts souhaite conserver intacte. En fait, l'ampleur même du projet, qui doublerait d'un seul coup la capacité d'accueil de la haute Maurienne et qui créera sept cents emplois dans une commune qui compte aujourd'hui trois cent quarante-deux habitants, risque de provoquer de sérieuses perturbations dans une communauté montagnarde restée jusqu'ici peu touchée par le tourisme hivernal.

Le projet de liaison entre la petite station d'Arandas située au-dessus de la station de Modane (sept remontées mécaniques et aucun lit touristique encore construit) et l'imposante station italienne de Bardonnèche (quarante mille lits) apparaît dans le contexte très particulier

de la Maurienne beaucoup moins touristique pour la vallée.

M. Pierre Schnebelen vient de proposer un plan de conquête de ce site qui prévoit la construction d'une vingtaine de remontées mécaniques dont quatre porteurs capables d'amener jusqu'à 2 000 skieurs d'altitude. Le complexe international s'adressera principalement aux skieurs de l'agglomération de Turin (70 kilomètres), qui ne trouvent plus à Bardonnèche de pistes suffisamment variées et attractives. M. Pierre Schnebelen tend ainsi une « perche » à deux municipalités : Bardonnèche, dont le réseau de remontées mécaniques étoffe, et Modane-Arandas, qui ne parvient pas, depuis dix ans, à faire décoller sa station.

## Une esbaine

Tout aussi étonnant apparaît le projet de liaison entre les vallées de la Maurienne et de la Tarentaise. « Les programmes touristiques et la géographie », soulignent les élus de ces deux vallées. Le rapprochement est déjà à l'étude, puisque la vallée de la Tarentaise et les remontées mécaniques du Méandre (la pointe de la Maurienne) de Val-Thorens (la cime Caron) permettent de basculer sur les pentes de la Maurienne. Mais sans pouvoir remonter. La construction d'appareils sur ce site très vaste permettra aux skieurs des « trois vallées » d'acquiescer à une quatrième vallée, la Maurienne, après celles de Courchevel, des Alpes et de Bellevalle.

La Tarentaise, déjà fort bien équipée en remontées mécaniques et pourvue de très nombreux lits touristiques, dispose encore d'espaces vierges susceptibles d'accueillir demain de nouvelles installations. La commune de Sainte-Foy a décidé le 23 septembre 1982, devant le

Comité interministériel des unités touristiques nouvelles, son projet d'équipement de la pointe de la Maurienne (2 917 mètres) et de la vallée du Clou à partir des baux de Bonconseil, Plan-Bols et Les Charvettes, qui comprendront chacun de 1 000 à 1 500 lits, de 200 à 300 lits, on ne peut pas faire sans une « perche », précise le maire de Sainte-Foy, M. Daniel Pascual, convaincu de bien-fondé de ce projet par le promoteur des Arcs, M. Roger Godin.

Une esbaine pour le maire et un promoteur : le projet de construction du barrage de Clou (altitude 2 300 mètres) par E.D.F. qui pourrait débiter 100 MW, E.D.F. prendra à sa charge le financement de la station d'été au chantier de la Maurienne, par exemple, par l'électrification de la Tarentaise, d'autre part, de la ligne de ski de fond de la Maurienne seront aménagés à la commune lors de l'achèvement des travaux prévus pour 1982.

Le projet, présenté sur le papier, comporte cependant quelques risques. Premiers en effet conduits au chantier E.D.F. et dans le même temps construite une station ? Comment organiser la desserte des skieurs en saison et des personnels employés sur un chantier ? Le chantier de l'aménagement de la montagne pour les Alpes du Nord, M. Lebel, ne croit pas qu'il ne vaudrait pas mieux attendre la fin des travaux du barrage du Clou pour lancer la station. La commune disposera, après de nombreuses financements importants, de la réhabilitation des infrastructures de la station. Sainte-Foy avait l'occasion unique de conclure cette opération sans verser à un promoteur immobilier. Elle a préféré l'aménagement du territoire à l'aménagement de la station. Comme à l'habitude M. Lebel.

Mais derrière l'équipement de Sainte-Foy se profile également celui d'un projet plus ambitieux de Ruitor qui figurerait déjà sur la liste des projets à créer pendant le « plan neige » (1970-1975). On envisage à cette époque de créer à La Sassière (altitude 2 000 mètres) 15 000 à 20 000 lits touristiques. Mais d'avoir trouvé un promoteur disposé à prendre en charge la construction d'une station longue de 20 kilomètres, le projet fut finalement abandonné. Le maire de Sainte-Foy croit aujourd'hui que l'Etat ne décidera de financer ce site en contrepartie de l'aménagement de la pointe de la Maurienne. Une telle décision stopperait les ambitions du promoteur des Arcs, qui rêve de pouvoir conduire

un jour à la Maurienne un réseau de la, rejoindre l'Italie, vers un des sommets de ce site.

Déjà la Maurienne des montagnes de l'Arc a pu voir premiers jalons pour pouvoir mener le moment venu de nouveau domaines de ski grand ski l'hiver, le village de Villaroger sera relié grâce à deux téléphériques au village de Arna. Le maire, M. Henri Bejean, souhaite faire de ces quatorze villages et de leurs pentes dispersées sur les pentes de l'aiguille Rouge, une commune unique et moderne, à condition que la réalisation des projets à l'étude ne la transforme en « échangeur des neiges ».

CLAUDE FRANÇILLON.

**5875F**  
CIRCUIT 8 JOURS

**6685F**  
CIRCUIT-CROISIÈRE SUR LE NIL - 10 JOURS

**IL Y A ENCORE DES TRÉSORS CACHÉS EN EGYPTÉ.**

Paris / Paris : Vols directs tous les vendredis soir. Pension complète hôtels de 1<sup>re</sup> catégorie (4 étoiles) sur la base de chambres doubles pour les circuits et de cabines et de chambres triples pour la croisière (Bateau 1<sup>re</sup> catégorie). Toutes excursions comprises sauf Abou Simbel. Validité : octobre 82 à septembre 83 sous réserve des variations du taux de change et des augmentations du transport aérien. Assurance annulation rapatriement obligatoire : 50 F.

**742 68 48**

41 rue d'Amsterdam 75009 PARIS  
107 avenue de Cligny 75017 PARIS

**(88) 22 33 34**

14 rue de la Fonderie 67000 STRASBOURG

**le point azur**

LIC. A 786

**PH**

**Guide de la neige**  
les stations de sports d'hiver en France

**GUIDES HORAY**

vient de paraître

nouvelle édition  
saison 1982-83

304 pages 31 x 21  
nombreuses illustrations  
65 F

**PIERRE HORAY EDITION**

DIFFUSION : SODIS DISTRIBUTION SODIS

**RAID AFRICAIN**  
(ALGERIE, MALI, SENEGAL)

Départ : 13 mars 1983  
Durée : 30 jours  
partie d'itinéraire choisie  
spécialité : expéditions

**ARCHIPEL EXPÉDITIONS**  
23, rue de l'Hôtel-de-Ville  
Paris - Tél. 01 42 53 48 22

**Je m'appelle Tomi Lampert, je suis le chef de l'équipe de secours. En tant que guide diplômé, la neige, la glace, les vents et les rochers n'ont aucun secret pour moi. C'est au sein que j'accorde à l'entretien des pistes, les risques d'accident sont minimes depuis des années.**

**Tom Lampert**

Films, entre 3000 et 1000 m d'altitude vous propose un large éventail d'installations mécaniques de haute capacité, 220 km de pistes, cabanes de ski et restaurants accueillants, une botellerie qui s'adapte à chaque client.

**Films**

...soleil et sports d'hiver au cœur de l'Arène Blanche!

Office de tourisme Films  
7941 81 39 10 22

**Cet hiver, vive l'hiver.**

Venez avec nous fêter la neige immaculée, à ski, en traîneau, à pied, à cheval, dans les forêts étincelantes de cristaux de givre.

Venez avec nous fêter la gourmandise, dans une taverne devant une savoureuse spécialité et une bouteille de vin blanc qui rougit les joues.

Venez avec nous fêter l'hospitalité, en famille, avec les chants, les danses et les histoires. Cet hiver, venez chez nous au TYROL faire la fête.

**TYROL**  
autriche  
Le pays de l'hospitalité traditionnelle et de l'hiver merveilleux.

Venez visiter le stand du Tyrol au Salon Neige et Montagne.

Ecrivez vite à : Office National Autrichien du Tourisme, 47, av. de l'Opéra - 75002 Paris. Tél. 742.78.57. Office du Tourisme du Tyrol "Tyrol Informations", Bozner Platz, 6. A-6010 Innsbruck.

Liaisons aériennes pour Innsbruck via Zurich ou Francfort.

**TIGNES**

**SAVOIE**

**LES STOMMEUSES**

Résidence

Au pied de la Grande Motte (ski l'année) magnifiques appartements (studio - 2 - 3 pièces). Cuisines entièrement équipées. Crédit longue durée. Livraison immédiate.

Réalisation SEGMO

à Tignes - Agence 365 - 73220 Lac de Tignes - Tél. (79) 66.50.22.  
à Paris - 67, rue Paul-Doumer 75006 - Tél. 01 42 53 48 22

Bon pour une documentation gratuite sur Les Stommeuses à SEGMO 67, rue Paul-Doumer 75006

Nom - Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

50.000.000



## Cuisine de crise

**Mq Cote**

## Démonstrations gourmandes

26-10. — Autour des coquillages, par J. Le Drouot (La Rochelle);  
Autour du lola gras, par André Daguin (Hôtel des France & Auch)  
26-10. — Autour du haddock, par CHIFFONNIER MAMIE (L'Aquaine).  
27-10. — Autour du saumon, par Simone Lantier (présidente de l'ARQ).  
28-10. — Autour des fruits, par Francis BÉLÉMENT (La Ferme Saint-Simon).  
28-10. — Autour des légumes, fin d'année, par Jean Pouchard (Chez Jamlin).  
28-10. — Autour de l'ail, par Ferns Vedel (Chez Vedel).

## TOURISME

### HÔTELS SÉLECTIONNÉS

## Philatélie

été tiré à 150.000 exemplaires.  
 • SUISSE. — Neuvale série d'effigies courant débute par cinq signets en rotonde accompagnés d'un pair de pin.  
 1.00, 1.10, 1.20, 1.50 et 1.60 francs. Les signes dans l'ordre de l'émission, poissons, hélier, taurneau.  
 Les suites de signes sont échelonnées sur 1983 et 1984.

**ADALBERT VITALYOS.**











UGC BIARRITZ VO • 14 JUILLET RACINE VO • 14 JUILLET BASTILLE VO • 14 JUILLET PARNASSE VO • 14 JUILLET BEAUGRENELLE VO • PLM SAINT JACQUES VO • CINE BEAUBOURG LES HALLES VO  
LES MONTARNOS VF • MISTRAL VF • CLICHY PATHE VF • REX VF • UGC OPERA VF • UGC BOULEVARDS VF  
FRANÇAIS Enghien VO • PARLY 2 VF • ARTEL Nogent VF • ARTEL Marne La Vallée VF • ALPHA Argenteuil VF • P.B. Cergy VF • 9 DEFENSE-4 TEMPS VF •

PRIX SPÉCIAL DU JURY CANNES 1982

# LA NUIT DE SAN LORENZO

un film de PAOLO et VITTORIO TAVIANI

MK2

## CENTRE CULTUREL CANADIEN

5, rue de Constantine (7<sup>e</sup>) - 551-36-73

MARDI 26 OCTOBRE à 20 h 30

présenté par

ROGER BELLEMARE

deux chansons sur des poèmes

d'Anne Hébert, tirés du Tombeau des rois

JEUDI 28 OCTOBRE, à 20 h 30

concert de musique contemporaine

DIANA MCINTOSH

compositrice

œuvres de Diana McIntosh

Jean Papineau-Couture et John Caskan

avec Dvora Marcuse, flûte à bec

et Barbara Riska, piano

ENTRÉE LIBRE

## LETTRE DE HENRI TROYAT

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

à propos du film :

# LES MISÉRABLES

Le 19 octobre  
1982

Cher Robert Hossein,

Ma femme et moi sommes sortis  
des "Misérables" éblouis, secoués,  
bouleversés par la beauté des  
images, le talent des interprètes,  
la force magistrale du réalisateur.  
C'est du très grand cinéma.  
Servi par vous, Victor Hugo  
se peut encore accroître le nombre  
de ses admirateurs. Bravo,  
de tout cœur, pour cette  
formidable réussite!

Je vous serre amicalement  
la main.

H. Troyat

50/50























# INFORMATIONS « SERVICES »

## PARIS EN VISITES

### SAMEDI 23 OCTOBRE

« La Liberté guidant le peuple », 11 h, Musée du Louvre, Pavillon de Flore, Mlle Oswald.  
 « La tour Eiffel racontée aux jeunes », 14 h 30, pablier nord, Mlle Colin.  
 « L'Hôtel de Sully », 15 h, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Garnier-Ahlberg.  
 « Hôtel Potocki », 15 h, 27, avenue Friedland, Mlle Oswald.  
 « Montferrat », 15 h, métro, Mlle Penzo.  
 « Le Penthéon », 15 h, entrée, Mlle Zajovic.  
 « Sur les pas des grands écrivains », 16 h 30, rue Saint-Antoine, Mme Boutequet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).  
 « Oudry », 11 h, Grand Palais (Arènes).  
 « Encensement de Philippe-Auguste », 15 h 15, 59, rue Saint-André-des-Arts (Mlle Barbier).  
 « Les Impressionnistes », 11 h, Musée du Jeu de paume (M. Bouchard).  
 « Convent et massacres des Carmes », 15 h, 70, rue Saint-Vincent (Mlle Camus).  
 « Hôtel du Crédit foncier », 15 h, 19, place Vendôme (Mlle Ferrand).  
 « Cathédrale russe », 15 h, 12, rue Durr (Mlle Hanlier).  
 « Musée Cantou », 15 h, 63, rue de Montceau (Histoire et Archéologie).  
 « Montmartre », 15 h, métro Abbess (P.-Y. Jassier).  
 « Saint-Germain des Prés », 15 h, portail de l'église (Paris et son histoire).  
 « Village Saint-Laurent », 15 h, métro Châteaudun (Histoire et Archéologie).  
 « Fournil de Poliane », 10 h, 87, rue Brancion (Mlle Roman).  
 « Hôtel de Lassay », 15 h, 2, place du Palais-Bourbon (Mlle Roman).  
 « Exposition Oudry », 11 h 15, Grand Palais (Visages de Paris).

### DIMANCHE 24 OCTOBRE

« Oudry », 11 h 30, Grand Palais (Arènes).  
 « Oudry », 11 h 30, Grand Palais (Arènes).  
 « Oudry », 11 h 30, Grand Palais (Arènes).

## RÉTROMANIE

### Paris, Lyon, Marseille

Des quais de la Seine aux rives du Vieux-Port, en passant par les bords du Rhône, les amateurs de bric-à-brac et d'antiquités ont de quoi satisfaire leur insatiable curiosité. Les trois principales villes de France leur proposent ces jours-ci le plus vaste choix de meubles et objets anciens.

A la place Deligny, jusqu'au 24 octobre, c'est la brocante sur l'eau. Une commode Louis Philippe est encore à moins de 5 000 F, les buffets régionaux à 6 000 F, et les bonnetiers à plus de 10 000 F, mais les prix ne vont pas tarder à se libérer.

A Lyon, une foire sympathique et traditionnelle au palais de l'Alimentation offre une bonne marchandise à la table de nuit à 800 F, la table à ferme à 4 000 F, l'armoire bretonne à partir de 1 000 F et les commodes lyonnaises à plus de 40 000 F.

A Marseille, au parc Chanot, jusqu'au 25 octobre, des pièces sélectionnées et garanties par des experts vigilants.

Pour encourager la recherche de trouvailles originales, l'« Antiquaire 1982 » a été attribué par Jean-Pierre Cassel, à la suite de délibérations d'un jury de journalistes spécialisés. La plus haute récompense est revenue à l'antiquaire Paradou pour un pilier d'angle en chêne sculpté du quatorzième siècle, un état de conservation remarquable. Cette pièce de choix, de 3,35 mètres de haut, a été découverte dans les Flandres par Mmes Madeleine Ferragut et Nicole Barin et rapportée en France par un convoi spécial.

Le jury a accordé des mentions particulières à un tapis d'Ispahan du seizième siècle et à une pendule lyonnaise en porcelaine de Sévres d'époque Louis XVI, par Jean-Pierre Cassel, un jeune antiquaire de Chambéry qui présente également d'autres meubles classiques de très grande qualité.

Les amateurs d'un antiquaire marseillais, Jean-Yves Roux, et les amateurs de système des frères Segas, retiennent également l'attention des collectionneurs. Il faudrait encore citer nombre de meubles de haute époque, des meubles coréens, des pièces d'archéologie et d'art primitif, des meubles en marqueterie classique et des commodes provençales dont les prix dépassent souvent la barre des 100 000 F, ce qui n'empêche pas de trouver prendre en un temps où les antiquités sont reconnues comme des valeurs de placement qui échappent officiellement à l'impôt sur les grandes fortunes.

GERSAINT.

## CONFÉRENCES

### SAMEDI 23 OCTOBRE

15 h : 5, rue Laffitte, M.-P. Poullin : « Les Samourais » (Nouvelle Acropole).  
 15 h 30 : 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires : H. de Turenne et J. Dupont : « Jérusalem (II) : la promesse » (Atlantis).  
 17 h 30 : 12, rue Cortot, M.-J. de Langlade : « La Damselle édue » (Le Vieux Monmartre).

### DIMANCHE 24 OCTOBRE

14 h 45 : 9 bis, avenue d'Iéna : « Un Empire du Soleil des Incas » (Proction).  
 15 h : 163, rue Saint-Honoré, Natyn : « La résurrection de la chair dans la tradition chrétienne ».  
 15 h 30 : 19, rue Frédéric-Lemaître, Mme N. Carlo : « L'art de vivre par la pensée positive. La maîtrise du destin. » (Centre G.R.A.C.E.).  
 15 h 30 : 15, rue de la Bécherie, prince Paul Mourouy : « Tolstoï, Tourgueniev, Tchekov » (Les artisans de l'esprit).  
 16 h 45 : Notre-Dame de Paris, Père C. Dagens : « Discerner l'action de l'esprit saint ».

## JOURNAL OFFICIEL

22 octobre 1982.

### UNE LOI

Modifiant la loi du 12 juillet 1977 sur le contrôle des produits chimiques et l'article L. 231-7 du code de travail.

### UN DÉCRET

Portant application de l'article 11 de l'ordonnance du 26 mars 1982 relative aux mesures destinées à assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans une qualification professionnelle et à faciliter leur insertion sociale.

### DÉS LISTES

Des candidats admis à subir les épreuves orales du premier concours d'accès à l'École nationale de la magistrature.  
 Des candidats admissibles au concours d'agrégation pour le recrutement de professeurs des universités ouvert par arrêté du 1er octobre 1981 dans les disciplines juridiques, politiques, économiques et de gestion (section droit privé et sciences criminelles).

## BREF

### JEUNESSE

SÉJOURS AUX ÉTATS-UNIS. - L'« Experiment in Living », en coopération avec des lycées et des familles à travers les États-Unis, offre à des lycéens la possibilité de vivre dans une famille américaine.  
 \* 89, rue de Turbigo, 75003 Paris, 141 : 278-58-03.

### JEUX

BILLARD ARTISTIQUE. - Un « Trophée Mumm » opposera les 23 et 24 à Avize (Marne) le quadruple champion du monde français aux spécialistes français cette discipline.

### MOTO

MANIFESTATION DE MOTARDS LE 23 OCTOBRE. - L'association française des motards en France organise, le 23 octobre, une manifestation nationale, qui, dans les cortèges de motards dans trente-trois villes de France. Par cette action, la F.F.M.C. proteste contre le non-respect des engagements sur la réforme des permis moto et attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de reconnaître le phénomène moto et le lancement d'une véritable politique vis-à-vis des jeunes.

\* F.F.M.C., 11, rue du Ratier, 92150 Suresnes. Tél. : 969-06-82.

### VENTE

UNE VENTE INTERNATIONALE aux enchères publiques de collection aura lieu le dimanche 24 octobre, à 14 h 30, dans le quartier Henri IV du 14, rue de Fontainebleau.

### VIVRE A PARIS

HUMOUR A SAINT-AUGUSTIN. - Le cinquième Salon des dessinateurs humoristes de la presse est organisé, pour la deuxième fois, dans le métro. Après celle d'Avize, en 1980, c'est à Saint-Augustin que l'accueille cette année, jusqu'au 7 novembre, sur la quasi totalité des lignes, sont exposés des dessins réalisés par les dessinateurs professionnels mais aussi des livres, des albums et de petits objets humoristiques que les auteurs des participants au concours organisé dans le cadre de ce Salon.

## MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France le vendredi 22 octobre à 12 heures et le samedi 23 octobre à minuit.

Vendredi, deux systèmes perturbés distincts ont concerné le pays : une perturbation sur le Sud-Est, d'une part, une autre située sur le Nord-Ouest, d'autre part. Samedi, ces deux systèmes se combineront sur l'est du pays.

Samedi, de la Normandie à la Bretagne et jusqu'à l'Aquitaine, puis sur toute la moitié ouest du pays se produira une amélioration, les passages nuageux alternant avec des éclaircies. Cette amélioration correspond à un changement de régime d'air s'accompagnera d'une orientation du vent au nord et d'un rafraîchissement, les minimales baissant sur ces régions de 3 à 4 degrés, tandis que la baisse des maximales de 3 à 4 degrés amorcée vendredi sur l'extrême ouest se généralisera à toutes ces régions.

Sur les régions méditerranéennes, l'épisode fortement pluvieux qui avait débuté vendredi, sera à la météo restera importante. Sur toutes les régions, les pluies seront très abondantes avec du vent du sud-est. La couverture nuageuse conduira à une baisse des minimales de 3 à 4 degrés.

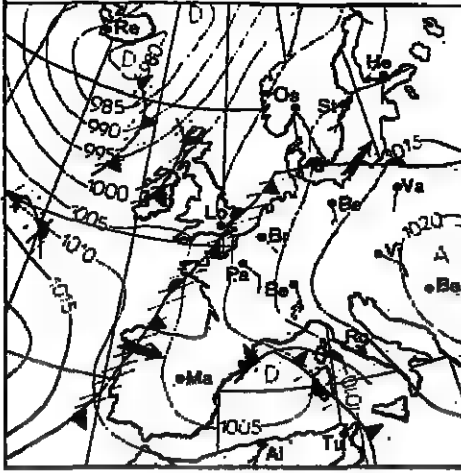
En raison de la grève d'une partie du personnel de la Météorologie, pas de diffusion de la carte du temps prévu.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 22 octobre, à 7 heures, de 1 002,7 millibars, 752,1 de mercure.

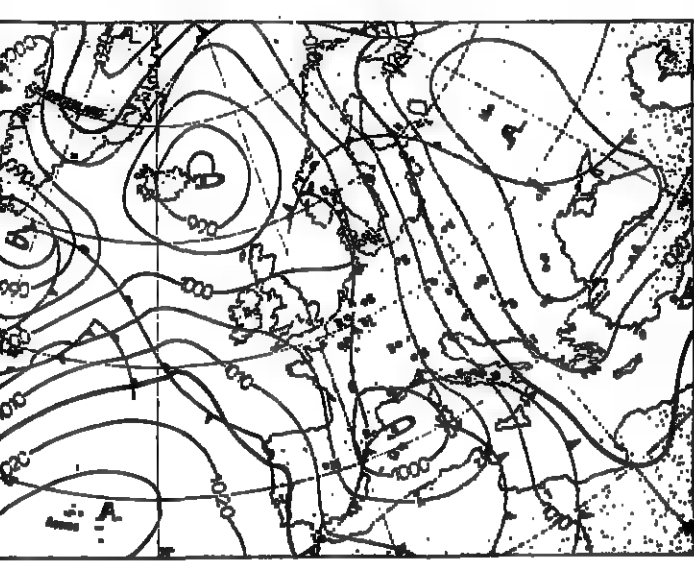
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 octobre ; le second le minimum de la nuit du 21 au 22 octobre) : Ajaccio, 24 et 17 degrés ; Biarritz, 22 et 18 ; Bordeaux, 23 et 12 ; Bourges, 22 et 9 ; Brest, 13 et 10 ; Caen, 18 et 12 ; Cherbourg, 14 et 10 ; Clamart-Ferrand, 23 et 7 ; Dijon, 14 et 7 ; Grenoble, 21 et 7 ; Lille, 16 et 11 ; Lyon, 20 et 7 ; Marseille-Marinette, 24 et 19 ; Nancy, 13 et 6 ; Nantes, 21 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 18 ; Paris-Le Bourget, 19 et 9 ; Pau, 11 et 10 ; Perpignan, 17 et 16 ; Rennes, 16 et 11 ; Strasbourg, 12 et 9 ; Tours, 22 et 11 ; Toulouse, 20 et 16 ; Poitiers-Pierre, 30 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 11 degrés ; Amsterdam, 15

### SITUATION LE 22.10.82 A 0 h G.M.T.



### PRÉVISIONS POUR LE 23 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Rome, 24 et 15 ; Stockholm, 11 et 0 ; Toulon, 21 et 14 ; Tunis, 24 et 16.

(Document support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Les mots croisés se trouvent en page 21.

## LOTTO

TIRAGE N° 42

DU 20 OCTOBRE 1982.

1 11 14 27 44 49

NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE 4

6 BONS NUMÉROS	2 000 863,30 F
5 BONS NUMÉROS	90 472,30 F
5 BONS NUMÉROS	7 370,20 F
4 BONS NUMÉROS	140,70 F
3 BONS NUMÉROS	10,80 F

PROCHAIN TIRAGE LE 27 OCTOBRE 1982

VALIDATION JUSQU'AU 26 OCTOBRE APRES-MIDI

## écoutez le son.

trouvez autoradios et haut-parleurs Blaupunkt partout vous verrez cet emblème.

Voici deux appareils de pointe signés Blaupunkt. Le Toronto SQR 32 : le son dans toute sa splendeur grâce à la précision du quartz et de l'électronique. Le New York SQR 82 : le son dans tout le confort sonore. Un rendement maximal grâce à un lecteur de cassettes aux performances étonnantes. A pleine puissance, en écoute intime, les appareils Blaupunkt nous emmènent à la pointe du son. Distorsions. Avec des graves rigoureux et pleins, de vrais aigus transparents et clairs. Avec Blaupunkt, vivez une expérience fascinante. Vivez le son.

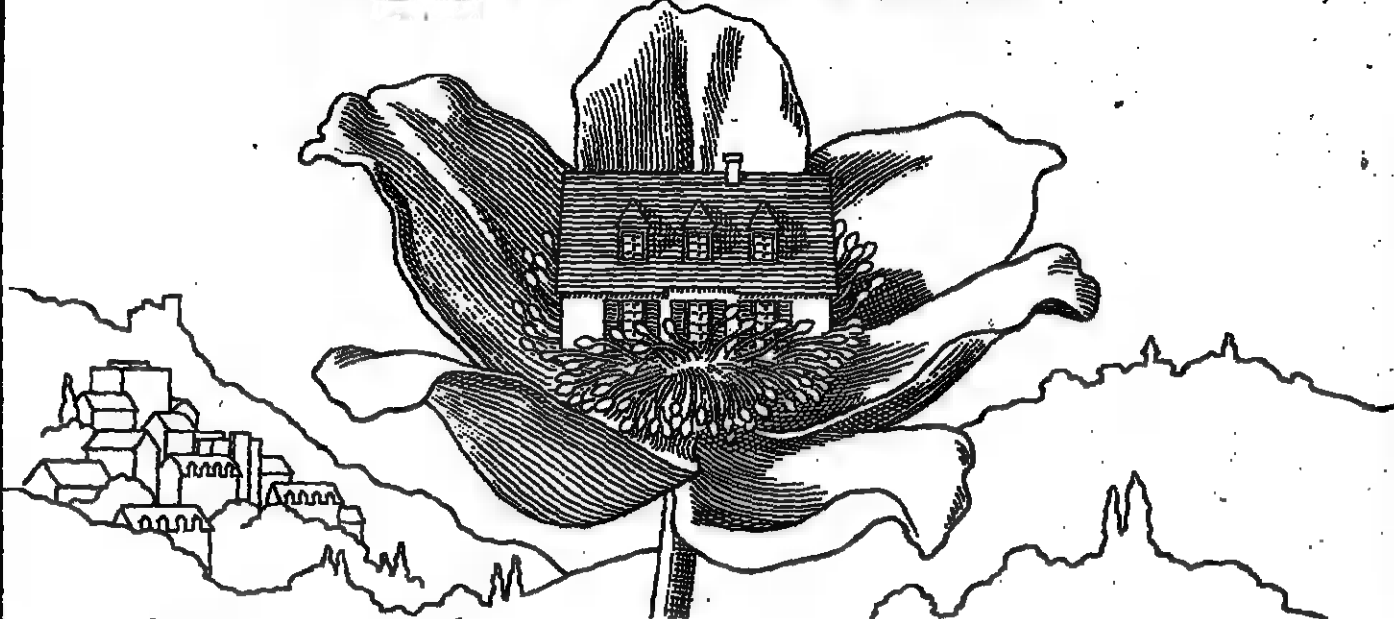
Blaupunkt. La présence du futur.

**BLAUPUNKT**  
groupe BOSCH

سكنا من الاموال



## LOGEMENT NEUF OU A RENOVER...



### PRÊTS CONVENTIONNÉS

Vous rêvez d'une maison, vous la faire fleurir au Crédit Agricole.

Que vous cherchiez à faire construire, acheter une maison neuve ou un appartement neuf, améliorer un logement ancien, faire procéder à des travaux visant à réaliser des économies d'énergie, vous pouvez, sans plafond de revenus, obtenir un prêt conventionné à un taux avantageux, à condition que votre projet respecte certaines réglementations notamment

de prix, de surface ou d'ancienneté du logement. Si vous avez des idées, nous ne manquons pas de bon sens; nous saurons vous conseiller en fonction de votre situation.

Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



Le bon sens près de chez vous

CREDIT AGRICOLE

## "Venez préparer votre hiver en automne."

Dès aujourd'hui, venez visiter le Salon qui donne envie de voir arriver l'hiver : c'est le Salon Neige et Montagne.

Plus de 200 exposants vous y attendent. Profitez-en pour y découvrir toutes les stations de sports d'hiver, françaises ou étrangères, pour y réserver en direct vos séjours ou vos forfaits, pour y découvrir et y essayer tout ce qui se fait de nouveau en équipement, en loisirs, pour y inscrire vos enfants à un stage de ski, pour louer ou acheter un studio, un chalet...

Et, pour prendre un avant-goût de sports d'hiver, vous pourrez aussi essayer notre piste de ski alpin, notre parcours de ski de fond, ou de ski à roulettes, nos rochers d'escalade ou notre mur de cramponnage.

Et reposez-vous autour d'une bonne table dans nos restaurants montagnards (à midi et en nocturne) ou devant un écran pour nos projections non-stop de superbes films sur la montagne. Il y a des dizaines de moniteurs qui vous attendent. Venez!

**SALON NEIGE ET MONTAGNE  
PORTE DE VERSAILLES  
DU 22 OCTOBRE AU 1<sup>er</sup> NOVEMBRE**  
Ouvert de 12 h à 22 h en semaine, et de 10 h à 20 h les Samedis, Dimanches et le 1<sup>er</sup> Novembre.

Quadrillage

## SPORTS

L'avant-projet de loi sur la promotion des activités physiques et sportives

### Rapprocher le sport et l'éducation

« Les activités physiques et sportives constituent un élément fondamental de culture (...). Elles constituent une véritable mission de service public », souligne l'avant-projet de loi portant organisation et promotion des activités physiques et sportives. Destiné à remplacer la loi de 1975, dite « loi Mazeaud », ce texte a été élaboré par le ministère de l'éducation nationale par le ministre délégué à la jeunesse et aux sports à partir des travaux du colloque de Font-Romeu (le Monde du 5 juin).

Après les dernières mises au point avec le mouvement sportif, les organisations syndicales et les associations concernées, le texte devrait être adopté par le conseil des ministres fin décembre pour être soumis au Parlement lors de sa mission du printemps 1983.

Tendant à rapprocher le monde du sport et de l'éducation, à clarifier les relations entre l'Etat et le mouvement sportif, à promouvoir le sport dans le monde du travail et les activités physiques de loisir, sans négliger le haut niveau, enfin à développer la recherche dans le domaine sportif, le texte comporte actuellement cinquante et un articles répartis en trois grands titres : la pratique, les structures et la formation des cadres.

« Depuis de trop nombreuses années, l'école et les enseignants d'E.P.S. d'une part, le club et ses entraîneurs d'autre part, développent le plus souvent leurs activités séparément bien qu'ayant en charge les mêmes enfants », constatent les auteurs du texte, qui entendent réaliser une collaboration étroite entre le monde du sport et le monde de l'éducation. Pour cela ils envisagent d'une part une formation commune pour les cadres des deux secteurs, d'autre part une réévaluation du sport scolaire à partir « d'une importance et d'une reconnaissance des associations sportives scolaires ».

Afin de clarifier les relations entre l'Etat et le mouvement sportif, les fédérations recevront des missions claires pour une pratique éducative du sport et une défense active face aux déviations qui naissent de dénaturer la pratique sportive. « Pour les auteurs de l'avant-projet, il s'agit de donner des responsabilités accrues au mouvement sportif, considéré comme le partenaire privilégié des pouvoirs publics, qui nouent avec lui des relations contractuelles pour tout ce qui concerne les aides financières ou en personnel.

Pour sa part, le sport professionnel sera doté d'un statut particulier permettant aux personnes publiques de contrôler plus étroitement l'utilisation des fonds qu'elles lui allouent. La promotion du sport dans l'entreprise devrait être réalisée dans le cadre des comités d'entreprise avec pour objectif, « outre le développe-

ment des activités physiques de détente et d'entretien, l'organisation d'activités physiques à finalité professionnelle pour lutter efficacement contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ».

« Le sport de haut niveau est pour les auteurs du texte, une source d'enrichissement culturel et de progrès humain, facteur de rapprochement entre les peuples. Ils proposent un ensemble de mesures pour faciliter l'insertion des sportifs de haut niveau, notamment des bourses d'emploi et l'adaptation de la formation scolaire et universitaire des jeunes espoirs, « de telle sorte que les sacrifices et la réussite sociale des jeunes et leur activité sportive ».

Pour la masse, les activités physiques à tous les âges et dans toutes les catégories sociales doivent être « un instrument de libération et d'émancipation des travailleurs, parce que ces activités sont éducatives, culturelles et socialement enrichissantes ».

Un comité national pour la recherche et la technologie en matière physique et sportive devrait combler les lacunes en ce domaine par la mise en œuvre de programmes de recherche avec les universités. Ceux-ci viseraient en particulier le domaine des équipements et des matériels en raison des retombées économiques.

La France est en retard en matière de contrôle médical sportif. Le texte prévoit notamment pour le rattraper la mise en place d'une véritable spécialité de médecine sportive.

### TENNIS

### La répartition des places pour assister à la Coupe Davis

De notre correspondant

Grenoble. — M. Philippe Chatrier, président de la Fédération française de tennis, et M. Hubert Dubedout, député, maire de Grenoble, sont tombés d'accord, mercredi 20 octobre, sur la répartition des 13 600 places du Palais des sports de Grenoble qui accueillera, les 26, 27 et 28 novembre, la finale de la Coupe Davis. Ce qui peut se faire que très partiellement les Grenoblois, puisque 1 600 places seulement y seront en vente à leur usage.

Sur le total des places disponibles à l'intérieur du Palais des sports, 9 000 sont réservées aux membres de la F.F.T. La Ligue Dauphiné-Savoie en recevra pour sa part 4 350 (parmi ces billets, 1 600 vont aux licenciés de Grenoble et de son agglomération). L'autre moitié sera répartie dans toutes les autres ligues de France, qui se verront attribuer un nombre de places qui variera en fonction de leur classement par rapport au lieu des rencontres de la Coupe Davis. Quant aux 1 600 places restantes, elles seront réparties entre les journalistes, le public américain, les invités de la ville et de la F.F.T., ainsi qu'aux annonceurs, qui, moyennant 50 000 francs, pourront installer une tente publicitaire à l'extérieur du stade et se verront remettre chacun une cinquantaine de billets.

La finale de la Coupe Davis, dont le chiffre d'affaires est évalué à 3 millions de francs, nécessitera d'importantes investissements, notamment l'installation de tribunes de 140 000 places, d'un nouveau système d'éclairage (175 000 F) et d'un court de tennis en terre battue (170 600 F), dont la construction débutera aussitôt après l'arrivée des six jours cyclistes de Grenoble prévus pour le 10 novembre. — C.F.

## Le Monde

Dimanche

Paraît le 24 octobre

### Une mort si douce...

Des médecins et des infirmières tentent d'aider malades et vieillards à s'éteindre heureux.

(Enquête de Christiane Grolier)

Les séparatistes riches de l'Ouest canadien

La philosophie française plaît aux Allemands

Les maîtres des Florantines du Quattrocento

Nouvelle : l'Amour en larmes, par Régis Jauffret

Et les rubriques :

Associations - Audiovisuel - Disques



## FAITS ET PROJETS

## Concours d'architecture... ... en compétition

Près de trois équipes sont concourus qui permettra de choisir, au printemps prochain, un projet pour le Centre de la communication les deux ministères (urbanisme et environnement) qui seront construits sur le sommet du quartier de la Défense (123 000 m² au total).

La date limite d'inscription a été reportée au 23 octobre, mais les dossiers envoyés concurrents comme prévu le 1<sup>er</sup> novembre. Le jury international, désigné en juillet dernier, s'est réuni à place, pour la première fois, récemment. Il a nommé son président, M. Robert Lion.

directeur général de la **Casa** des députés, **les trois vice-présidents** : **MM. Mahdi Elmandjra**, économiste marocain ; **Tierno Galvan**, maire de Madrid ; **Richard Meier**, architecte américain.

Le jury a longuement discuté des conditions dans lesquelles il présenterait son choix (quatre projets au plus) au président de la République, à qui reviendra la décision finale. Certains ont contesté cette méthode, en rappelant que le choix du projet **Piano-Rogers** pour le Centre Pompi-

dou n'aurait sans doute pu être fait si le jury n'avait pas été souverain. Un compromis a été trouvé : le jury assortira sa sélection de recommandations précises.

Rappelant que la hantise des bâtiments, qui seront édifiés dans l'axe Louvre-Arc de triomphe, objet de **scandales** polémiques dans le passé, **les élus** à l'appréciation des concurrents, M. Jack Lang a indiqué à la presse que le président de la République venait **lui** confirmer dans une lettre **sa décision irrévocable** de réaliser le

Grand Louvre en libérant l'aile occupée par le ministère des finances et en transformant les espaces intérieurs du musée, responsabilité qui serait confiée à M. Emile Biadini, chargé de l'aménagement de la côte aquitaine. » *La conquête vers l'Ouest est un projet toujours inachevé* », a indiqué M. Lang. Le projet « la tête au droit par le bas » une porte

versités lilloises et certaines entreprises du Centre servent à l'élaboration de l'Université des sciences et techniques de Villeneuve-d'Ascq, un projet a déjà reçu un accord de principe des pouvoirs publics. Il en coûtera 7 millions de francs. On pense enfin à créer un Institut national de production automatisée dans la région.

■ **La pollution de la Seine.** — La Thann et Mulhouse qui, à Havre, fabrique de l'oxyde de titane, produit utilisé pour blanchir les peintures, « l'entreprise chimique qui fabrique des engrais, des produits pharmaceutiques, pollue la baie de Seine par leurs rejets et d'avoir ainsi un préjudice aux pêcheurs » aux écologistes. C'est ce qu'a indiqué, jeudi 21 février, le vœu d'un député Rouen confir-

police Havre du 15 1981. Les juges du 1er ont pour mission de déterminer le montant des réparations que les industriels devront verser, pour la première fois, aux victimes.

● **Ecologistes et chasseurs** — Les Pyrénées. — La France française a une protection de la nature et sept organisations écologistes lancent un appel au public pour soutenir l'Association Orgambideska col, lire De 1977 à 1981, ce mouvement avait fait de l'Orgambideska, dans les Pyrénées-Atlantiques, pour élever le premier des oiseaux migrateurs et les plus importants des pigeons. Ce site était apparu comme l'un des points de passage les plus importants

d'Europe occidentale, les principales  
 de France et d'Europe  
 demandé au ministre de l'environne-  
 ment de le mettre en réserve. Les  
 la F.F.S.P.N., le seul organisme  
 de la fédération  
 des chasseurs des Pyrénées-  
 Atlantiques. Les huit organisations  
 protectrices protestent dans un  
 communiqué qui affirme : « Le patri-  
 moine naturel de la France n'appar-  
 tient pas aux seuls chasseurs, ni  
 au ministre de l'environnement, ni  
 à ses engagements. » Elles appellent  
 le public à « Organibideska  
 pour y admirer le passage des mi-

**TTES**

**ELE TECHNIC**  
26 09 ■

**AGES DESON**  
■ 04 40

**MOUSE**

**PUBLIER**

**E**  
91 01 77

**BONDEAU**

■ ■ ■ ■ ■

10 57  
 SERVICE  
 neur 38  
 BERT  
 22 22  
 SCOPE  
 Gaulle 68 92

# LIPS

EXHAUSTIVE AU 15:10 B2



## LA SORTIE DU BLOCAGE DES PRIX

## Le commerce se verrait imposer une diminution des marges pour 1983

### L'autre ambiguïté pour le gouver-

Le Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation doit paraître dans les jours qui viennent pour être arrêté, sans aucun retard, au blocage des prix des produits, insoumis à la loi. Ces arrêtés concernent l'industrie, le commerce, les services, les transports publics, de la marge article par article sur la base du 11 juin 1962, le régime de 2 %, et le blocage de la marge globale de l'année 1962 à 1963. La première option serait plutôt proposée aux petits commerçants, la seconde au commerce organisé, sans super-

Il nous a expliqué que le monde dans 17-18 octobre 1982, à la suite du blocage de l'industrie. Les entreprises doivent signer avec l'Etat des engagements de lutte contre l'inflation qui couvriront la période allant de la fin de l'année 1982 au printemps 1983. Ils prévoient une limitation des hausses de prix à la production d'environ 5 %, pour cette période l'objectif étant une hausse de 3 %.

Cette période de tension, au cours de laquelle les prix industriels contrôlés, débouchés sur la liberté au printemps. Les entreprises qui n'auront pas respecté leurs engagements devront négocier de nouveaux contrats avec l'administration et resteront sous-contrôle.

Les services connaîtront donc une certaine rigidité, mais la négociation conclue avec l'Union et le secteur des services aux entreprises maintiendront une certaine régulation — très lâche — des prix jusqu'à la fin de 1983. Ces accords

ne donneront pas lieu à arbitrage et à poursuite. En revanche, les professionnels du respect du blocage des marges en celles qui n'avaient pas conclu d'accord avec l'Etat, avant juin se trouveront fixer des hautes maximales des prix fermes, et cela jusqu'en décembre 1982.

Pour le commerce, le système ne s'assemble pas définitivement arrêté. L'insertion de gouvernements serait la condition de la mise en œuvre du blocage des marges en valeur relative produit par produit, à leur

seront, selon les cas, de 2 ou 3 %.

Le nouveau effort demandé au commerce est-il important ? Les formes de la concurrence libre pour les formes de commerce à marge réduite, genre hypermarchés, que pour celles dont les marges sont plus importantes (textile par exemple). Un super-marché fonctionnant avec une marge de 15 % verser celle-ci entamée de 3 %, ce qui la ramènera à 12 %, à l'exception de cela, au tel placement : passera mal, passera très mal.

Pour les tarifs publics enfin, les hausses en 1993 ne devront pas dépasser 8 %, pour respecter l'objectif que s'est fixé le gouvernement : un maître de prix. Or, le calendrier des prix est encore le calendrier de nos hommes. Exception majeure à cette règle : les tarifs d'E.D.F. et G.D.F. ne seront pas soumis à la règle des 8 %. C'est-à-dire que leurs tarifs augmentent davantage, mais ils ne sont pas soumis à la loi de la concurrence.

■ Plusieurs réacteurs nucléaires arrêtés. - Le réacteur XA de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire) a été arrêté le 20 octobre après la découverte d'une fuite de gaz carbonique décelée sur un élément de la soufflerie du circuit de refroidissement. D'autre part, à Saint-Laurent-des-Eaux (Loire-

(Cher), notre correspondant  
 Blois nous signale que les deux réac-  
 teurs sont actuellement à l'arrêt.

Le 9 octobre, la tranche numéro 11  
 a été arrêtée pour une durée de cinq  
 semaines afin de procéder au  
 remplacement de filtres encrassés. Cette  
 tranchée, qui était à l'arrêt depuis  
 l'incident du 13 mars 1980, avait  
 démarré mi-octobre. Quant

DM	2.825	2.870	+ 150
Fm	2.930	2.950	+ 140
F. (198)	14.580	14.910	
R.S.	3.250	3.275	+ 200
L. (198)	12.600	12.570	- 305
£	12.110	12.150	+ 370

## TAUX DES EL

SE-U ....	9 3/8	9 7/8	9 1/2
	9 1/8	9 1/8	9 1/8

France	6 1/2	6 3/4	6 7/16	6
F.R. (1000)	12 1/2	13 1/2	12 1/4	14 1/4
F.S.	1	2	2 3/4	3
F. (1000)	16	18	19 1/4	20 3/4
F. allemande	5 7/8	10 5/8	9 1/2	10 3/4
F. française	28	36	34	34

Ces cours pratiqués sur le marché international de maxiste par une grande banque de la

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEX MOIS	
	+ Ann.	+ Inst.	Rep.	+ ou -	Rep.	+ ou -	Rep.	+ ou -
SE-CI	7.130	7.130	+ 25	+ 245	+ 430	+ 400	+ 1130	+ 1250
Yan (100)	7.815	7.815	+ 20	+ 60	+ 180	+ 165	+ 450	+ 570
Yan (100)	2.620	2.620	+ 140	+ 165	+ 280	+ 315	+ 520	+ 580
DM	2.825	2.825	+ 150	+ 165	+ 305	+ 330	+ 580	+ 540
Florida	2.595	2.595	+ 140	+ 165	+ 280	+ 305	+ 530	+ 570
P.S. (100)	14.500	14.510	- 0	+ 120	- 12	+ 245	- 65	+ 480
F.S.	3.240	3.275	+ 280	+ 305	+ 560	+ 645	+ 1510	+ 1595
L. (1 000)	4.940	4.940	- 305	- 320	- 295	- 510	- 575	- 575
	12.110	12.170	+ 370	+ 435	+ 740	+ 795	+ 2425	+ 2440

## TAUX DES EURO-MONNAIES

[illegible]

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués, en fin de matinée par une grande banque de la place.

● Les routiers ajournent leur grève. — La Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a reporté le mouvement de grève qu'elle avait l'intention d'observer les 2-3 et 4 novembre pour protester contre la politique du gouvernement à l'égard de la profession, (le Monde du 9 octobre).

L'arrêt total des services voyageurs et marchandises - est remis à plus tard à la suite de la décision du ministre des transports de reprendre la discussion sur le décret concernant les temps de conduite, qui devait être appliqué le 1<sup>er</sup> novembre », déclare la F.N.T.R., qui avertit toutefois que « le principe de son arrêt total est maintenu ».

(Publité)



**RÉPUBLIQUE TUNISIENNE**  
**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE**  
**COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA**

**APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° P 3287**

La Compagnie des Phosphates de Gafsa lance un appel d'offres international pour l'acquisition de :

**« DEUX ATeliers DE FORAGE POUR  
L'EXÉCUTION DE SONDAGES GÉOLOGIQUES  
ET HYDROGÉOLOGIQUES VERTICAUX ET  
SURTOUT INCLINÉS »**

Les entreprises intéressées par cet avis et spécialistes dans ce genre d'équipement peuvent retirer le dossier d'appel d'offres dès la parution de cet avis auprès du service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume de l'Arabie-Saoudite, TUNIS.

Les offres en langue française et accompagnées (5) exemplaires devront être adressées sous pli scellé au nom de M. le directeur des achats, Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2180 METTAOUL (TUNISIE).

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention ci-après :

**« SOUMISSION POUR DES ATeliers DE FORAGE -  
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° P 3287 -  
NE PAS OUVRIR AVANT LE 16 NOVEMBRE 1982 »**

L'ouverture des plis n'antiqua aura lieu en commission le 16 novembre 1982 à 9 heures à la direction des achats Métanou.

Toute offre non parvenant par télex ou après cette date ne sera pas prise en considération.



# Rapport pour le semestre clos le 30 Juin 1982

**L**e Conseil d'Administration communique que le bénéfice net, non soumis à vérification comptable, attribuable aux actionnaires de RTZ avant pertes et profits exceptionnels pour le premier semestre de 1982 a été de 28,9 millions de Livres sterling (11,21 pence par action ordinaire). Cela représente une diminution de 18,1 millions de Livres (7,37 p. par action ordinaire), équivalente à près de 40 pour cent, par rapport au bénéfice net pendant les six premiers mois de 1981. Les principales raisons de cette baisse des bénéfices ont été les plus faibles prix de réalisation des métaux, principalement pour le cuivre, l'or et le plomb, et une réduction de la demande et des marges sur certains autres produits du groupe en raison de la poursuite de la récession à l'échelle mondiale. Les investissements du groupe en Australie, qui représentent près de 40 pour cent du total des actifs employés, ont subi, pendant cette période, une perte sur laquelle la part de RTZ s'élève à 7,3 millions de Livres.

Si ces résultats sont décevants, ils ne sont pas entièrement déplorables, si l'on tient compte des conditions très difficiles que connaît l'ensemble du secteur minier.

Un dividende intérimaire ordinaire de 5,50 pence par action, le même que pour 1981, a été déclaré pour 1982.

## APERÇU DES RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE DE 1982

La récession qui affecte les principales économies mondiales depuis 1980 s'est poursuivie pendant le premier semestre de 1982. Les résultats commerciaux du Groupe ont souffert d'où les prix plus bas réalisés à la vente pour la plupart des métaux de base par rapport à la période correspondante de 1981, la principale exception étant le zinc. Le prix moyen de l'or, en dollars des États-Unis, a été inférieur de 30 pour cent à celui de 1981. Les opérations du Groupe concernant le cuivre, le plomb et le zinc ont été particulièrement touchées et elles ont subi globalement une perte pour le premier semestre. Ce résultat équivalait à une baisse de 26 millions de Livres au niveau net attribuable à RTZ par rapport au premier semestre de 1981.

En raison, dans une large mesure, des prix plus bas du cuivre, de l'or et du plomb, les opérations du Groupe en Australie dans le cadre du CRA ont subi au premier semestre de 1982 une perte dont la part revenant à RTZ s'est élevée à 7,3 millions de Livres comparée à un profit de 5,6 millions de Livres pendant la même période en 1981. Hamersley a été la seule filiale importante du CRA à pouvoir faire état de gains plus élevés, principalement dus à des recettes de vente accrues, à la suite d'une amélioration des prix de vente et d'un taux de change favorable du dollar des États-Unis. Les gains nets de RTZ Borax pour le semestre ont été de 18,1 millions de Livres, soit une baisse de 7,4 millions par rapport à la première moitié de 1981. La réduction des gains a reflété une baisse substantielle de la demande mondiale de produits à base de borax. En grande partie à la suite de la dépréciation du rand vis à vis du dollar des États-Unis, monnaie dans laquelle sont exprimés la plupart des contrats de vente, la contribution de Rössing aux gains nets a augmenté de 3,1 millions et est passée à 13,5 millions de Livres. RTZ Industries a réalisé un bénéfice plus élevé au Royaume Uni en dépit de la faiblesse générale de la plupart de ses marchés. L'amélioration des logements et les remises en état des moteurs

aéronautiques ont été les principaux facteurs de cette amélioration. Les recettes nettes en provenance d'Amérique du Nord ont été cependant plus faibles qu'au cours de la période correspondante de l'année précédente, mais dans l'ensemble, RTZ Industries a pu augmenter jusqu'à 9,7 millions sa contribution nette aux gains de RTZ, soit une amélioration de 1,2 million de Livres par rapport à 1981.

La contribution de Rio Algom aux gains nets a été de 2 millions de Livres, soit une baisse de 5,1 millions par rapport au premier semestre de 1981, due surtout aux pertes subies par Lornex dans ses opérations sur le cuivre.

Les résultats de Thos. W. Ward et de Tunnel Holdings ont été consolidés aux résultats du Groupe à compter de janvier 1982, date à laquelle ces sociétés sont devenues des filiales du Groupe RTZ. Un chiffre d'affaires s'élevant à 167,3 millions et des bénéfices nets de 9,7 millions de Livres ont été inclus, concernant la participation de RTZ aux bénéfices pour la période allant jusqu'au 30 juin 1982. Ward et Tunnel ont toutes deux amélioré leurs résultats par rapport à la même période un an auparavant, surtout à cause des affaires de ciment.

Les opérations d'aluminium, basées sur la participation d'un tiers dans Anglesey Aluminium ont subi une perte pendant les six premiers mois de 1982, reflétant la détérioration des conditions

commerciales pour l'aluminium. RTZ Oil and Gas et RTZ Bristol (qui inclut les opérations d'étain à Capper Pass et à Carnon) ont toutes deux amélioré leurs résultats nets par comparaison avec la même période l'an dernier, avec des contributions de 3,1 millions et de 2,8 millions de Livres respectivement. Les dépenses nettes en participation dans la société mère RTZ ont été supérieures à celles du premier semestre de 1981 en raison d'une augmentation du montant des obligations convertibles et d'une réduction des fonds à court terme disponibles pour les investissements à la suite des acquisitions de Ward et de Tunnel. Rio Tinto Minera a subi une perte accrue sur ses exploitations minières de cuivre et d'or en Espagne à la suite surtout du plus faible prix de l'or et de la hausse des frais de fonctionnement. La part de RTZ dans la perte, correspondant à sa participation de 49 pour cent a été de 4 millions de Livres contre 1 million au premier semestre 1981. Brinco et Rio Tinto Zimbabwe ont toutes deux subi des pertes dans le premier semestre de 1982, contre de légers profits dans la période correspondante de l'an dernier.

## RÉSULTATS EN COÛTS ACTUALISÉS

Après correction des résultats en coûts historiques pour refléter l'actualisation des coûts selon les principes comptables décrits par SSAP16, il y a eu un déficit net attribuable aux actionnaires de RTZ de 16 millions de Livres (6,25 p. par action ordinaire) pour les six mois se terminant au 30 juin 1982.

## PERSPECTIVES D'AVENIR

Depuis la fin juin, les prix des métaux précieux connaissent une vive

reprise et ceux de la plupart des métaux de base ont augmenté par rapport à leur niveau le plus bas. Il semble que l'activité économique a touché le fond et se relève et que les réductions de production ont amené un meilleur équilibre de l'offre de la plupart des métaux avec une demande réduite. Cela laisse présager une modeste reprise des prix des métaux qui favorisera les bénéfices. Cependant, il est peu probable qu'une amélioration générale et soutenue des conditions commerciales en général, qui sera nécessaire avant que les volumes et les marges puissent être améliorés sur les autres produits du Groupe, puisse se produire avant la fin de l'année.

## DIVIDENDES

Le conseil d'administration a déclaré un dividende de 1,6625 p. par action sur les actions 'A' préférentielles cumulées de 3,325 pour cent de la société et un dividende de 1,75 p. par action sur les actions 'B' à préférence cumulative de 3,5 pour cent de la société, concernant dans les deux cas le semestre clos au 31 décembre 1982. Ces dividendes seront versés le 4 janvier 1983 aux porteurs inscrits sur les registres de Londres et de Melbourne à la fermeture des bureaux le 18 novembre 1982 et aux détenteurs de certificats d'actions au porteur représentant des actions préférentielles cumulées 'B' de 3,5 pour cent à partir du 4 janvier 1983 sur présentation du coupon numéro 41.

Le conseil d'administration a déclaré un dividende intérimaire de 5,50 p. par action concernant l'année terminée au 31 décembre 1982 sur le capital de la société en actions ordinaires, soit le même que pour 1981.

Le dividende intérimaire sur les actions ordinaires sera versé le 4 janvier 1983 aux porteurs inscrits sur les registres de Londres et de Melbourne à la fermeture des bureaux le 18 novembre 1982 et à partir du 4 janvier 1983, aux détenteurs de certificats d'actions au porteur, sur présentation du coupon numéro 45. Dans le cas des porteurs d'actions ordinaires et d'actions préférentielles cumulées 'A' inscrits sur le registre de Melbourne, le paiement des dividendes à venir sera effectué en monnaie australienne au taux de change en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 1982.

Les dividendes sur les actions ordinaires et préférentielles seront versés sans déduction de l'impôt sur le revenu et comporteront un crédit d'impôt. Ce crédit sera disponible principalement pour les actionnaires résidents au Royaume Uni et aussi pour certains actionnaires résidents en dehors du Royaume Uni. Le dividende ordinaire intérimaire pour 1982 après addition du crédit d'impôt sera équivalent à un dividende brut de 7,86 p. par action, soit le même qu'en 1981.

## ACTIONS ORDINAIRES À ACCUMULATION

Les porteurs d'actions ordinaires à accumulation recevront le 4 janvier 1983 une allocation supplémentaire d'actions ordinaires à accumulation, créditées comme entièrement payées, sur la base de 0,012451 d'une action nouvelle pour chaque action détenue le 18 novembre 1982 à la fermeture des bureaux. Les fractions représentant moins de la moitié d'une action seront éliminées et les fractions d'une moitié d'action ou plus seront arrondies à une action entière. Les porteurs d'actions ordinaires à accumulation recevront également un dividende de 0,1 p. par action.

Par ordre du Conseil d'Administration  
D. A. Streetfield, Secrétaire, 6, St. James's Square, Londres SW1Y 4LD,  
Angleterre, 15 Septembre 1982.

(Millions de Livres sterling)	Premier semestre 1982	Premier semestre 1981	Année 1981
<b>Recettes des ventes du Groupe</b>	<b>1 678,4</b>	<b>1 536,7</b>	<b>3 020,7</b>
<b>Bénéfice d'exploitation du Groupe</b>	<b>129,3</b>	<b>169,0</b>	<b>349,9</b>
Part des bénéfices des sociétés associées	4,2	14,8	30,5
Dividendes et intérêts à recevoir	34,4	39,0	74,8
	<b>167,9</b>	<b>222,8</b>	<b>455,2</b>
Déduire : Intérêts à payer	87,5	49,3	107,1
<b>Bénéfice du Groupe avant impôt</b>	<b>100,4</b>	<b>173,5</b>	<b>348,1</b>
Déduire : Impôts	57,5	89,9	174,5
<b>Bénéfice du Groupe après impôt</b>	<b>42,9</b>	<b>83,6</b>	<b>173,6</b>
Déduire : attribuable aux actionnaires extérieurs	14,0	36,6	71,3
<b>Profit net attribuable aux actionnaires de RTZ</b>	<b>£28,9m</b>	<b>£47,0</b>	<b>£102,3m</b>
<b>Gains par action ordinaire</b>	<b>11,21p</b>	<b>18,58p</b>	<b>40,42p</b>
Dividendes Préférentiel	0,2	0,2	0,4
Ordinaire-Intérimaire	14,1	13,5	13,5
-Final	—	—	25,8
	<b>£14,3</b>	<b>£13,7m</b>	<b>£39,7m</b>
Déclaré par action ordinaire de 25 p.	5,50p	5,50p	16,00p
Equivalent brut aux actionnaires du Royaume Uni	7,86p	7,86p	22,85p

Notes:  
(1) Les résultats des opérations à l'étranger ont été traduits des monnaies étrangères en Livres sterling aux taux de change officiels en vigueur à la fin de la période comptable.  
(2) Des corrections ont été opérées sur les résultats de certaines filiales à l'étranger pour tenir compte des différences de méthodes comptables. Elles ont eu pour effet d'augmenter de 3,5 millions de Livres sterling le profit net attribuable à RTZ pour le premier semestre de 1982 par comparaison avec la somme tirée des résultats publiés par les filiales en cause. Les corrections correspondantes pour le premier semestre de 1981 et pour l'année 1981 ont été une réduction de 2,1 millions de Livres et une augmentation de 3,2 millions de Livres, respectivement.  
(3) Les principales rubriques des résultats du semestre déterminées selon les techniques comptables de participation proportionnelle, telles qu'elles apparaissent dans le rapport annuel et les comptes de 1981, sont les suivantes:  
Premier semestre 1982 Premier semestre 1981 Année 1981  
Recettes des ventes du Groupe £1 325m £1 059m £2 170m  
Bénéfice du Groupe avant impôt £88m £105m £213m  
(4) Le chiffre indiqué pour le dividende intérimaire ordinaire de 1982 est calculé en rapport aux actions ordinaires actuellement émises et aucune somme n'est incluse pour des émissions quelconques d'actions ordinaires à accumulation allouées aux porteurs d'actions ordinaires à accumulation à la place de dividendes. Si toutes les actions ordinaires à accumulation sont converties en actions ordinaires, le coût du dividende intérimaire 1982 sera de 1,4 million de Livres sterling.  
(5) Le coût du dividende final ordinaire 1981 sur les actions émises en échange des actions de Tunnel Holdings a été inclus comme une partie du coût de l'acquisition.  
(6) Les résultats indiqués pour l'année 1981 ont été tirés des comptes complets qui ont fait l'objet d'un rapport aux réserves des vérificateurs comptables et qui ont été déposés au Registre des Sociétés.

Des exemplaires imprimés du rapport sont disponibles sur demande

The Rio Tinto-Zinc Corporation PLC

**RTZ**

مكتبة الامم المتحدة



# AFFAIRES

## M. Jobert menace de remettre en cause l'accord gazier si l'U.R.S.S. n'augmente pas ses achats à la France

L'accord franco-soviétique sur le gaz sibérien pourrait être remis en cause si le déséquilibre commercial entre les deux pays n'était pas enrégulé, a déclaré, jeudi 21 octobre à la presse, M. Jobert.

Le ministre du commerce extérieur a averti les Soviétiques qu'ils devaient « prendre des mesures » pour diminuer le déficit de la France dans ses échanges avec l'U.R.S.S. Au cas où rien ne serait fait pour rééquilibrer les échanges franco-soviétiques, cela « remettrait en cause » l'accord gazier.

Le ministre a cependant ajouté qu'objectivement « il ne souhaitait pas la remise en cause de ce contrat. Mais la France ne peut accepter » la poursuite du déséquilibre actuel.

« Il faut que ce déficit soit compensé par l'intérêt que les Soviétiques porteront à tel ou tel secteur de notre production ». « Depuis un an l'U.R.S.S. a passé très mollement des commandes à l'industrie française, ce qui nous préoccupe beaucoup ». Moscou a en revanche passé six fois plus de commandes à la R.F.A., soit 6 milliards de francs contre 1 milliard de francs. Les Soviétiques « commencent à comprendre » la situation, a poursuivi M. Jobert, en donnant en exemple l'accord cadre sur des livraisons agro-alimentaires pour la campagne 1982-1983 signé la semaine dernière à Moscou par le ministre de l'agriculture, M. Edith Cresson.

Le second volet de cette affaire du gazoduc euro-sibérien - le conflit entre l'Europe et les Etats-Unis sur les sanctions contre l'U.R.S.S., pourrait connaître de nouveaux développements. Selon le quotidien *Washington Post*, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, s'efforce de parvenir, d'ici au début de la semaine prochaine, à un accord avec les Européens qui permette de lever les sanctions américaines contre la construction du gazoduc euro-sibérien.

Les grandes lignes de cet accord, qui fait l'objet de discussions avec les ambassadeurs de R.F.A., de France, d'Italie et du Royaume-Uni, prévoient, selon le *Washington Post*, une limitation volontaire des crédits à l'exportation de haute technologie vers l'U.R.S.S. ainsi que des importations énergétiques en provenance de ce pays. L'embargo américain ne serait maintenu que sur certains éléments du gazoduc.

La France et, à moindre degré, la R.F.A. seraient selon le *Washington Post* toujours réticentes à l'égard d'un tel compromis.

## M. ROBERT DELOROZOY PROPOSÉ COMME PROCHAIN PRÉSIDENT DES BANQUES POPULAIRES

Le conseil syndical de groupe des banques populaires, après un mois de consultations, a désigné, à l'unanimité, M. Robert Delorozy comme prochain président du groupe, en remplacement de M. Henri Barre, qui doit abandonner ses fonctions pour raisons de santé.

Cette désignation doit, selon la loi, être proposée à l'agrément du ministre de l'économie et des finances. Cet agrément n'est pas acquis d'avance, la personnalité de M. Delorozy soulevant des oppositions d'ordre politique.

[Né en 1922, à Versailles, M. Delorozy est, depuis 1978, président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie. Il est administrateur de la Banque populaire de la région ouest de Paris (Versailles), dont il a été président jusqu'en 1979, et vice-président du conseil syndical des Banques populaires.]

## Matsushita et Blaupunkt envisagent d'installer une usine de magnétoscopes en Europe

Le groupe japonais Matsushita a annoncé, le 21 octobre à Osaka, qu'il allait créer une filiale commune avec le groupe allemand Bosch pour construire une usine de magnétoscopes en R.F.A. Cette opération, dont tous les détails ne sont pas arrêtés, sera réalisée avec Blaupunkt, filiale de Bosch, spécialisée dans l'électronique grand public.

Matsushita, principal fabricant japonais de radios et de télévision, exploite, dans le domaine des magnétoscopes, le procédé V.H.S. mis au point par sa filiale à 51 %, Victor Japan Co. Sa production serait supérieure à deux millions d'unités par an.

Le groupe a surtout concentré ses efforts, ces dernières années, sur les marchés japonais et américains ; alors que J.V.C. attaquait plutôt le marché européen.

L'accord entre Matsushita et Bosch-Blaupunkt, atomisé un peu plus les forces européennes dans le domaine de l'électronique grand public. Pour le groupe français Thomson son tel accord risque à terme de se révéler dangereux. Sa filiale spécialisée dans les tubes de télévision, Vidéocolor, étant un des principaux fournisseurs de Blaupunkt, le groupe allemand ne risque-t-il pas de basculer progressivement vers Matsushita, premier producteur mondial de tubes de télévision ?

Après l'usine de magnétoscopes J.V.C.-Telefunken de Berlin, celle de Philips à Vienne, en Autriche, les unités de production de Grundig, cette future usine Matsushita-Blaupunkt laisse peu de place pour de nouvelles implantations en Europe d'unités de production de magnétoscopes.

● **Mini-sommet Europe-Japon** sur l'électronique grand public. Les P.D.G. des dix-huit plus grands groupes industriels européens et japonais de l'électronique « grand public » se sont retrouvés autour d'une même table de conférences jeudi 21 octobre à Bruxelles. La réunion a eu lieu à l'initiative conjointe de la Commission et du MITI (ministère japonais du commerce extérieur). Du côté français, les présidents de la C.G.E. et de Thomson participaient à la réunion. S'agissant d'une première rencontre, les deux parties en sont restées, semble-t-il, au stade des généralités, soulignant, toutefois, la nécessité pour l'Europe et le Japon, face à la nouvelle révolution industrielle, d'éviter de s'isoler l'un de l'autre. Il a été entendu que d'autres réunions suivraient ce premier contact. (Corresp.)

● **Nouvelle usine de vidéo-cassettes en France.** La société américaine Intermagnética va installer à Besançon (Doubs) une usine de fabrication de cassettes vidéo vierges. Dans une première étape, début 1983, la production annuelle sera fixée à deux millions de cassettes. L'investissement est de 50 millions de francs et devrait entraîner la création de quatre-vingt-cinq emplois. Dans une seconde étape, prévue pour fin 1983, un investissement supplémentaire de 65 millions de francs devrait porter la production à cinq millions de cassettes et créer cinquante emplois de plus.

● **Le P.C. critique Elf-Aquitaine.** Le rachat de Texas-gulf par Elf-Aquitaine s'avère « ruineux », a déclaré jeudi 21 octobre à la presse M. Philippe Herzog, spécialiste des questions économiques du parti communiste. M. Herzog a rappelé que la société nationale avait affirmé que la prise de contrôle de la société minière et énergétique américaine ne coûterait rien alors que 150 millions de dollars ont déjà été sortis par Elf cette année pour le remboursement des emprunts contractés à cette fin. Au cours de cette même conférence de presse, M. Herzog a indiqué qu'il souhaitait une taxation des exportations de capitaux.

● **Exportation d'automobiles japonaises vers les Etats-Unis.** Washington cherche une prolongation de l'accord d'autolimitation nippon. M. William Brock, conseiller de la Maison Blanche pour le commerce international, a affirmé, dans une lettre rendue publique mercredi 20 octobre et adressée au sénateur John Danford, que les Etats-Unis tenteront d'obtenir la prolongation de l'accord d'autolimitation conclu en 1981 avec le Japon, lequel plafonne à 1,68 million de véhicules par an les importations d'automobiles japonaises. « Une troisième année de limitation volontaire par les autorités japonaises est nécessaire », écrit M. Brock, qui ajoute : « Pendant les deux premières années d'application de l'accord, l'industrie automobile américaine a continué à souffrir des conséquences de la récession ».

# BUDGET

## Les pénibles découvertes de la rigueur

(Suite de la première page.)

L'important est de voir que, jusqu'à présent, à la lumière de la deuxième dévaluation - celle de juin 1982 - le gouvernement a modifié profondément ses analyses et qu'il en tire de façon de plus en plus résolue les conséquences au niveau de l'action.

Le discours et les méthodes sont plus ambigus, et c'est ce qui fait problème. Lorsqu'en octobre 1981, le franc fut dévalué une première fois, le gouvernement, qui n'avait pas vraiment pris conscience de la gravité de la situation, se contenta en guise d'accompagnement de bloquer quelques prix. Ce fut M. Schmidt qui imposa - en échange d'une réévaluation de 5,5 % du DM au sein du serpent monétaire - le gel de crédits budgétaires. L'affaire passa inaperçue à l'époque et les informations officielles sur le sujet furent aussi tardives qu'imprécises. Le flou qui entourait l'opération illustre la gêne du gouvernement obligé de revoir en baisse un budget qu'il venait de mettre au point. Il illustre aussi le désaccord qui persistait - s'aggravait même - au sein de l'équipe au pouvoir, entre ceux qui continuaient de prôner une relance keynésienne et la poursuite des réformes souvent coûteuses, et ceux qui militaient, tant pour une gestion plus rigoureuse des finances publiques, que pour une « pause » dans les réformes.

Le débat d'idées qui s'en suivit fut si violent qu'il faillit déboucher sur une crise gouvernementale. C'est dans ces conditions que furent gelés quelque 15 milliards de francs de crédits d'investissements et, une quarantaine de milliards de francs d'autorisation de programmes, cela pour donner aux milieux financiers

internationaux, l'assurance que le gouvernement était décidé à défendre la nouvelle parité du franc.

Les conditions dans lesquelles furent prises ces décisions expliquent mieux qu'un long discours pourquoi l'annulation des quelque 7 milliards de francs de crédits d'équipement (22 milliards d'autorisation de programmes annoncée au Journal officiel) surprend une partie du monde politique. Encore, ce monde n'a-t-il pas remarqué que d'autres annulations avaient déjà eu lieu, notamment en février, lorsque furent rayés 2,1 milliards de francs de crédits pour compenser le surcoût du gaz algérien.

La rigueur imposera-t-elle pourtant qu'on raisonne à l'envers : moins d'une dizaine de milliards de francs auront été annoncés il y a un an.

Il semble pourtant un peu facile de s'en tenir au simple constat des retombées quotidiennes d'un choix fait en faveur de la rigueur.

A l'évidence, le gouvernement devrait tirer toutes les conséquences de sa nouvelle politique en ce qui

concerne les discours et les méthodes. Il conviendrait de reconnaître que les taux de croissance très importants d'investissements publics annoncés il y a un an (+ 20 % en autorisation de programme, + 39 % en crédits de paiements) ne sont plus valables. Le rééquilibrage des dépenses publiques implique, que l'Etat renonce maintenant à une partie importante des investissements programmés. Ce qu'il vient de faire massivement en annulant 22 milliards de francs d'autorisation de programmes.

Un deuxième point mérite d'être souligné. Autant des arrêtés d'annulation de crédits relèvent du pouvoir exécutif - et de lui seul - quand il s'agit de gestion courante des finances publiques et de sommes peu importantes, autant des annulations aussi massives que celles qui avaient été décidées il y a un an se relevant du Parlement.

Il est peut-être tard pour en reparler à l'Assemblée nationale. A l'évidence cela aurait dû être fait.

ALAIN VERHNOLES.

## Faits et chiffres

● **PARIS :** nouvelles mesures pour les familles. - Lors de la conférence annuelle de la famille organisée sous la présidence de M. Jacques Chirac, maire de Paris, et Maurice, président de l'Union départementale des associations familiales, M. Chirac a annoncé de nouvelles mesures envisagées par la municipalité en faveur des familles. Il proposera au Conseil de Paris prévu le 25 octobre une augmentation de la durée et du montant de l'allocation parentale. Cette dernière serait versée sur deux ans au lieu d'un, son montant porté

de 1 480 francs par mois à 1 700 francs. Les familles nombreuses pourraient bénéficier, avec plus de facilité, des services d'aide au travail familial et d'une aide au déménagement à Paris même - 10 000 francs selon la proposition de M. Chirac.

● **Pierre Cardin** a conclu un accord de coopération avec la société hongroise de commerce extérieur Hungarotext, pour la fabrication locale de vêtements du couturier. Les vêtements seront commercialisés en Hongrie et sur les marchés extérieurs.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



AGF GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 30 SEPTEMBRE 1982

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 3000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. INTERFONDS
Nombre d'actions au 30-9-1982 : (actions de 100 F nominal)	851 614	2 136 711	916 348	499 221
Actif net par action	578,52	257,99	180,69	279,89
Actif net total	492 675 106	551 251 227	165 578 918	139 726 000
Répartition de l'actif (en pourcentage) :				
- Disponible	4,39	4,16	9,10	1,05
- Obligations françaises	43,65	30,47	30,49	43,81
- Obligations étrangères	21,42	2,13	-	46,84
- Actions françaises	5,99	52,90	60,41	3,30
- Actions étrangères	24,55	10,40	-	-
Rappel :				
- Dividendes par action de 100 F nominal :				
- Montant net et avoir fiscal	40,93 + 3,85	23,93 + 1,30	14,56 + 3,05	21,92 + 2,12
- Date de paiement	23 AVRIL 1982	23 AVRIL 1982	23 AVRIL 1982	23 AVRIL 1982

Subscriptions : Services des Transferts, 57, rue Richelieu - 75002 PARIS CEDEX 02 et Banque Générale du Pérou, 31, rue La Fayette - 75009 PARIS

(1) loi du 13 juillet 1978.

(Publicité)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère du commerce

SONACAT.

DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Avis d'appel d'offres international n° 01/83/DEI

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :  
- Lot n° 1 : Tranches de pain.  
- Lot n° 2 : Essences à salade.  
- Lot n° 3 : Distributeurs de boissons.  
- Lot n° 4 : Fontaines réfrigérées.  
- Lot n° 5 : Armoires de conditionnement.  
- Lot n° 6 : Bouteilles-mélangeurs.  
- Lot n° 7 : Épicheuses.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 DGC-DMP du 4 mai 1981 du ministère du commerce, les offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires.  
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social.  
- Liste des principaux gestionnaires de l'entreprise.  
- Les bilans des deux dernières années.

L'attestation de non-recours à des intermédiaires, conformément à l'article 12 de la loi 78-02 du 11.02.1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une société anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges et l'adresse à SONACAT - Direction des équipements industriels, 11, rue de Sidi-Moussa, Dar-el-Beld, Alger, contre la somme de 100 DA le lot.

Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme, cacheté, au plus tard le 28/11/1982, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle.

L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention :  
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 01/83/DEI  
- A NE PAS OUVRIR -

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

## LOCAFINANCIÈRE

L'entreprise 1982 prend en compte depuis le 1<sup>er</sup> janvier la prime d'effort de crédit-bail d'une durée de vingt ans signé avec PEUGEOT S.A. sur l'ensemble immobilier de Neuilly et Levallois-Perret, précédemment loué par SAINT-GOBAIN INDUSTRIES.

La conjoncture générale et le niveau des taux de refinancement ont conduit LOCAFINANCIÈRE à limiter la prise d'engagements nouveaux, dont le total pour 1982 s'élève à ce jour à un peu plus de 16 millions de francs exclusivement en participations.

Le résultat prévisionnel au 30 juin 1982 s'élève à 18,87 millions de francs contre 17,54 millions de francs au 30 juin 1981. Le résultat prévisionnel de l'exercice doit permettre, sans imprévu, la distribution d'un dividende net supérieur d'un million 10 % à celui de l'exercice précédent d'un montant de 18,51 F.

Le conseil d'administration de la Société foncière lyonnaise, réuni le 19 octobre sous la présidence de M. de Foulhade de Chavigny, a pris connaissance des résultats prévisionnels au 30 juin 1982.

Les loyers émis au cours du premier semestre ont atteint 23 320 000 F contre 26 391 000 F au cours de la période correspondante de 1981, soit une augmentation de plus de 11 %, les charges d'exploitation n'ayant pour leur part progressé que de 3 %.

Le bénéfice d'exploitation avant impôt s'établit à 19 090 000 F contre 17 658 000 F, soit + 8 % seulement, en raison des investissements en cours qui réduisent progressivement les produits financiers.

Le blocage des loyers, entre le 11 juin et le 31 octobre, ainsi que l'incertitude sur les conditions de sortie de ce blocage rendent aléatoire toute extrapolation, pour l'exercice complet, des résultats du premier semestre.

# ÉTRANGER

## La baisse des taux d'intérêt continue en Europe

(Suite de la première page.)

A cet égard, M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, a fait remarquer que les banques avaient pris du retard dans ce domaine : en douze mois, le taux du guichet Lombard, auquel se refinancent les établissements, a été abaissé de 5 points, et les tarifs bancaires de 2,4 % seulement en moyenne.

La décision de la Banque centrale a été accueillie avec satisfaction par tous les partenaires sociaux. Le patronat l'a qualifiée de « bonne », les syndicats de « juste et nécessaire », terme qu'emploie également le comte Lambsdorff, ministre de l'économie, cette mesure devant « apporter des facilités importantes dans le secteur des biens d'équipement et dans celui de la construction », particulièrement déprimés à l'heure actuelle. Elle a néanmoins, par avance, été jugée insuffisante par l'ancien chancelier M. Schmidt, qui avait demandé, lundi, une baisse

- d'au moins 2 % à 3 % - reprochant à la Bundesbank d'être, par sa politique restrictive, en partie responsable de l'accroissement du chômage en R.F.A. M. Poehl s'en est défendu vigoureusement : « Avec une politique différente, nous n'aurions pas aujourd'hui une balance des paiements courants équilibrée, une inflation annuelle inférieure à 5 % et des accords salariaux avec une augmentation inférieure à 4 % ».

Très logiquement, les partenaires de la R.F.A. l'ont imitée, les Pays-Bas ramenant leur taux d'escompte de 6,50 % à 6 % et l'Autriche de 6,25 % à 5,75 %, précédés, mercredi par la Belgique (12 % contre 12,5 %). En Grande-Bretagne, les banques pourraient réduire à nouveau leurs taux de base, pour la deuxième fois en quinze jours. Quant à la France, qui, le plus souvent, s'aligne sur les décisions allemandes en matière de taux d'intérêt, la volonté de procéder à une nouvelle diminution du loyer de l'argent se heurte, pour l'instant, à l'exigence de défendre le franc.

Sur le plan général, le processus de détente en cours a été déclenché dans la seconde quinzaine d'août par une accélération du rythme de baisse du taux d'escompte des Etats-Unis, revenu en deux mois de 11 % à 9 1/2 % le 8 octobre. A la veille du week-end, la rumeur courait d'une nouvelle réduction de ce taux, afin de contribuer à la relance de l'économie américaine, toujours mal en point.

## LA YUGOSLAVIE DÉVALUE SA MONNAIE DE 20 %

(De notre correspondant.)

Belgrade. - Dans le cadre d'un vaste plan de stabilisation à long terme, et de l'insertion plus étroite encore de la Yougoslavie à la division internationale du travail, le gouvernement fédéral dévalue le dinar de 20 % à partir du 22 octobre.

Selon les sources officielles, cette mesure doit établir le cours réel du dinar sur les marchés internationaux, permettre un accroissement des exportations, améliorer la balance des paiements et la liquidité extérieure du pays. Elle aura pour conséquence une réduction de la consommation et des investissements. La Yougoslavie avait déjà procédé en juin 1980 à une dévaluation du dinar de 30 %.

P. Y.

Le conseil d'administration de la Société foncière lyonnaise, réuni le 19 octobre sous la présidence de M. de Foulhade de Chavigny, a pris connaissance des résultats prévisionnels au 30 juin 1982.



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

21 octobre 1982

### Nouvel effritement

L'effet Wall Street n'a pas joué. Les cours se sont à nouveau effrités jeudi à la Bourse de Paris, moins que la veille, certes, mais de façon assez marquée quand même pour ramener en fin de séance l'indice à 1049,12. Quel qu'il en soit, une activité frénétique a régné et 122,5 millions de titres (contre 98,7 millions) ont changé de main.

Naturellement de nombreuses ventes bénéficiaires se sont produites émanant, selon les spécialistes de la firme Oppenheimer and Co., d'opérateurs inquiets de l'évolution future du marché. Il reste que la capacité de ce dernier à les absorber a été considérablement réduite. C'est vrai, et non des moindres d'opérateurs de personnalités faisant autorité dans les milieux financiers, ne sont pas aussi sceptiques sur les possibilités, ouvertes à Wall-Street de poursuivre son mouvement de hausse. Leurs conseils poussent bien des investisseurs à élargir leurs gammes de placements.

De toute manière, la baisse continue du loyer de l'argent ne cesse d'alimenter la machine. Le taux-pivot des Federal Funds est revenu de 9,75 à 9,25 %. Cette seule information a suffi à entretenir une atmosphère d'optimisme.

Sur 1978 valeurs traitées, 888 ont monté et 753 ont baissé.

Une fois encore, on avait le sentiment, autour de la corbeille, que malgré les réticences du P.S., le gouvernement était prêt à lâcher du lest. D'autre part, les mesures prises par le gouvernement pour réduire le déficit commercial autour de la corbeille, beaucoup doutant sérieusement de leur efficacité, surtout avec un réajustement seulement prévu dans trois ans.

Suspensé le 27 juillet dernier, la cotation de Revillon a repris ce jour : + 5,8 % (dernier cours avant suspension : 550 F).

La devise-titre a fléchi, s'échangeant entre 8,34 F et 8,39 F contre 8,44 F-8,53 F, ce malgré un dollar plus coûteux.

L'or s'est redressé. Son cours à Londres a été fixé à 432,25 dollars l'once contre 422 dollars. A Paris, le lingot a regagné 1250 F à 98750 F (après 98550 F). Le napoléon a valu 705 F (+ 5 F), le plus élevé depuis le 5 janvier dernier.

## NEW-YORK

### La hausse se ralentit

La fièvre est retombée jeudi à Wall-Street. Après la nouvelle explosion des cours la veille, la tendance s'est révélée très irrégulière. Cependant, une fois encore, les hausses ont été plus nombreuses que les baisses et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une nouvelle avance de 2,86 points à 1056,98. Un instant durant la séance, il avait atteint 1049,12. Quel qu'il en soit, une activité frénétique a régné et 122,5 millions de titres (contre 98,7 millions) ont changé de main.

Naturellement de nombreuses ventes bénéficiaires se sont produites émanant, selon les spécialistes de la firme Oppenheimer and Co., d'opérateurs inquiets de l'évolution future du marché. Il reste que la capacité de ce dernier à les absorber a été considérablement réduite. C'est vrai, et non des moindres d'opérateurs de personnalités faisant autorité dans les milieux financiers, ne sont pas aussi sceptiques sur les possibilités, ouvertes à Wall-Street de poursuivre son mouvement de hausse. Leurs conseils poussent bien des investisseurs à élargir leurs gammes de placements.

De toute manière, la baisse continue du loyer de l'argent ne cesse d'alimenter la machine. Le taux-pivot des Federal Funds est revenu de 9,75 à 9,25 %. Cette seule information a suffi à entretenir une atmosphère d'optimisme.

Sur 1978 valeurs traitées, 888 ont monté et 753 ont baissé.

VALEURS	Cours de 20 oct.	Cours de 21 oct.
Alcatel	111 1/2	111 1/2
A.T.T.	111 1/2	111 1/2
Boeing	111 1/2	111 1/2
Chemical Bank	111 1/2	111 1/2
De Pire de Humber	111 1/2	111 1/2
Environ Kodak	111 1/2	111 1/2
Exxon	111 1/2	111 1/2
Ford	111 1/2	111 1/2
General Electric	111 1/2	111 1/2
General Motors	111 1/2	111 1/2
IBM	111 1/2	111 1/2
Intel	111 1/2	111 1/2
Johnson & Johnson	111 1/2	111 1/2
McDonald	111 1/2	111 1/2
Merck	111 1/2	111 1/2
Philips	111 1/2	111 1/2
Rockwell	111 1/2	111 1/2
Schering	111 1/2	111 1/2
Union Carbide	111 1/2	111 1/2
U.S. Steel	111 1/2	111 1/2
Westinghouse	111 1/2	111 1/2
Xerox	111 1/2	111 1/2

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MILLEVILLE ET LOCAMION S'ASSOCIENT.** Milleville-France et Locamion, deux entreprises spécialisées dans la location de véhicules utilitaires, ont décidé de s'associer, pour une durée, fixée dans un premier temps, à trois ans, afin de renforcer ensemble leur position sur le marché national.

Ensemble, avec un chiffre d'affaires de 510 millions de francs, Milleville-France et Locamion deviendront, sur un plan commercial au moins, une des premières sociétés de location de véhicules utilitaires.

Les deux firmes ont des activités complémentaires. Milleville (116 millions de francs de chiffre d'affaires) est spécialisée

dans la location courte durée de véhicules de petite et moyenne capacité. Son parc (3700 véhicules) est fait de « leader » français.

Locamion (394 millions de francs de chiffre d'affaires) fait de la location de longue durée de véhicules de moyen et gros tonnages. Son parc est composé de 5500 véhicules. L'entreprise arrive au troisième rang derrière Via et Fraklin. Créée en 1971, elle résulte de la fusion, il y a cinq ans, de SLEVE et de la Compagnie générale d'entreprises d'automobiles, qui reste son principal actionnaire (25 %) avec Salvaper (Société alsacienne et de participation) qui détient 36,25 % de son capital.

La société a trois filiales : Henry-Jacobs (location de véhicules pour transport de gaz liquéfiés), L.L.C. (Livraison industrielle et commerciale de véhicules industriels).

**ELIUM-CON.** - Ce nouveau groupe de publicité, filiale de l'agence Havas et issu de la fusion avec la Société Goulet S.A., va faire son apparition, le 28 octobre, à la Bourse de Paris. Six cent soixante-dix mille quatre-vingt actions Eurocom, créées en rémunération de l'apport-fusion réalisé par l'ancienne société Eurocom au profit de Goulet S.A., seront alors admises à la cote officielle.

**INDICES QUOTIDIENS**  
(base 1000, 15 oct. 1981)

Valeur française	1049,12
Valeur étrangère	128,1
Cote des changes	128,1
Indice général	1049,12

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effets papiers du 22 octobre : 14 %

**COURS DU DOLLAR À TOKYO**  
1 dollar (en yen) : 271,85 / 272,76

# BOURSE DE PARIS Comptant 21 OCTOBRE

VALEURS	% de nom.	% de capitaux	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
3 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
4 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
5 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
6 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
7 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
8 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
9 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
10 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
11 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
12 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
13 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
14 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
15 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
16 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
17 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
18 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
19 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
20 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
21 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
22 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
23 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
24 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
25 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
26 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
27 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
28 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
29 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
30 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
31 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
32 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
33 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
34 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
35 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
36 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
37 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
38 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
39 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
40 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
41 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
42 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
43 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
44 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
45 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
46 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
47 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
48 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
49 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2
50 %	24 40	0 173	102	103	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2	Alcatel	111 1/2	111 1/2

# Marché à terme

Derniers cours					raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.					Derniers cours				
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compagnie	VALEURS	Cours précéd.	P	



